Réseau de transport d'électricité

Section 1

Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des charges d'ajustement

Version en vigueur au *Cliquez ici pour entrer une date.*

SOMMAIRE

1. Définitions 5

2. Dispositions générales 28

2.1 Objet 28
2.2 Modalités de révision de la section 1 des Règles 28
2.3 Modalités de participation 29
2.3.1 Demande de participation 29
2.3.2 Traitement de la Demande de Participation et Signature de l'Accord de Participation 29
2.3.3 Entrée en vigueur et durée de l'Accord de Participation 29
2.3.4 Engagements du Participant 30
2.3.5 Accès au Système d'Information de RTE 30
2.4 Cession des droits et obligations 30
2.5 Propriété intellectuelle 31
2.6 Confidentialité 31
2.6.1 Nature des informations confidentielles 31
2.6.2 Contenu de l'obligation de confidentialité 31
2.6.3 Durée de l'obligation de confidentialité 32
2.7 Responsabilité 32
2.8 Force majeure 33
2.9 Territorialité des Règles 34
2.10 Droit et langue applicables 34
2.11 Règlement des différends 34
2.12 Modalités d'échanges opérationnels 34
2.13 Règles d'arrondi 35
2.13.1 Arrondi des valeurs calculées 35
2.13.2 Arrondi financier 35
2.13.3 Arrondi de la traçabilité RTE 35
2.14 Suspension de l'Accord de Participation en qualité d'Acteur d'Ajustement aux présentes Règles 36
2.15 Résiliation de l'Accord de Participation 36
2.15.1 Résiliation par RTE 36
2.15.2 Résiliation par un Participant 37
2.15.3 Résiliation en cas d'événement de force majeure 37
2.15.4 Conséquences de la résiliation d'un Accord de Participation 37

3. Programmation 38

3.1 Périmètre de programmation 38
3.1.1 Constitution du Périmètre de Programmation 38
3.1.2 Evolution du Périmètre de Programmation 38
3.1.3 EDP et Entité de Prévision en Phase d'Essai 39
3.2 Programmation de la production 39
3.2.1 Programme d'Appel et Programme prévisionnel 39
3.2.2 Déclaration des performances et contraintes techniques 43
3.2.3 Redéclarations aux guichets 44
3.2.4 Mise en œuvre des Redéclarations de Programme d'Appel 46
3.2.5 Redéclarations de performances et contraintes techniques hors guichets 46
3.2.6 Programme de Marche 47
3.2.7 Respect du Programme de Marche par le Responsable de Programmation 47
3.2.8 Traçabilité des programmes par RTE 48

3.3 Indisponibilité Non Programmée du Réseau 48
3.3.1 Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont hors événement de force majeure 48
3.3.2 Indisponibilité Non Programmée du Réseau d'Evacuation ou Indisponibilité du réseau consécutive à un événement de force majeure 49
3.3.3 Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont considérée comme provenant du Réseau d'Evacuation, suite à une information erronée de RTE ou suite à un défaut d'information 49
3.3.4 Indisponibilité Non Programmée du Réseau d'Evacuation déclarée initialement par RTE comme provenant du Réseau Amont 49
3.4 Indisponibilité du Système d'Information support de la Programmation 49
3.4.1 Indisponibilité programmée 49
3.4.2 Indisponibilité fortuite 50
3.4.3 Taux de disponibilité 50

4. Mécanisme d'Ajustement 51

4.1 Qualité d'Acteur d'Ajustement 51
4.1.1 Conditions générales 51
4.1.2 Conditions particulières pour un Acteur d'Ajustement dont le Périmètre d'Ajustement comprend au moins un Site de Soutirage Profilé 51
4.2 Constitution et évolution du Périmètre d'Ajustement 52
4.2.1 Rattachement et retrait d'une EDA d'un Périmètre d'Ajustement 52
4.2.2 Ajout et retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site d'une EDA 54
4.2.3 Modalités et calendrier d'évolution du Périmètre d'Ajustement 67
4.3 Préparation d'une Offre d'Ajustement 68
4.3.1 Constitution d'une Offre d'Ajustement 68
4.3.2 Soumission d'une Offre d'Ajustement 73
4.4 Utilisation des Offres d'Ajustement par RTE 76
4.4.1 Classement des Offres 76
4.4.2 Appel des Offres par RTE 78
4.4.3 Activation et Désactivation des Offres 85
4.5 Contrôle de l'exécution des Ordres d'Ajustement 86
4.5.1 Principe du contrôle du réalisé des Ordres d'Ajustement 86
4.5.2 Contrôle du réalisé des Ordres d'Ajustement concernant les Offres implicites et explicites hors Offres émanant des EDA Point d'Echange 86
4.5.3 Contrôle du réalisé des Ordres d'Ajustement concernant les Offres explicites émanant des EDA Point d'Echange 89
4.5.4 Exécution Défaillante d'un Ordre d'Ajustement 89
4.6 Dispositions financières 90
4.6.1 Rémunération des Ordres d'Ajustement 90
4.6.2 Versement dû par l'Acteur d'Ajustement qui valorise sur le Mécanisme d'Ajustement des Effacements de Consommation d'électricité 98
4.7 Indisponibilité du système d'information support du Mécanisme d'Ajustement 106
4.8 Transparence 106
4.8.1 Indicateurs et informations publiques du mécanisme d'ajustement 106
4.8.2 Information des Gestionnaires de Réseau de Distribution 115
4.8.3 Analyse d'impact sur le RPD des Activations d'Offres d'Ajustement sur des EDA RPD 115

5. Recouvrement des charges d'ajustement 116

5.1 Prix des Ecarts 116
5.2 Prix proportionnels à l'Injection Physique et au soutirage physique 116
5.3 Coûts et Surcoûts des ajustements 116
5.3.1 Coûts des ajustements 116
5.3.2 Surcoûts des ajustements 117
5.4 Contrats d'échange entre RTE et d'autres GRT 117

5.4.1 Appel de RTE par un GRT voisin....117
5.4.2 Appel d'un GRT voisin par RTE....117
5.5 Le compte de gestion « Ajustements-écarts »....118
5.5.1 Charges du compte « Ajustements-Ecarts »....118
5.5.2 Produits du compte « Ajustements-Ecarts »....118
5.5.3 Traitement du solde du compte « Ajustements-Ecarts »....119

Annexes 121

Annexe 1 Formulaire de demande de conclusion d'un ou plusieurs Accords de Participation aux Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des charges d'ajustement 121

Annexe 2 Accord de participation en Qualité de Responsable de Programmation aux Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des Charges d'Ajustement123

Annexe 3 Accord de participation en Qualité d'Acteur d'Ajustement aux Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des Charges d'Ajustement....128

Annexe 4 Mandat de prélèvement SEPA....134

Annexe 5 Modèle de Périmètre de Programmation....137

Annexe 6 Accord entre le Responsable de programmation et un Utilisateur en vue du rattachement de Groupes de Production au Périmètre de ce Responsable de programmation....138

Annexe 7 Déclaration du Fournisseur d'Electricité des sites de soutirage en CART, CARD et Contrat de Service de Décompte au Gestionnaire de reseau....140

Annexe 8 Périmètre d'Ajustement....142

Annexe 9 Modèle d'Accord de Rattachement entre un Responsable d'Equilibre et l'Acteur d'Ajustement en vue de la participation au Mécanisme d'Ajustement d'un ou plusieurs groupe(s) de production 145

Annexe 10 Exigences techniques requises des Acteurs d'Ajustement dont le Périmètre d'Ajustement contient des Sites profilés....147

Annexe 11 Convention d'échange de coordonnées entre un Gestionnaire de Réseau de Distribution et RTE 149

Annexe 12 Définition des triplets demandés par RTE lors des ajustements....151

Annexe 13 Coordonnées bancaires du fournisseur d'Electricité....152

Annexe 14 Mandat d'auto-facturation du Fournisseur d'Electricité à RTE....154

Annexe 15 Modèle de Garantie Bancaire à première demande....156

Annexe 16 Modèle de lettre d'appel en Garantie Bancaire....158

Annexe 17 Déclaration commune de l'Acteur d'Ajustement et du Fournisseur d'électricité pour les Sites de Soutirage au Modèle Contractuel....159

1. DEFINITIONS

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans les présentes Règles ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée ci-dessous ou à l'article 1 des Règles NEBEF.

Les définitions suivantes prévalent sur celles des Règles NEBEF.

Accord de Participation	Contrat ou Protocole conclu entre RTE et un Participant, conforme à l'un des modèles joints en Annexe 2 et en Annexe 3, par lequel ce dernier déclare adhérer aux Règles en vue de devenir Responsable de Programmation et/ou Acteur d'Ajustement.
Accord de Rattachement à un Périmètre de Programmation	Accord entre un Utilisateur et un Responsable de Programmation en vue du rattachement d'un Groupe de Production au Périmètre de Programmation de ce dernier. Cet accord doit être établi sur le modèle donné en Annexe 6.
Acteur d'Ajustement	Participant se conformant aux dispositions des Articles 1, 2, 4 et 5 de la section 1 des Règles par la signature d'un Accord de Participation dont le modèle figure à l'Annexe 3 de la section 1 des Règles.
Année Glissante	Période de douze (12) mois commençant à courir à compter d'une date donnée.
Annexe	Annexe des Règles.
Application	Application informatique telle que définie dans les Règles SI.
Article	Article des Règles.
Auxiliaires	Organes techniques nécessaires au fonctionnement d'un ou plusieurs Groupes de Production associés à un Site de Production et soutirant de l'énergie électrique sur le Réseau.
Barème Forfaitaire	Barème, défini en euros par mégawattheure pour chaque Pas Demi-Horaire, en application duquel RTE calcule le montant du versement dû par l'Opérateur d'Effacement aux Fournisseurs des Sites de Soutirage au Modèle Régulé réalisant des Effacements de Consommation d'électricité.
Bloc	Voir Fourniture Déclarée.
CAM	Commission d'Accès au Marché, sous-groupe du CURTE.
Catégorie d'Effacement	Ensemble fondé sur des caractéristiques techniques et économiques fixées par l'arrêté des minitres chargés de l'économie et de l'énergie mentionné à l'article 14 du décret n°2014-764 du 3 juillet 2014 et

	déterminant le niveau de la prime versée aux Opérateurs d'Effacement.
Capacité d'Ajustement	La Capacité d'Ajustement est un ensemble de quatre valeurs : - pour un Groupe de Production ou un Site, il s'agit des variations maximale et minimale de puissance, à la hausse et à la baisse, déclarées par l'Acteur d'Ajustement, que le Groupe de Production ou le Site est en mesure de réaliser lors d'un ajustement sur un Pas Demi-Horaire ; - pour une EDA, il s'agit des variations maximale et minimale de puissance, à la hausse et à la baisse, déclarées par l'Acteur d'Ajustement, que l'ensemble des Groupes de Production ou des Sites rattachés à l'EDA est en mesure de réaliser lors d'un ajustement sur un Pas Demi-Horaire ; - pour un Périmètre d'Ajustement, il s'agit de la somme des variations maximale et minimale de puissance, à la hausse et à la baisse, des EDA constitutives dudit Périmètre d'Ajustement. La Capacité d'Ajustement est exprimée en mégawatts avec un niveau de précision correspondant à une décimale après la virgule. Les règles d'arrondi décrites dans l'Article 2.13.1 sont applicables.
Chronique	Ensemble de valeurs déclarées couvrant une Journée au Pas Horaire, au Pas Demi-Horaire, au Pas 10 minutes ou au Pas 5 minutes.
Chronique de Délai de Mobilisation	Ensemble de 48 valeurs indiquant le délai nécessaire aux opérations d'activation d'une Offre en fonction du Pas Demi-Horaire de la Journée où se trouve l'Instant d'Activation mentionné dans l'Ordre d'Ajustement. Ces valeurs sont définies par l'Acteur d'Ajustement lors de la Soumission de l'Offre et sont représentatives de contraintes, auditables par RTE, d'ordre technique ou opérationnel.
Clé de Répartition	Suite de valeurs, dont la somme vaut 1, qui permet d'affecter le Volume Réalisé selon un sous-ensemble de l'EDA.
Commission de Régulation de l'Energie ou CRE	Autorité administrative indépendante chargée de la régulation du secteur de l'énergie en France dont les missions, l'organisation, le fonctionnement, les attributions, ainsi que les pouvoirs d'enquête et de contrôle sont notamment définis aux articles L.131-1 à L.135-16 du Code de l'énergie.
Conditions d'Utilisation de l'Offre ou Conditions d'Utilisation	Paramètres d'une Offre spécifiés à l'Article 4.3.1.3.
Congestion	Situation du système électrique où les Règles de Sûreté ne sont plus

	localement satisfaites, compte tenu de la répartition des Injections et Soutirages dans une zone donnée du RPT.
Consommateur	Consommateur au sens de l'article L.331-2 du Code de l'énergie.
Contrat d'Accès au Réseau	Contrat d'Accès au Réseau de Distribution ou Contrat d'Accès au Réseau de Transport.
Contrat d'Accès au Réseau de Distribution ou CARD	Contrat visé à l'article L.111-91 du Code de l'énergie qui a pour objet de définir les conditions techniques, juridiques et financières de l'accès d'un Utilisateur à un réseau public de distribution en vue du soutirage et/ou de l'injection d'énergie électrique sur le réseau. Il est conclu par l'Utilisateur avec le gestionnaire du réseau public de distribution.
Contrat d'Accès au Réseau de Transport ou CART	Contrat visé à l'article L.111-91 du Code de l'énergie qui a pour objet de définir les conditions techniques, juridiques et financières de l'accès d'un Utilisateur au réseau public de transport en vue du soutirage et/ou de l'injection d'énergie électrique. Il est conclu par l'Utilisateur avec le gestionnaire du réseau public de transport.
Contrat de Service de Décompte	Contrat que peut conclure RTE ou un GRD avec un Producteur ou un Consommateur pour un Site indirectement raccordé au Réseau (site en décompte). Ce contrat prévoit la désignation du Responsable d'Equilibre auquel est rattaché le Site en décompte et la description des modalités de comptage et de décompte de l'énergie livrée à ce Site en décompte. Le service de décompte peut être inclus dans un Contrat de Prestations Annexes, auquel cas le Contrat de Service de Décompte désigne le Contrat de Prestations Annexes.
Contrat de Prestations Annexes	Contrat que peut conclure RTE avec un Producteur ou un Consommateur portant sur des prestations réalisées par RTE à titre exclusif ou dans un contexte concurrentiel.
Contrat Unique	Contrat conclu entre un Fournisseur et un Consommateur. Ce contrat a pour objet tant la fourniture d'électricité que l'acheminement. Il est distinct du Contrat d'Accès au Réseau (CART ou CARD) qui concerne uniquement l'acheminement, et non la fourniture d'électricité. Le Contrat Unique peut être conclu sur le RPD ou sur le RPT, selon que le Site est raccordé à l'un ou à l'autre de ces réseaux.
Courbe de Charge ou CdC	Série de valeurs horodatées de puissance moyenne sur un Pas de Temps (Pas 10 minutes, Pas 5 minutes, Pas Demi-Horaire ou Pas Horaire). La Courbe de Charge peut être celle d'un Site ou d'un ensemble de Sites raccordé au RPT ou au RPD, d'un poste électrique alimentant le RPD depuis le RPT, ou d'une EDA, etc. Chaque valeur de

	puissance est identifiée à partir de l'année, du Jour et de l'Heure du début du Pas de Temps.
Courbe de Charge Estimée ou CdC_{estim}	Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.
Courbe de Charge Télérelevée ou $CdC_{télérel}$	Courbe de Charge définie à partir de Courbes de Mesure télérelevées issues d'une ou plusieurs Installations de Comptage. La Courbe de Charge peut être celle d'un Site ou d'un ensemble de Sites raccordés au RPT ou au RPD, ou d'un poste électrique alimentant le RPD depuis le RPT.
Courbe de Référence	Courbe de Charge journalière au Pas Demi-Horaire représentant le volume d'électricité que le Consommateur final aurait consommé ou que le Producteur aurait produit en l'absence d'Ordre d'Ajustement pour une EDA.
CURTE	Comité des Clients Utilisateurs du Réseau de Transport d'Electricité.
Délai de Démobilisation d'une Offre ou DDO	Délai nécessaire aux opérations de désactivation d'une Offre portant sur une EDA. Le DDO est égal au Délai de Mobilisation d'une Offre.
Délai de Mobilisation d'une Offre ou DMO	Pour une Offre explicite et un Ordre d'Ajustement donnés, délai correspondant à la valeur de la Chronique de Délai de Mobilisation de ladite Offre pour le Pas Demi-Horaire où se trouve l'Instant d'Activation mentionné dans l'Ordre d'Ajustement. Pour une Offre implicite et un Ordre d'Ajustement donnés, délai calculé conformément à l'Article 4.3.1.3.2.
Délai de Préparation ou DP	Délai nécessaire aux opérations préalables à l'Instant de Début d'Ajustement d'une Offre portant sur une EDA (par Sens de l'Offre), pour toute Offre d'Ajustement implicite hors Offre de Démarrage.
Délai de Neutralisation ou DN	Période de 1 Heure consécutive à un Guichet, durant laquelle : - les Offres d'Ajustement Soumises et/ou Modifiées et Prises en Compte lors de ce Guichet peuvent être Appelées mais ne peuvent pas être Activées ; - les Retraits d'Offres Pris en Compte lors de ce Guichet ne peuvent pas être effectifs ; - les Redéclarations de Programmes d'Appel et/ou de performances et de contraintes techniques, acceptées lors de ce Guichet, ne peuvent pas être mises en œuvre.
Délai de Neutralisation entre Activations ou DNA	Délai minimum à respecter entre deux activations successives d'une même Offre d'Ajustement.

Demande de Participation	Demande de participation aux Règles établie sur la base du formulaire joint en Annexe 1.
Dispositif Technique TAO	Dispositif technique de communication permettant à RTE de transmettre les Ordres d'Ajustement aux Receveurs d'Ordre. Les modalités de connexion et de correspondance par ce dispositif sont décrites dans les Règles SI.
Dispositions Générales	Dispositions générales des Règles, contenues dans les Articles 1 et 2 de chaque section et applicables à tous les Participants.
Dispositions Spécifiques	Dispositions spécifiques des Règles contenues dans les Articles 3, 4, et 5 de la section 1 des Règles et applicables aux Participants ayant spécifiquement choisi la Qualité de Responsable de Programmation et/ou d'Acteur d'Ajustement.
Documentation Technique de Référence du Réseau Public de Transport ou Documentation Technique de Référence ou DTR	Documentation précisant les modalités pratiques d'exploitation et d'utilisation du RPT, telle que définie dans le cahier des charges du RPT.
Durée Maximale d'Utilisation ou DO_{max}	Durée à l'issue de laquelle une Offre Activée doit être Désactivée.
Durée Minimale d'Utilisation ou DO_{min}	Durée pendant laquelle une Offre Activée ne peut être Désactivée.
Ecart	Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.
Effacement de Consommation d'électricité	Conformément à l'article 1er du Décret n°2014-764, action visant à baisser temporairement, sur sollicitation ponctuelle envoyée à un ou plusieurs consommateurs finals par un Opérateur d'Effacement, le niveau de soutirage effectif d'électricité sur les RPT ou RPD d'un ou plusieurs Sites de Consommation, par rapport à un programme prévisionnel de consommation ou une consommation estimée.
Energie maximale	Energie maximale résultant du Programme d'Appel, des éventuels ajustements à la hausse, d'une EDA dans la journée.
Energie minimale	Energie minimale résultant du Programme d'Appel, des éventuels ajustements à la baisse, d'une EDA dans la journée.
Entité d'Ajustement ou EDA	Unité élémentaire d'ajustement : - apte à répondre à une demande de RTE visant à injecter ou à soutirer sur le Réseau une quantité d'électricité donnée pendant une période donnée ; et

- en mesure de modifier l'Equilibre P=C du RPT au périmètre France, directement ou à travers des ouvrages qui sont connectés au RPT ; et
- rattachée à un unique Périmètre d'Ajustement ; et
- composée d'un ou plusieurs Groupes de Production et/ou d'un ou plusieurs Sites ou d'un Point d'Echange; et
- respectant un des cinq types d'EDA :
  - EDA Point d'Echange, ou
  - EDA Injection RPT, ou
  - EDA Injection RPD, ou
  - EDA Soutirage Télérelevée, ou
  - EDA Soutirage Profilée.

Entité d'Effacement — Se référer à la définition contenue dans les Règles NEBEF.

Entité de Prévision — Unité élémentaire correspondant à un ou plusieurs Groupes de Production dont la technologie ou les contraintes d'exploitation induisent un caractère fatal à la production, et pour laquelle un Programme Prévisionnel est établi par un Responsable de Programmation.

Entité de Programmation ou EDP — Unité élémentaire de programmation correspondant à un ou plusieurs Groupes de Production, et pour laquelle un Programme d'Appel est établi par un Responsable de Programmation.

Entité de Réserve — Se référer à la définition contenue dans les Règles Services Système.

Equilibre P=C — Equilibre des Injections et des Soutirages tenant compte des pertes sur le RPT.

Exploitant de Système — Entité en charge de l'exploitation d'un grand réseau électrique à haute tension disposant d'une capacité de réglage propre. Il s'agit notamment des entités visées à l'annexe de la directive n°90/547/CEE du Conseil du 29 octobre 1990 modifiée, complétée par la liste figurant à l'annexe IV de l'accord sur l'Espace économique européen, à l'exclusion des exploitants de réseaux de distribution.

Facteur d'Impact par Poste Source — Le Facteur d'Impact par Poste Source associé à une EDA est une suite de 2*N puissances avec N le nombre de Postes Source auxquels sont raccordés les Sites rattachés à cette EDA. Pour un Poste Source donné, les deux valeurs utilisées représentent la variation maximale de la puissance de transit, à la hausse et à la baisse, que le Poste Source pourra subir lors d'un ajustement.

Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement	Conformément à l'article 9 du Décret n°2014-764, compte spécifique ouvert par RTE qui retrace et centralise les flux financiers entre les Opérateurs d'Effacement et les Fournisseurs d'Electricité au titre des effacements valorisés sur les marchés de l'énergie et, le cas échéant, sur le Mécanisme d'Ajustement.
Forfait de Démarrage	Forfait en euros pour permettre de rémunérer la part fixe du démarrage des Groupes de Production thermiques constituant une EDA.
Fournisseur d'Electricité ou Fournisseur	Entité avec laquelle un Consommateur peut, conformément à l'article L.331-1 du Code de l'énergie, conclure un contrat de fourniture d'électricité.
Fourniture Déclarée (ou Bloc)	Quantité d'énergie déclarée par des Responsables d'Equilibre, correspondant à un programme de puissances prédéterminé par Pas Horaire ou Pas Demi-Horaire et rattachée comme Injection ou Soutirage à un Périmètre d'Equilibre. La déclaration est faite auprès de RTE qui, s'agissant d'un Bloc apporté à un Site raccordé au RPD, la transmet au GRD concerné.
Garantie Bancaire	Moyen de sécurisation financière établi conformément à l'Annexe 15.
Gradient à la Hausse	Taux de variation de la puissance d'une EDP, exprimé en mégawatts par minute (MW/min), lorsque cette dernière augmente.
Gradient à la Baisse	Taux de variation de la puissance d'une EDP, exprimé en mégawatts par minute (MW/min), lorsque cette dernière diminue.
Gestionnaire de Réseau de Distribution ou GRD	Gestionnaire de Réseau public de distribution d'électricité, au sens des articles L.111-2 et L.111-52 du Code de l'énergie.
Gestionnaire de Réseau	RTE ou GRD au sens du Code de l'énergie.
GRD de rang 1	GRD dont le réseau est directement raccordé au RPT.
GRD de rang 2	GRD dont le réseau n'est pas directement raccordé au RPT, mais raccordé à un GRD de rang 1.
Groupe de Production (ou GDP)	Association de machines tournantes ou de générateurs statiques permettant de transformer une énergie primaire (thermique, hydraulique, éolienne, marémotrice, solaire …) en énergie électrique injectée sur le Réseau. Un Groupe de Production peut avoir besoin d'Auxiliaires pour fonctionner.
Guichet	Heure limite de Soumission d'une Offre d'Ajustement, d'une Modification d'Offre, d'un Retrait d'Offre ou d'une déclaration initiale ou Redéclaration de Programme ou des performances et contraintes

	techniques.
Heure Limite d'Accès au Réseau	Heure limite de transmission à RTE des Programmes d'Appel, des Programmes Prévisionnels, des performances et des contraintes techniques et des Offres d'Ajustement de la veille pour le lendemain. Cette heure limite est fixée à 16H30 en J-1 ou à l'horaire défini àl'Article 3.2.1.5 en cas de publication tardive des résultats d'EPEX SPOT (Cas 1 : Avant H + 3h30 ; Cas 2 et 3 : Avant 17h15).
Heure ou H	Les heures indiquées correspondent à l'heure de Paris et à une durée de 60 minutes.
Incident de Paiement	Défaut de paiement intégral des sommes dues par l'Acteur d'Ajustement dans les délais prévus aux Articles 4.6.1.4.1.2 et 4.6.2.2.1.6. L'Incident de Paiement se caractérise notamment par sa durée, comptabilisée à partir du jour de l'échéance de paiement inscrite sur la facture.
Index	Valeurs relevées sur les cadrans d'un compteur à une date donnée permettant le calcul des quantités d'énergie injectées ou soutirées entre deux relèves.
Indisponibilité Non Programmée (d'un ouvrage du RPT)	Indisponibilité résultant soit du fonctionnement d'un automatisme, soit d'une action volontaire pour assurer la sécurité des personnes ou des biens ou la sûreté de fonctionnement du système électrique (telles que notamment une opération dite de « retrait urgent »). En cas d'action volontaire, l'origine de l'Indisponibilité est soit un risque électrique de proximité d'un ouvrage vis-à-vis d'un tiers, soit une anomalie imprévisible et irrésistible identifiée sur un ouvrage, nécessitant la remise en état et conduisant à la mise hors service au plus tôt de l'ouvrage.
Influencement Asynchrone	Apport hydraulique sur une EDP résultant de l'Activation d'une Offre d'Ajustement en dehors de cette période d'Activation.
Influencement Synchrone	Apport hydraulique sur une ou plusieurs EDP regroupées au sein d'une même EDA, résultant de l'Activation d'une Offre d'Ajustement, pendant la période d'Activation augmentée d'une Heure.
Injection	Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.
Injection Physique d'un Responsable d'Equilibre	Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.
Installations de Comptage	Les Installations de Comptage sont composées de tout ou partie des éléments ci-après :

- transformateurs de courant ;
- transformateurs de tension ;
- compteurs ;
- local d'installation des compteurs ;
- services auxiliaires ;
- accès aux réseaux de télécommunication permettant la télérelève des Courbes de Mesure. La télérelève est effectuée par le Gestionnaire de Réseau.

Les Installations de Comptage restituent soit des Courbes de Mesure et des Index (Installations de Comptage à Courbes de Charge Télérelevées), soit des Index seulement.

Instant d'Activation

Instant à partir duquel l'EDA est censée avoir atteint le point de consigne ou la puissance d'ajustement mentionné dans l'Ordre d'Ajustement.

L'Instant d'Activation est défini au Pas 5 minutes et arrondi conformément à l'Article 2.13.

Instant de Début d'Ajustement

Instant à partir duquel l'EDA commence la variation de l'Injection ou du Soutirage en vue d'atteindre le point de consigne ou la puissance d'ajustement mentionnés dans l'Ordre d'Ajustement.

L'Instant de Début d'Ajustement est défini au Pas 5 minutes et arrondi conformément à l'Article 2.13.

Instant de Début d'Effacement

Se référer à la définition contenue dans les Règles NEBEF

Instant de Désactivation

Instant jusqu'auquel l'EDA est censée maintenir le nouveau point de consigne ou la puissance d'ajustement mentionnés dans l'Ordre d'Ajustement.

L'Instant de Désactivation est défini au Pas 5 minutes.

Instant de Fin d'Ajustement

Instant à la fin duquel l'EDA ayant terminé la variation de l'Injection ou du Soutirage qui a permis d'atteindre le point de consigne ou la puissance d'ajustement mentionnés dans l'Ordre d'Ajustement retrouve le point de consigne ou la puissance d'Injection ou de Soutirage qui aurait été le sien ou la sienne en l'absence d'Ordre d'Ajustement Activé.

L'Instant de Fin d'Ajustement est défini au Pas 5 minutes.

Instant de Fin d'Effacement

Se référer à la définition contenue dans les Règles NEBEF.

Interconnexion	Ensemble de lignes électriques reliant le RPT avec le réseau d'un ou plusieurs Exploitants de Systèmes limitrophes.
Jour ou Journée ou J	Jour calendaire d'une durée de 24 Heures définie comme suit : [00H00 ; 24H00[. Les jours de changement d'heure légale, tels que définis par arrêtés publiés au Journal Officiel de la République française, comptent soit 23 Heures soit 25 Heures.
Jour Ouvrable	L'un quelconque des jours de la semaine, à l'exception du dimanche et des jours fériés et chômés définis à l'article L. 3133-1 du code du travail.
Jour Ouvré	L'un quelconque des jours de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés et chômés définis à l'article L. 3133-1 du code du travail.
Marge à échéance	Somme de la Réserve Tertiaire à Echéance et de la demi-bande de Réserve Secondaire.
Marge Requise	Marge d'exploitation, établie à partir des Programmes Prévisionnels, dimensionnée pour respecter un niveau de risque prédéfini de faire appel aux moyens exceptionnels, aux EDA non offertes ou aux moyens d'urgence. Elle est calculée pour une échéance donnée.
Mécanisme d'Ajustement	Mécanisme mis en place par RTE, en application de ses missions légales (notamment l'article L.321-10 du Code de l'énergie) et statutaires en vue d'assurer les quatre fonctions suivantes : - assurer en temps réel l'Equilibre P=C ; - reconstituer les minima requis en Réserves Primaire et Secondaire ; - reconstituer les minima requis en Marge à Echéance et Réserve Rapide ; - résoudre les Congestions du RPT. Les règles relatives à ce mécanisme sont définies à l'Article 4 de la section 1 des Règles.
Mode Secours	Fonctionnement du Système d'Information pour pallier certaines situations d'indisponibilité des applications informatiques et correspondant au mode dégradé défini dans les Règles SI.
Modèle Contractuel	Conformément à l'article 8 du Décret n°2014-764, dispositif pour lequel les modalités du versement dû par l'Opérateur d'Effacement au Fournisseur à la suite d'un Effacement de Consommation d'électricité sont fixées par contrat entre l'Opérateur d'Effacement, le Fournisseur

du Site et, le cas échéant, le Consommateur final du Site.

Modèle Corrigé

Conformément à l'article 8 du Décret n°2014-764, dispositif pour lequel le versement dû par l'Opérateur d'Effacement au Fournisseur à la suite d'un Effacement de Consommation d'électricité est assuré, pour le compte de l'Opérateur d'Effacement, par le Consommateur final.

Le Fournisseur du Site lui facture, selon les modalités contractuelles en vigueur entre eux et sur la base de la part énergie du prix de fourniture, l'énergie qu'il aurait consommée en l'absence d'Effacement.

Modèle Régulé

Conformément à l'article 8 du Décret n° 2014-764, dispositif pour lequel le versement dû par l'Opérateur d'Effacement au Fournisseur à la suite d'un Effacement de Consommation d'électricité est établi en application de Barèmes Forfaitaires.

Mois

Mois, qui va du premier au dernier jour du mois.

Motif (de l'Ajustement)

Besoin auquel répond l'Activation d'une Offre d'Ajustement. Le Motif peut être de quatre types différents :

- gestion de l'Equilibre P=C ;
- reconstitution des minima requis en Réserves Primaire et Secondaire ;
- reconstitution des minima requis en Marge à Echéance et Réserve Rapide ;
- traitement des Congestions.

Notification ou Notifier

Une Notification au titre des Règles est un écrit qui est transmis par une Partie ou un GRD à une autre Partie ou un GRD :

- soit par une remise en mains propres contre reçu ;
- soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- soit par télécopie avec accusé de réception ;
- soit par moyen électronique avec accusé de réception.

Pour les Participants qui possèdent un espace personnalisé sur le Site Internet de RTE, une Notification peut également être effectuée par une mise en ligne sur cet espace par la personne dûment habilitée conformément à l'Accord de Participation ou toute autre personne disposant des droits adéquats dans l'espace personnalisé.

La date de Notification est réputée être :

- la date mentionnée sur le reçu pour une remise en mains propres ;

- la date de l'avis de réception pour une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- le Jour et l'Heure de l'accusé de réception émis par le télécopieur pour une télécopie ;
- le Jour et l'Heure de l'accusé de réception émis par le système informatique de la Partie réceptrice ou du GRD récepteur pour un moyen électronique ;
- la date mentionnée sur le courriel de confirmation pour une mise en ligne sur l'espace personnalisé des Participants sur le Site Internet de RTE.

Les coordonnées des Parties auxquelles doivent être adressées ces Notifications sont précisées dans l'Accord de Participation ou toutes autres coordonnées Notifiées par une Partie à l'autre Partie. Les coordonnées du GRD concerné sont précisées dans l'Annexe 11.

Offre à la Baisse

Offre d'Ajustement proposant une moins forte Injection ou un plus fort Soutirage sur le Réseau.

Offre à la Hausse

Offre d'Ajustement proposant une plus forte Injection ou un moins fort Soutirage sur le Réseau.

Offre Complémentaire

Offre Soumise sur sollicitation de RTE et pouvant être Activée en mode dégradé à la suite d'une insuffisance d'Offres, dans les conditions définies à l'Article 4.4.2.4.

Pour une EDA donnée, la puissance offerte au titre d'une Offre Complémentaire s'ajoute à la puissance déjà offerte sur la même EDA.

Offre Exceptionnelle

Offre à partir d'une EDA dont l'usage est limité par des conditions restrictives qui s'imposent à l'Acteur d'Ajustement et à RTE. Une telle Offre ne peut être Activée qu'en cas de mode dégradé pour insuffisance d'Offres, dans les conditions définies à l'Article 4.4.2.4.

Offre d'Ajustement ou Offre

Ensemble des conditions techniques et financières auxquelles l'Acteur d'Ajustement propose à RTE une variation de l'Injection ou du Soutirage d'une EDA. Une Offre d'Ajustement peut être une Offre à la Hausse ou une Offre à la Baisse.

Chronologiquement, une Offre est :

- « **Soumise** » et constitue une « Soumission » quand une Offre est réceptionnée par RTE ;
- « **Modifiée** » et constitue une « Modification » quand une Offre est Soumise pour une EDA et modifiée à l'un des Guichets suivants par l'Acteur d'Ajustement. Cette modification peut porter sur le

prix ou sur les Conditions d'utilisation de l'Offre Soumise, sous réserve que ces modifications n'empêchent pas l'Activation d'Offres d'Ajustement qui auraient été Appelées par RTE sur cette même Offre ;

- « **Retirée** » et constitue un « Retrait » quand une Offre est Soumise à un Guichet et retirée à l'un des Guichets suivants par l'Acteur d'Ajustement sous réserve que cette Offre n'ait pas déjà été Appelée par RTE ;
- « **Refusée** » et constitue un « Refus » quand, n'étant pas établie en conformité avec les dispositions des Règles, l'Offre ne peut pas être Prise en Compte par RTE ;
- « **Prise en Compte** » quand, étant établie en conformité avec les dispositions des Règles, l'Offre Soumise et/ou Modifiée peut être Appelée par RTE et l'Offre qui fait l'objet d'un Retrait ne peut plus être activée par RTE à l'issue du Délai de Neutralisation. La Prise en Compte d'une Offre intervient au moment du Guichet qui suit sa Soumission ;
- « **Appelée** » et constitue un « Appel » ou un « Ordre d'Ajustement » quand RTE informe l'Acteur d'Ajustement qu'il accepte son Offre par l'envoi d'un Ordre d'Ajustement. Dès lors, cette Offre ne peut plus être Retirée ni Modifiée par l'Acteur d'Ajustement ;
- « **Activée** » et constitue une « Activation » : une Offre est Activée sur la période comprise entre l'Instant d'Activation et l'Instant de Désactivation mentionnés dans l'Ordre d'Ajustement ;
- « **Désactivée** » et constitue une « Désactivation » quand la période d'Activation d'une Offre Appelée s'achève ou quand RTE informe l'Acteur d'Ajustement, par l'envoi d'un Ordre d'Ajustement, qu'une Offre doit être Désactivée.

Offre de Démarrage

Offre d'Ajustement à la Hausse Soumise et utilisée pour les EDA thermiques dans les conditions de l'Article 4.3.1.1.2.

Opérateur d'Effacement

Conformément à l'article 2 du Décret n°2014-764, personne morale qui valorise sur les marchés de l'électricité ou sur le Mécanisme d'Ajustement les Effacements de Consommation d'électricité.

Dans le cadre de la section 1 des Règles, l'Opérateur d'Effacement est un Acteur d'Ajustement qui valorise, sur le Mécanisme d'Ajustement, les Effacements de Consommation d'électricité.

Ordre à Exécution Immédiate

Ordre émis par RTE au travers d'un dispositif spécifique pour la sauvegarde du système électrique dont les modalités d'exécution sont explicitées dans une convention relative à la transmission et à

	l'exécution des ordres de sauvegarde.
Ordre d'Ajustement	Message transmis par RTE au Receveur d'Ordre désigné par l'Acteur d'Ajustement suivant les modalités définies à l'Article 4.4.2.3 lui indiquant l'Appel, ou la Désactivation d'une Offre ou encore l'Annulation d'un Ordre.
Participant	Personne morale ayant signé un Accord de Participation avec RTE et remplissant les critères requis pour la ou les Qualités mentionnées dans son Accord de Participation.
Partie	RTE ou un Participant.
Parties	RTE et un Participant.
Pas 10 minutes	Période de 10 minutes consécutives, la première de chaque Jour débutant à 0H00m00s.
Pas 5 minutes	Période de 5 minutes consécutives, la première de chaque Jour débutant à 0H00m00s.
Pas Demi-Horaire	Période de 30 minutes consécutives, la première de chaque Jour débutant à 0H00m00s.
Pas Horaire	Période de 60 minutes consécutives, la première de chaque Jour débutant à 0H00m00s.
Pas de Mesure (ou Période d'Intégration)	Intervalles de temps consécutifs de même durée pendant lesquels sont mesurées et enregistrées les valeurs moyennes de puissance mesurées par l'Installation de Comptage au Point de Comptage. Ces intervalles peuvent être de trois Pas de Temps : Pas Horaire, Pas Demi-Horaire, Pas 10 minutes.
Pas de Temps	Période de temps en heure, minute ou seconde.
Périmètre d'Ajustement	Périmètre composé d'EDA devant être établi sur le modèle fourni en Annexe 8.
Périmètre d'Equilibre	Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.
Périmètre de Programmation	Périmètre composé d'Entités de Programmation et/ou de Prévision devant être établi sur le modèle donné en Annexe 5.
Période de Validité	Caractéristique d'une Offre d'Ajustement : période pendant laquelle l'Offre est valide. La Période de Validité d'une Offre est une Plage de Prix entière, à l'exception des Offres de Démarrage.

Phase d'Essai	Période régie par une convention pour l'exploitation et la conduite d'ouvrages neufs ou modifiés en période d'essai précédant la date d'effet de la convention définitive pour l'exploitation et la conduite des installations de production concernées.
Plage d'Activation d'une Offre	La Plage d'Activation d'une Offre est la période comprise entre l'Instant d'Activation et l'Instant de Désactivation de cette Offre.
Plage de Contrôle d'un Ajustement	La Plage de Contrôle d'un Ajustement correspond à la Plage de Mise en Œuvre augmentée d'une heure avant et d'une heure après. Cette plage correspond à la plage sur laquelle RTE peut contrôler la bonne réalisation d'une Offre d'Ajustement, conformément à l'Article 4.5.
Plage de Mise en Œuvre	La Plage de Mise en Œuvre est la période comprise entre l'Instant d'Activation moins le Délai de Mobilisation de l'Offre et l'Instant de Désactivation plus le Délai de Désactivation de l'Offre.
Plage de Prix	Sous-période d'une Journée. Les Plages de Prix sont au nombre de 6 et sont définies par les horaires suivants : [00H00 ; 06H00[, [06H00 ; 11H00[, [11H00 ; 14H00[, [14H00 ; 17H00[, [17H00 ; 20H00[, [20H00 ; 24H00[.
Point d'Echange	Point de raccordement physique à une Interconnexion.
Point de Comptage ou PdC	Point physique où sont placés les réducteurs de mesures destinés au comptage de l'énergie.
Poste Source	Poste électrique défini dans le Contrat d'Accès au Réseau de Transport distributeur, pour les GRD de rang 1. Pour les GRD de rang 2, le Poste Source est défini par le GRD de rang 1 auquel son réseau est raccordé.
Prix d'Offre	Prix mentionné dans l'Offre d'Ajustement, exprimé en euros par MWh.
Prix Marginal d'Ajustement ou PMA	Si la tendance est à la hausse, il s'agit du prix le plus élevé des Offres d'Ajustement Activées à la Hausse (en Euros/MWh) pour l'Equilibre P=C sur un Pas Demi-Horaire ou, en l'absence de telles Offres, du Prix Spot de Référence sur ce Pas Demi-Horaire. Si la tendance est à la baisse, il s'agit du prix le moins élevé des Offres d'Ajustement Activées à la Baisse (en Euros/MWh) pour l'Equilibre P=C sur un Pas Demi-Horaire ou, en l'absence de telles Offres, du Prix Spot de Référence sur ce Pas Demi-Horaire. Si la tendance est nulle, il s'agit du Prix Spot de Référence.
Prix Moyen Pondéré ou PMP	Se référer à la signification donnée à l'Article 4.8.1 de la section 1 des Règles.

Prix Spot de Référence	Prix, établi en J-1, du marché organisé de référence de l'électricité en France (Day ahead Epex Spot horaire).
Producteur	Producteur établi en France au sens de l'article L.311-1 du Code de l'énergie.
Profil	Représentation statistique de la réalité de consommation (ou de production) d'un groupe de clients.
Profilage de la consommation ou de la production (ou Profilage)	Désigne la méthode utilisée par les GRD pour estimer les consommations ou les productions, par Pas Demi-Horaire, des Sites qui ne sont équipés que de compteurs à index, relevés sur des périodes longues (par exemple 6 mois). Cette méthode est basée sur la détermination de Profils.
Programmation	Mécanisme décrit à l'Article 3 de la section 1 des Règles, par lequel un Participant établit une prévision de la production (Programme) d'une EDP ou d'une Entité de Prévision, avant l'Heure Limite d'Accès au Réseau, en J-1 pour J et, le cas échéant, en infrajournalier et la transmet à RTE.
Programme d'Appel	Ensemble de trois Chroniques au Pas Demi-Horaire établies par un Responsable de Programmation en J-1 pour J et éventuellement modifiées par des Redéclarations Acceptées en J, comprenant, pour une EDP, les informations relatives à sa prévision : - de production ; - de contribution à la Réserve Primaire ; - de contribution à la Réserve Secondaire.
Programme d'Appel tracé par RTE	Ensemble de trois Chroniques tracées par RTE résultant du Programme d'Appel d'une EDP établi par un Responsable de Programmation en J-1 pour J et éventuellement modifié par des Redéclarations Acceptées en J.
Programme d'Effacement Déclaré	Se référer à la définition contenue dans les Règles NEBEF.
Programme d'Effacement Retenu	Se référer à la définition contenue dans les Règles NEBEF.
Programme Prévisionnel	Chroniques établies par un Responsable de Programmation en J-1 pour J et éventuellement modifiées par des Redéclarations Acceptées en J, comprenant, pour une Entité de Prévision, les informations relatives à sa prévision de production et de participation aux Réserves Primaire et Secondaire.

	Le Programme Prévisionnel traduit la meilleure vision du Responsable de Programmation sur les prévisions de production des différents moyens compte tenu de leur technologie.
Programme Prévisionnel tracé par RTE	Chroniques tracées par RTE résultant du Programme Prévisionnel d'une Entité de Prévision établi par un Responsable de Programmation en J-1 pour J et éventuellement modifié par des Redéclarations Acceptées en J.
Programme de Marche	Chroniques que doivent suivre les EDP résultant du Programme d'Appel transmis par le Responsable de Programmation, des éventuelles Redéclarations Acceptées, des éventuels Ordres d'Ajustement et des éventuels Ordres à Exécution Immédiate.
Programme de Marche tracé par RTE	Chroniques établies et tracées par RTE résultant du Programme d'Appel d'une EDP, des éventuelles Redéclarations Acceptées, des éventuels Ordres d'Ajustement et des éventuels Ordres à Exécution Immédiate.
Puissance Maximale Disponible (ou PMD)	Puissance maximale susceptible d'être fournie par une EDA Injection. Sauf mention contraire, cette puissance est exprimée en mégawatts (MW).
Puissance Minimale (ou Pmin)	Puissance minimale susceptible d'être fournie par une EDA Injection. Sauf mention contraire, cette puissance est exprimée en mégawatts (MW).
Puissance Maximale Offerte	Puissance maximale offerte par un Acteur d'Ajustement pour une EDA et calculée selon les modalités définies à l'Article 4.3.1.4. Sauf mention contraire, cette puissance est exprimée en mégawatts (MW).
Puissance Souscrite d'un Site de Soutirage	Maximum des puissances souscrites du Site de Soutirage telles que définies dans le Contrat d'Accès au Réseau de Distribution ou dans le Contrat Unique. Sauf mention contraire, cette puissance est exprimée en kilowatt (kW).
Qualité	Qualité de Responsable d'Equilibre et/ou d'Acteur d'Ajustement et/ou de Responsable de Programmation qu'acquiert un Participant en signant un Accord de Participation avec RTE.
Receveur d'Ordre	Personne physique ou dispositif agréé par RTE, désigné au titre de l'Ajustement pour recevoir les Ordres d'Ajustement.
Redéclaration	Information transmise à RTE par le Responsable de Programmation

relative à la modification du Programme d'Appel d'une EDP et/ou du Programme Prévisionnel d'une Entité de Prévision et/ou des performances et contraintes techniques d'un Groupe de Production.

Chronologiquement, une Redéclaration de Programme d'Appel ou de Programme Prévisionnel est :

- « **Soumise** » quand la Redéclaration est réceptionnée par RTE ;
- « **Acceptée** » quand la Redéclaration remplit les conditions citées à l'Article 3.2.3.3. Une Redéclaration de Programme d'Appel ou de Programme Prévisionnel Acceptée correspond à une modification du Programme d'Appel ou du Programme Prévisionnel ;
- « **Refusée** » quand la Redéclaration ne remplit pas les conditions citées à l'Article 3.2.3.3. Une Redéclaration de Programme d'Appel ou de Programme Prévisionnel Refusée ne constitue pas une modification du Programme d'Appel ou du Programme Prévisionnel ;
- « **Mise en œuvre** » quand une Redéclaration de Programme d'Appel est transmise par le Responsable de Programmation aux GDP et correspond, en l'absence d'Ordre d'Ajustement déjà transmis par RTE, à une modification du Programme de Marche. En présence d'un Ordre d'Ajustement déjà transmis par RTE, la mise en œuvre d'une Redéclaration de Programme d'Appel ne modifie pas le Programme de Marche sur la période d'activation de l'Ajustement.

Régime Normal

Régime défini dans le décret n°2003-588 du 27 juin 2003.

Réglage Primaire de fréquence

Dispositif automatique d'une Entité de Réserve, qui permet à cette dernière d'ajuster sa production ou sa consommation d'énergie active suite à une variation de fréquence.

Réglage Secondaire fréquence/puissance

Dispositif automatique centralisé (au niveau du dispatching national de RTE) destiné à ajuster la production ou la consommation des Entités de Réserves assujetties de façon à maintenir le Programme d'Échange initial sur les Interconnexions et la fréquence nominale.

Règles de Sûreté

Ensemble des règles relatives à la Sûreté du Réseau.

Règles SI

Règles d'accès au système d'information et Applications de RTE spécifiques au dispositif « Programmation et Mécanisme d'Ajustement » y compris les annexes, disponibles sur le Site Internet de RTE.

Règles

Les présentes Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au dispositif de Responsable d'Equilibre. Elles

	comportent 3 sections : - section 1 : Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au recouvrement des charges d'ajustement ; - section 2 : Règles relatives au dispositif de Responsable d'Equilibre ; - section 3 : Règles relatives au Service d'Echange de Blocs.
Règles NEBEF	Règles pour la valorisation des effacements de consommation sur les marchés de l'énergie, dans leur dernière version disponible approuvée par la CRE. Elles sont disponibles sur le Site Internet de RTE.
Règles Services Système	Règles relatives à la participation aux Services Système dans leur dernière version disponible approuvée par la CRE. Elles sont disponibles sur le Site Internet de RTE.
Réseau	RPT ou RPD.
Réseau Amont	Pour un Site de Production raccordé au RPT, ensemble des ouvrages du RPT autres que le Réseau d'Evacuation tel que décrit dans les Conditions Particulières Site du CART Producteur.
Réseau d'Evacuation	Ensemble d'ouvrages du RPT décrits dans les Conditions Particulières Site du CART Producteur.
Réseau de Transport d'Electricité ou RTE	Société anonyme gestionnaire du RPT français exerçant ses missions conformément, notamment, aux articles L.321-6 et suivants du Code de l'énergie.
Réseau Public de Distribution ou RPD	Réseau Public de Distribution d'électricité défini par l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales, constitué des ouvrages compris dans les concessions de distribution publique d'électricité conformément à l'article 2 du modèle de cahier des charges de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés (version 2007). Chaque gestionnaire de réseau de distribution exerce ses missions dans sa zone de desserte exclusive conformément à l'article 23 de la loi du 8 avril 1946.
Réseau Public de Transport d'Electricité ou RPT	Le Réseau Public de Transport d'électricité est défini notamment par le cahier de charges du RPT annexé à l'avenant à la convention de concession du 27 novembre 1958 entre l'Etat et RTE, le 30 octobre 2008.
Réserve à Echéance	Réserve de puissance à la hausse ou à la baisse mobilisable à une

	échéance donnée. En exploitation, l'échéance suivie est normalement celle de la prochaine pointe de consommation. Cette échéance peut varier au cours de la Journée entre une minute et une dizaine d'Heures (échéance de la pointe du soir vue du matin).
Réserve Complémentaire	Réserve de puissance mobilisable en moins de 30 minutes et mise à disposition sur le Mécanisme d'Ajustement suivant les modalités définies dans le contrat de mise à disposition des Réserves Rapide et Complémentaire.
Réserve Primaire	Se référer à la définition contenue dans les Règles Services Système.
Réserve Rapide Tertiaire ou Réserve Rapide	Réserve de puissance mobilisable en moins de 13 minutes. Les Offres d'Ajustement correspondantes ont donc un Délai de Mobilisation inférieur à 13 minutes. La Réserve Rapide Tertiaire a vocation à compléter les contributions au service de Réglage Secondaire de la fréquence afin de restaurer l'équilibre du système électrique en moins de 15 minutes.
Réserve Secondaire	Se référer à la définition contenue dans les Règles Services Système.
Réserve Tertiaire à Echéance	Puissance mobilisable à la hausse, à une échéance donnée, dont le préavis est compatible avec l'échéance envisagée et dont l'utilisation est garantie pendant la(les) pointe(s) de consommation.
Responsable d'Equilibre ou RE	Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.
Responsable de Programmation	Participant se conformant aux dispositions des Article 1, 2 et 3 de la section 1 des Règles par la signature d'un Accord de Participation dont le modèle figure à l'Annexe 2 de la section 1 des Règles.
Semaine ou S	Période commençant le samedi à 0 Heures 00 minutes et 0 seconde et se terminant le vendredi suivant à 23 Heures 59 minutes et 59 secondes.
Sens de l'Offre	Caractère à la Hausse ou à la Baisse d'une Offre.
Services Système	Se référer à la définition contenue dans les Règles Services Système.
Site	Etablissement identifié par son numéro d'identité au répertoire national des entreprises et des établissements (numéro SIRET), tel que défini par le décret n°73-314 du 14 mars 1973 portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements, ou, à défaut, par la référence d'identification pertinente mentionnée à l'Article 4.2.2.1.1. Un site est soit un Site d'Injection soit un Site de Soutirage.

Site d'Injection ou Site de Production

Il s'agit d'un Site :

- dûment autorisé au sens de l'article L.311-1 du Code de l'énergie, qui injecte de l'énergie électrique en un ou plusieurs Points d'Injection sur le Réseau et pour lequel a été conclu soit un Contrat d'Accès au Réseau, soit un Contrat de Service de Décompte ; et
- comprenant un ou plusieurs Groupes de Production et, le cas échéant, un ou plusieurs Auxiliaires.

Site de Soutirage ou Site de Consommation

Il s'agit d'un Site :

- appartenant à un Consommateur qui soutire de l'énergie électrique ; et
- pour lequel a été conclu soit un Contrat d'Accès au Réseau, soit un Contrat de Service de Décompte, soit un Contrat Unique ; et
- rattaché en totalité à un et un seul Responsable d'Equilibre.

Site de Soutirage Profilé

Il s'agit d'un Site de Soutirage :

- raccordé, directement ou indirectement, au RPD qui dispose d'un Contrat d'Accès au RPD ; et
  - dont la Courbe de Charge de consommation est estimée par Profilage au titre de la section 2 des Règles, ou
  - raccordé à un GRD appliquant, pour ce Site de Soutirage, des dispositions simplifiées pour la reconstitution des flux conformément à l'annexe D4 de la section 2 des Règles et ne disposant pas d'une Installation de Comptage restituant des Courbes de Charges télérelevées.

Site de Soutirage Télérelevé

Site de Soutirage doté d'une Installation de Comptage restituant des Courbes de Charges télérelevées au Pas Dix Minutes dont les valeurs sont utilisées pour la reconstitution des flux au titre de la section 2 des Règles pour déterminer la consommation du site.

Site Internet de RTE

Site Internet de RTE dont l'adresse est la suivante : http://www.rte-france.com.

Soutirage

Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.

Soutirage Physique d'un Responsable d'Equilibre

Se référer à la définition contenue dans la section 2 des Règles.

STEP

Station de Transfert d'Energie par Pompage.

Sûreté du Réseau ou Sûreté

Aptitude à assurer le fonctionnement normal du Réseau, à limiter le

	nombre des incidents, à éviter les grands incidents et à limiter les conséquences des grands incidents quand ils se produisent.
SYGA	Application d'interface de la Programmation et du Mécanisme d'Ajustement entre RTE, l'Acteur d'Ajustement et le Responsable de Programmation, permettant : - à l'Acteur d'Ajustement, de Soumettre, de Modifier et de Retirer des Offres, de déclarer les Conditions d'Utilisation des Offres et éventuellement de les redéclarer ; - au Responsable de Programmation, de redéclarer les Programmes d'Appel et les Programmes Prévisionnels ; - à RTE, de mettre à disposition des Acteurs d'Ajustement et des Responsables de Programmation différents fichiers décrits dans les Règles SI.
Système d'Information (SI)	Environnement informatique de RTE, accessible au Participant, qui héberge les applications de RTE et qui permet l'exécution des Règles. Le SI est accessible par un mode de raccordement.
Taux de Disponibilité	Pour la Programmation et le Mécanisme d'Ajustement : rapport entre le nombre total de Guichets, auquel est retranché le nombre de Guichets indisponibles, et le nombre total de Guichets au cours des 12 derniers mois écoulés. En cas de perte de Guichets consécutifs, les Guichets perdus au-delà de 2 Guichets sont comptés doublement dans l'indicateur. Un Guichet traité en Mode Secours ne correspond pas à un Guichet indisponible. Pour les indicateurs et informations publiques publiés sur le Site Internet de RTE : rapport du nombre de Pas Demi-horaires où l'information a été rendue disponible en mode nominal ou en Mode Secours au nombre total de Pas Demi-horaires des 12 derniers mois écoulés.
Tendance de l'Ajustement	Se référer à la signification donnée à l'Article 4.8.1.3.
Transaction d'Exportation	Accès au RPT pour une exportation d'énergie électrique du RPT vers l'exploitant de système limitrophe par une Interconnexion.
Transaction d'Importation	Accès au RPT pour une importation d'énergie électrique en provenance d'un exploitant de système limitrophe vers le RPT par une Interconnexion.
Transaction	Transaction d'Importation ou d'Exportation.
Utilisateur	Personne morale ou physique liée à RTE, à un GRD ou à un Fournisseur d'électricité par un Contrat d'Accès au Réseau ou par un Contrat de

Service de Décompte ou par un Contrat Unique.

Volume Réalisé (Vr): Volume d'énergie, exprimé en MWh, obtenu par une comparaison, sur chaque Pas 10 minutes ayant fait l'objet d'un Ordre d'Ajustement, entre la Courbe de Charge de l'EDA et sa Courbe de Référence.

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet

La section 1 des présentes Règles définit les modalités techniques, financières et juridiques, relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des charges d'ajustement.

La mise en œuvre pratique de ces modalités peut donner lieu à des conventions techniques entre RTE et les Participants.

2.2 Modalités de révision de la section 1 des Règles

La section 1 des Règles est révisée selon la procédure suivante :

- RTE établit sur son initiative ou à la suite de la demande d'un ou de plusieurs membres de la CAM ou des Participants, un projet de révision de la section 1 des Règles et le Notifie aux membres de la CAM et aux Participants ;
- dans un délai indiqué dans cette Notification, qui ne peut être inférieur à 15 Jours Ouvrés, les membres de la CAM et les Participants peuvent Notifier à RTE leurs observations ou contre-propositions : c'est la phase de consultation ;
- après la date limite pour la Notification des observations ou contre-propositions précitées, RTE élabore un nouveau projet de révision de la section 1 des Règles et le Notifie aux membres de la CAM et aux Participants. RTE peut refuser de prendre en compte les observations ou contre-propositions qui lui ont été adressées sous réserve de le justifier ;
- RTE transmet à la CRE le nouveau projet, accompagné des résultats de la consultation, et justifie les observations ou contre-propositions non retenues ;
- la CRE, en application de l'article L.321-10 alinéa 3 du Code de l'énergie, approuve les « *règles de présentation des programmes et des propositions d'ajustement et les critères de choix entre les propositions d'ajustement qui sont soumises au gestionnaire du réseau public de transport* » ;
- la décision par laquelle la CRE approuve la section 1 des Règles est publiée avec ces dernières au *Journal officiel* de la République française ;
- dans un délai de 15 Jours Ouvrés à compter de la décision d'approbation de la CRE, RTE :
  - établit la version révisée définitive de la section 1 des Règles,
  - publie sur le Site Internet de RTE la version révisée définitive de la section 1 des Règles ainsi que sa date d'entrée en vigueur,
  - notifie à chaque Participant concerné par la révision, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la mise à disposition de la version révisée définitive de la section 1 des Règles sur le Site Internet de RTE ainsi que la date d'entrée en vigueur de la version révisée ;

- la révision de la section 1 des Règles est sans impact sur la validité de l'Accord de Participation signé par le Participant. Cet Accord continue à produire ses effets et emporte acceptation des modifications intervenues dans la version révisée des Règles publiée sur le Site Internet de RTE, sans préjudice du droit du Participant de résilier son Accord de Participation. Dans le cas où la version révisée des Règles aurait une incidence sur les conventions techniques visées à l'Article 2.1, les Parties se rapprocheront afin de modifier en conséquence les dites conventions techniques.

Les Règles SI stipulent des modalités de révision spécifiques qui dérogent à la procédure exposée ci-dessus.

2.3 Modalités de participation

2.3.1 Demande de participation

Toute personne morale souhaitant acquérir la Qualité de Responsable de Programmation et/ou d'Acteur d'Ajustement doit Notifier à RTE une Demande de Participation, établie au moyen du formulaire joint en Annexe 1 et joindre à cette Demande de Participation toutes les pièces requises dans ce formulaire.

2.3.2 Traitement de la Demande de Participation et Signature de l'Accord de Participation

Si le demandeur souhaite acquérir plusieurs Qualités, il conclut avec RTE un Accord de Participation au titre de chacune de ces Qualités.

Si la Demande de Participation, Notifiée à RTE, est incomplète ou non conforme, RTE invite dans les plus brefs délais le demandeur à fournir les pièces ou informations manquantes ou à mettre en conformité sa demande avec les dispositions définies dans les Règles.

S'il apparaît, notamment après vérification du respect des conditions préalables définies à l'Article 4.1, que la Demande de Participation Notifiée à RTE est complète et conforme, RTE et le demandeur signent l'Accord de Participation, établi sur le modèle joint, selon le cas, en Annexe 2 ou en Annexe 3.

2.3.3 Entrée en vigueur et durée de l'Accord de Participation

L'Accord de Participation, signé par les Parties, entre en vigueur à la date prévue dans celui-ci et au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 Jours à compter de la réception par RTE de la Demande de Participation, conforme et accompagnée de l'ensemble des pièces requises.

Le cocontractant de RTE est, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de Participation, un Participant.

L'Accord de Participation est conclu pour une durée indéterminée et ne peut faire l'objet d'une résiliation que dans les conditions prévues par les Règles.

2.3.4 Engagements du Participant

Par la signature d'un Accord de Participation, le Participant s'engage à respecter les Dispositions Générales et les Dispositions Spécifiques des Règles relatives à la Qualité qu'il aura spécifiée dans son Accord de Participation et à Notifier à RTE dans les plus brefs délais toute modification des informations transmises à RTE au titre notamment de sa Demande de Participation ou de son Accord de Participation.

2.3.5 Accès au Système d'Information de RTE

Afin de pouvoir participer à la Programmation et/ou au Mécanisme d'Ajustement, le Participant accède au Système d'Information de RTE et utilise les Applications mises à sa disposition selon les modalités définies dans les Règles SI qui peuvent être consultées sur le Site Internet de RTE.

Le Participant désigne dans l'Accord de Participation les personnes qu'il autorise à agir en son nom et pour son compte dans le cadre de l'exécution des Règles via chaque application à laquelle il a accès.

Le Participant reconnaît disposer et avoir pris connaissance des Règles SI qui font partie intégrante des Règles.

2.3.5.1 *Tests relatifs au système d'information du Participant*

Pour pouvoir signer l'Accord de participation, le Participant doit avoir pris part aux tests relatifs au système d'information mis en place par RTE.

En outre, dès lors qu'une évolution des Règles conduit à des modifications des échanges d'informations entre RTE et les Participants, de nouveaux tests sont proposés par RTE aux Participants concernés par l'évolution.

L'organisation d'une session de tests est annoncée par RTE aux Participants avec un préavis minimal de 1 mois. Les Participants s'efforcent de prendre part à ces tests.

RTE se réserve le droit de retarder la mise en place d'une évolution si l'échec des tests par un ou plusieurs Participants est de nature à remettre en cause le bon fonctionnement du processus opérationnel de RTE.

2.3.5.2 *Mise en place de modes secours*

En cas de défaillance du Système d'Information, le Participant est informé de la mise en place d'un Mode Secours selon des modalités décrites spécifiquement à l'Article 3.4 pour ce qui concerne la Programmation et à l'Article 4.7 pour ce qui concerne le Mécanisme d'Ajustement.

2.4 Cession des droits et obligations

Le Participant peut céder à un acteur titulaire d'un Accord de Participation tout ou partie de ses droits et obligations découlant de son Accord de Participation, sous réserve du respect de la procédure décrite à l'Article 4.2.

Le Participant peut céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations découlant de son Accord de Participation, sous réserve de la signature par ledit tiers d'un Accord de Participation marquant son adhésion aux présentes Règles, de la remise par ce dernier d'une Garantie Bancaire et du respect de la procédure décrite à l'Article 4.2. Le cas échéant, une clause par laquelle le tiers reconnaît se substituer au Participant et être redevable de toutes les sommes dues par ce dernier à compter de la signature de l'Accord de Participation est insérée.

En cas de modification du statut juridique du Participant (fusion, absorption, etc.), ce dernier en informe RTE par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au moins 15 Jours avant la date de prise d'effet de cette modification. L'Accord de Participation fait l'objet d'un avenant afin de mettre à jour les données et la Garantie Bancaire nécessaires à la participation au Mécanisme d'Ajustement.

2.5 Propriété intellectuelle

La signature d'un Accord de Participation ne pourra en aucun cas être interprétée comme conférant à une Partie, de manière implicite ou explicite, une autorisation d'exploitation, un droit de licence ou un droit de propriété quelconque, sur tout droit de propriété industrielle ou intellectuelle attaché aux informations ou aux outils qui pourraient être mis à disposition ou transmis dans le cadre de l'Accord de Participation.

Les Parties s'engagent à ne revendiquer aucun droit de propriété industrielle ou intellectuelle sur les informations ou outils mis à disposition ou transmis dans le cadre de l'Accord de Participation.

Chacune des Parties reste seule juge de l'opportunité et des modalités de protection des informations ou outils qui lui appartiennent.

2.6 Confidentialité

2.6.1 Nature des informations confidentielles

En application des articles L.111-72 et L.111-73 du Code de l'énergie, RTE et les GRD sont tenus de préserver la confidentialité des informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination imposées par la loi. La liste de ces informations et les conditions de leur utilisation sont fixées par le décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001.

Pour les informations non visées par ce décret, les Parties et les GRD concernés déterminent par tout moyen à leur convenance celles, de tout type et sur tout support, qu'ils considèrent comme confidentielles et en informent le(s) autres Parties et le(s) GRD concerné(s).

Les indicateurs publics du Mécanisme d'Ajustement décrits à l'Article 4.8.1 ne peuvent être considérés comme des informations confidentielles.

2.6.2 Contenu de l'obligation de confidentialité

Pour les informations confidentielles visées par le décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001, et conformément à son article 2-II, le Participant autorise RTE à communiquer à des tiers (par exemple à l'exploitant des installations du Participant) ces informations confidentielles si cette communication est nécessaire à l'exécution de l'Accord de Participation.

Pour les informations confidentielles non visées par le décret précité, les Parties s'autorisent à communiquer à des tiers ces informations si cette communication est nécessaire à l'exécution de l'Accord de Participation.

Les Parties s'engagent à ce que les tiers, destinataires d'informations confidentielles au sens de l'Article 2.6.1, prennent les mêmes engagements de confidentialité que ceux définis au présent Article. A ce titre, la Partie destinataire d'une information confidentielle s'engage à prendre, vis-à-vis de ses salariés, des sous-traitants et de toute personne physique ou morale qu'elle mandate pour participer à l'exécution de l'Accord de Participation, toutes les mesures utiles, notamment contractuelles, pour faire respecter par ceux-ci la confidentialité des informations dont ils pourraient avoir connaissance. Elle prend, en outre, toutes les dispositions utiles pour assurer la protection physique de ces informations, y compris lors de l'archivage de celles-ci.

Chaque Partie ou le GRD concerné Notifie dans les plus brefs délais à l'autre Partie ou au GRD concerné toute violation ou présomption de violation des obligations découlant du présent Article.

Conformément à l'article 15 du décret n°2014-764 du 3 juillet 2014, les Gestionnaires des Réseaux publics d'électricité et, le cas échéant, les tiers désignés en application de l'article 3 du décret susmentionné, sont autorisés à communiquer aux Opérateurs d'Effacement, pour les Sites de Soutirage pour lesquels ces derniers déclarent disposer d'une accord conforme à celui prévu par l'Article 4.2.2.1.2, l'ensemble des données nécessaires à l'identification, à la comptabilisation et à la certification des effacements de consommation réalisés sur ces Sites de Soutirage. La responsabilité de tout Gestionnaire de Réseau transmettant des informations commercialement sensible dans le cadre des échanges prévus dans les Règles ne peut pas être engagée en cas de déclaration frauduleuse ou erronée de l'Acteur d'Ajustement.

Les obligations résultant du présent Article ne s'appliquent pas si la Partie destinataire d'une information confidentielle apporte la preuve que celle-ci, au moment de sa communication, était déjà accessible au public ou a été reçue par elle d'un tiers licitement et sans violation des dispositions du présent Article.

2.6.3 Durée de l'obligation de confidentialité

Les Parties s'engagent à respecter le présent engagement de confidentialité pendant une durée de cinq ans après l'expiration ou la résiliation de l'Accord de Participation.

2.7 Responsabilité

Chaque Partie et le cas échéant chaque GRD est responsable de l'ensemble des dommages directs et certains à caractère financier et technique causés à l'autre Partie. En particulier, chaque Gestionnaire de Réseau est responsable vis-à-vis des Acteurs d'Ajustement des conséquences dommageables issues de l'utilisation des données qu'il fournit pour le Contrôle du Réalisé des Ordres d'Ajustement, lorsque ses données sont manquantes ou erronées.

En revanche, les Parties et ,le cas échéant le GRD, ne sont en aucune circonstance responsable l'une vis-à-vis de l'autre pour les dommages indirects.

La Partie ou le GRD qui estime avoir subi un dommage en informe la partie ou le GRD qu'il estime être responsable par Notification, dans un délai de 10 Jours suivant leur apparition.

2.8 Force majeure

Un « événement de force majeure » désigne tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des Parties.

En outre, les circonstances exceptionnelles suivantes sont assimilées par les Parties à des événements de force majeure :

- Les destructions volontaires dues à des actes de guerre, émeutes, pillages, sabotages, attentats ou atteintes délictuelles ;
- Les dommages causés par des faits accidentels et non maîtrisables, imputables à des tiers, tels qu'incendies, explosions ou chutes d'avions ;
- Les catastrophes naturelles au sens de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, c'est à dire des dommages matériels directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ;
- Les phénomènes atmosphériques irrésistibles par leur cause et leur ampleur et auxquels les Réseaux électriques, et notamment aériens, sont particulièrement vulnérables (ex. : givre, neige collante, tempête), dès que, lors d'une même Journée et pour la même cause au moins 100 000 clients, alimentés par le RPT et/ou par les RPD sont privés d'électricité ;
- Les délestages imposés par les grèves du personnel, dans la seule hypothèse où elles revêtent les caractéristiques de la force majeure ;
- Les mises hors service d'ouvrages imposées par les pouvoirs publics pour des motifs de défense ou de sécurité publique ;
- L'indisponibilité soudaine, fortuite et simultanée de plusieurs installations de production raccordées au RPT et/ou au RPD conduisant à l'impossibilité de subvenir aux besoins de consommation nationale dans le respect des règles relatives à l'interconnexion des différents réseaux nationaux d'électricité, sous réserve que cette indisponibilité ne soit pas imputable à RTE.

La Partie qui invoque un événement de force majeure, envoie à l'autre Partie dans les meilleurs délais une Notification précisant la nature de l'événement de force majeure invoqué et sa durée probable.

Les obligations contractuelles concernées des Parties, à l'exception de celle de confidentialité définie à l'Article 2.6, sont suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure dès l'apparition de l'événement de force majeure. Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles en raison de cet événement de force majeure.

Toute Partie qui invoque un événement de force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.

Si un événement de force majeure a une durée supérieure à 30 Jours chacune des Parties peut résilier l'Accord de Participation, sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnité pour l'autre Partie, par l'envoi à l'autre Partie d'une Notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à la date de réception de ladite lettre.

2.9 Territorialité des Règles

Les Accords de Participation et les dispositions des Règles sont applicables sur l'ensemble du territoire français métropolitain. Ils ne produisent pas d'effet dans les départements et territoires d'outre-mer et en Corse.

2.10 Droit et langue applicables

Les Règles et les Accords de Participation sont régis par le droit français.

Nonobstant toutes traductions qui pourraient en être faites, signées ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation ou l'exécution des Règles et des Accords de Participation est le français.

2.11 Règlement des différends

En cas de différend relatif à l'interprétation ou l'exécution de l'Accord de Participation, de ses avenants, et/ou des Règles, les Parties et le cas échéant le GRD concerné s'engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable.

A cet effet, la Partie demanderesse ou le GRD demandeur adresse à l'autre Partie et le cas échéant au GRD concerné, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une Notification précisant :

- la référence de l'Accord de Participation (titre et date de signature) ;
- l'objet du différend ;
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

A défaut d'accord ou de réponse à l'issue d'un délai de 30 Jours à compter de la Notification susvisée, la CRE peut être saisie par l'une des Parties ou le GRD concerné, dans les conditions définies à l'article L.134-19 du Code de l'énergie.

Les litiges entre les Parties portés devant une juridiction sont soumis au Tribunal de commerce de Paris.

2.12 Modalités d'échanges opérationnels

Les échanges opérationnels entre les Parties et les GRD définis dans les Articles 3, 4 et 5 de la section 1 des Règles se font dans les conditions définies par les Règles SI, dans les conditions définies à l'Article 2.3.5 ou selon les dispositions prévues dans des conventions techniques particulières signées entre les Parties et les GRD.

Lorsque les échanges se font par téléphone, RTE peut être autorisé à procéder à l'enregistrement des communications téléphoniques de ses dispatchings en vertu :

- d'une autorisation par le Secrétaire général de la défense nationale ;

- d'un acte réglementaire portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives dont la finalité est l'enregistrement des communications téléphoniques des dispatchings, publié au bulletin officiel du secrétariat d'Etat à l'industrie, pris après l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Ces enregistrements sont conservés pendant deux mois.

2.13 Règles d'arrondi

2.13.1 Arrondi des valeurs calculées

Les valeurs calculées sont arrondies au nombre de chiffres significatifs retenu pour chaque valeur selon les règles suivantes :

- une décimale non significative égale à 0, 1, 2, 3 ou 4 n'incrémente pas la décimale significative ;
- une décimale non significative égale à 5, 6, 7, 8 ou 9 incrémente la décimale significative.

2.13.2 Arrondi financier

Les prix sont arrondis au centime d'euro le plus proche.

- Si la troisième décimale est égale à 0, 1, 2, 3 ou 4, l'arrondi se fait au centime d'euro inférieur ;
- Si la troisième décimale est égale à 5, 6, 7, 8 ou 9, l'arrondi se fait au centime d'euro supérieur.

2.13.3 Arrondi de la traçabilité RTE

Les règles d'arrondi des heures d'Instant de Début d'Ajustement et Fin d'Ajustement des Ordres d'Ajustement sont les suivantes :

- Dans le cas des EDP de type hydraulique :
  - Les minutes 0, 1, 2, 3 et 4 sont arrondies à la minute 5 supérieure ;
  - Les minutes 5, 6, 7, 8 et 9 sont arrondies à la dizaine supérieure.
- Dans les autres cas :
  - Les minutes 1, 2, 3 et 4 sont arrondies à la minute 5 supérieure ;
  - Les minutes 6, 7, 8 et 9 sont arrondies à la dizaine supérieure ;
  - Les minutes 0 et 5 sont inchangées.

Les règles d'arrondi des heures de saisie des Redéclarations de performances et contraintes techniques visées à l'Article 3.2.5, seront les suivantes :

- Si la Redéclaration prend effet immédiatement :
  - Les minutes 0, 1, 2, 3 et 4 sont arrondies à la minute 5 supérieure ;
  - Les minutes 5, 6, 7, 8 et 9 sont arrondies à la dizaine supérieure.

- Si la Redéclaration prend effet à des horaires spécifiés par le Responsable de Programmation, ces horaires ne font pas l'objet d'arrondi.

2.14 Suspension de l'Accord de Participation en qualité d'Acteur d'Ajustement aux présentes Règles

L'Accord de Participation en qualité d'Acteur d'Ajustement aux présentes Règles entre l'Acteur d'Ajustement et RTE, est suspendu par RTE dans les cas suivants :

- la Garantie Bancaire de l'Acteur d'Ajustement n'est plus valide, c'est-à-dire qu'elle ne respecte plus les dispositions énumérées à l'Article 4.6.2.2.1.5 ;
- l'Acteur d'Ajustement n'a pas procédé aux versements décrits à l'Article 4.6.2.2.1.6 ;
- l'Acteur d'Ajustement n'a pas procédé au règlement des factures émises par RTE dans le cadre de l'Article 4.6.1.4, de telle sorte que le montant des factures à régler dépasse le seuil de mille (1000) euros (€).

RTE Notifie la suspension de l'Accord de Participation en Qualité d'Acteur d'Ajustement aux Règles à l'Acteur d'Ajustement, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

La suspension de l'Accord de Participation en Qualité d'Acteur d'Ajustement aux Règles prend effet à compter de la réception de la Notification par l'Acteur d'Ajustement.

Les Offres Soumises par l'Acteur d'Ajustement à compter de la date de prise d'effet de la suspension ne sont pas Prise en Compte par RTE et ne peuvent donc être Appelées.

RTE Notifie la suspension de l'Accord de Participation en Qualité d'Acteur d'Ajustement aux Règles aux Gestionnaires de Réseau de Distribution, lorsque son Périmètre d'Ajustement contient des Sites de Soutirage raccordés à leurs réseaux.

Nonobstant la suspension de son Accord de Participation, l'Acteur d'Ajustement reste redevable de toute somme due au titre des Volumes Réalisés à partir d'EDA Soutirages Profilées ou Télérelevées déterminées par RTE, ainsi que des factures établies par RTE avant la date effective de suspension de l'Accord de participation, dans le cadre de l'Article 4.6.

La suspension de l'Accord de Participation de l'Acteur d'Ajustement entraine l'application de plein droit, par RTE, de l'Article 2.15.1 - Résiliation par RTE.

En cas d'exécution, par l'Acteur d'Ajustement, des obligations mentionnées dans la mise en demeure et dans le délai imparti, conformément à l'Article 2.15.1 - Résiliation par RTE, RTE Notifie à l'Acteur d'Ajustement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la fin de la suspension de l'Accord de Participation.

La fin de la suspension de l'Accord de Participation en qualité d'Acteur d'Ajustement aux Règles prend effet à compter de la réception de la Notification par l'Acteur d'Ajustement.

2.15 Résiliation de l'Accord de Participation

2.15.1 Résiliation par RTE

RTE peut résilier l'Accord de Participation par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les cas suivants :

- défaillance d'une EDA dans les conditions définies à l'Article 4.5.4.4 ;
- Inexécution par le Participant d'une obligation substantielle du contrat, telle que son obligation de payer des sommes dues par lui, alors que RTE l'avait mis en demeure par Notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de respecter ces obligations et que cette mise en demeure est restée sans effet à l'expiration d'un délai de 10 Jours suivant la mise en demeure.
- Défaillance de l'Acteur d'Ajustement à transmettre au Gestionnaire de Réseau qui lui en Notifie la demande, après avoir été mis en demeure de le faire par ledit Gestionnaire de Réseau, le document contractuel respectant le formalisme décrit à l'Article 4.2.2.1.2.
- Après une mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai de 10 jours.

La résiliation prend effet dès la réception de la Notification par le Participant.

2.15.2 Résiliation par un Participant

Le Participant peut résilier à tout moment son Accord de Participation, par l'envoi à RTE d'une Notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 10 Jours à compter de cette Notification. Ce délai de 10 Jours peut être abrégé par accord entre les Parties dans le cas où le Participant serait sur le point de cesser toute activité.

Le Participant peut résilier son Accord de Participation, par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception à effet immédiat dès sa réception par RTE, si ce dernier n'a pas respecté une ou plusieurs de ses obligations contractuelles, alors que le Participant l'avait mis en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de respecter ces obligations et que cette mise en demeure est restée sans effet à l'expiration d'un délai de 10 Jours suivant la mise en demeure.

2.15.3 Résiliation en cas d'événement de force majeure

Chaque Partie peut résilier l'Accord de Participation, dans les conditions prévues à l'Article 2.8, en cas d'événement de force majeure.

2.15.4 Conséquences de la résiliation d'un Accord de Participation

En cas de résiliation, chacune des Parties règle à l'autre les sommes qu'elle lui doit, dans un délai de 15 jours à compter de la résiliation. Nonobstant la résiliation de son Accord de Participation, le Participant reste redevable à l'égard de RTE de toute somme au titre des factures établies par RTE relativement à la période antérieure à la date de prise d'effet de la résiliation. A ce titre, le Participant reconnaît qu'en application de la présente section 1, RTE lui adressera des factures ultérieurement à la date de prise d'effet de la résiliation, desquelles le Participant devra s'acquitter. A cette fin, le Participant s'engage à notifier toute modification des contacts tels que mentionnés à l'Annexe 3.

De la même manière, RTE demeure redevable à l'égard du Participant des sommes dues au titre de l'application de la présente section 1 pour la période antérieure à la date de prise d'effet de la résiliation.

3. PROGRAMMATION

En application de l'article L321-9 du Code de l'énergie et pour assurer techniquement l'accès au RPT, les producteurs établissent des Programmes d'Appel. Ces Programmes d'Appel précisent la veille pour le lendemain les quantités d'électricité qui seront livrées.

Les capacités raccordées au RPD et qui souhaitent participer au Mécanisme d'Ajustement sur la base de Programmes d'Appel doivent rejoindre un Périmètre de Programmation.

Le présent Article et les annexes des règles définissent les conditions de contractualisation des Responsables de Programmation, les modalités de transmission des Programmes et les échanges opérationnels entre le Responsable de Programmation et RTE.

Le cas échéant, des conventions techniques particulières sont établies entre RTE et le Responsable de Programmation.

3.1 Périmètre de programmation

3.1.1 Constitution du Périmètre de Programmation

Les Groupes de Production constitutifs d'une EDP ou d'une Entité de Prévision doivent :

- être rattachés au même Responsable d'équilibre ; et
- être localisés sur un même Site d'Injection et géographiquement proches. Sur demande motivée du Responsable de Programmation et à la suite de l'accord de RTE, les Groupes de Production constitutifs d'une EDP ou d'une Entité de Prévision peuvent exceptionnellement être localisés sur des Sites d'Injection différents.

Le Périmètre de Programmation est constitué des Entités de Programmation et/ou de Prévision qui sont déclarées par le Responsable de Programmation au moyen du modèle joint en Annexe 5. Le rattachement au Périmètre de Programmation d'un Groupe de Production appartenant à un Site dont le Contrat d'Accès au Réseau de Transport ou de Distribution, ou le Contrat de Service de Décompte n'est pas signé par le Responsable de Programmation est subordonné à la réception par RTE d'un Accord de Rattachement, conforme au modèle joint en Annexe 6, dûment signé entre le représentant du Responsable de Programmation et le représentant de l'Utilisateur dont relève le Groupe de Production.

3.1.2 Evolution du Périmètre de Programmation

3.1.2.1 *Demande de modification émanant d'un Utilisateur*

Un Utilisateur peut retirer du Périmètre de Programmation un de ses Groupes de Production en Notifiant à RTE ce changement ainsi que l'identité du nouveau Responsable de Programmation désigné. Sauf s'il se désigne lui-même comme Responsable de Programmation, il joint à cette Notification un Accord de Rattachement, conforme au modèle joint en Annexe 6 dûment signé par le nouveau Responsable de Programmation et lui-même.

Si la Notification est reçue par RTE au moins 10 Jours Ouvrés avant la fin du Mois M, le changement de Périmètre de Programmation prend effet le 1er Jour du Mois M+1. Si la Notification est reçue moins de 10 Jours Ouvrés avant la fin du Mois M, le changement de Périmètre de Programmation prend effet le 1er Jour du Mois M+2.

Dans un délai de 5 Jours Ouvrés à compter de la réception de la Notification envoyée par l'Utilisateur, RTE Notifie au Responsable de Programmation au Périmètre duquel l'Entité de Programmation et/ou de Prévision était rattachée, le retrait de l'Entité de Programmation et/ou de Prévision concernée de son Périmètre de Programmation ainsi que la date à laquelle ce retrait prendra effet.

3.1.2.2 *Demande de retrait d'une EDP ou d'une Entité de Prévision émanant du Responsable de Programmation*

En cours d'exécution de l'Accord de Participation, le Responsable de Programmation peut Notifier à RTE le retrait d'une Entité de Programmation et/ou de Prévision de son Périmètre de Programmation.

Si la Notification est reçue par RTE au moins 10 Jours Ouvrés avant la fin du Mois M, ce retrait prend effet le 1er Jour du Mois M+2. Si la Notification est reçue moins de 10 Jours Ouvrés avant la fin du Mois M, le retrait prend effet le 1er Jour du Mois M+3.

Dans un délai de 5 Jours Ouvrés à compter de la réception de la Notification envoyée par le Responsable de Programmation, RTE Notifie à l'Utilisateur concerné le retrait de l'Entité de Programmation et/ou de Prévision concernée du Périmètre de Programmation auquel il était rattaché ainsi que la date à laquelle ce retrait prendra effet.

3.1.3 EDP et Entité de Prévision en Phase d'Essai

Sur demande de RTE, une EDP ou une Entité de Prévision raccordée au RPT en Phase d'Essai doit être inscrite dans le Périmètre de Programmation du Responsable de Programmation désigné dans le Contrat d'Accès au RPT. Elle est soumise à l'établissement et à l'envoi de Programmes d'Appel ou de Programmes Prévisionnels et, éventuellement, de Redéclarations.

Les Programmes d'Appel et les Programmes Prévisionnels sont transmis à titre indicatif et sont établis sur la base des informations dont dispose le Responsable de Programmation. Le Responsable de Programmation s'engage à faire ses meilleurs efforts pour la qualité de la programmation de ces EDP ou Entités de Prévision.

3.2 Programmation de la production

3.2.1 Programme d'Appel et Programme prévisionnel

Les Programmes d'Appel, définis dans l'article L.321-9 du Code de l'énergie, et les Programmes Prévisionnels sont utilisés par RTE pour identifier les Congestions, estimer les Marges à Echéance publiées sur le Site Internet de RTE et, le cas échéant, pour alerter les pouvoirs publics, conformément au cahier des charges du RPT.

3.2.1.1 *Etablissement du Programme d'Appel au Pas Demi-Horaire d'une EDP*

Le Responsable de Programmation établit en J-1 pour J un Programme d'Appel au Pas Demi-Horaire qui comprend, pour chaque EDP, les informations énumérées ci-après :

- Chronique prévisionnelle de production en MW au Pas Demi-Horaire ;
- Chronique prévisionnelle de contribution en MW à la Réserve Primaire, au Pas Demi-Horaire, ou information équivalente acceptée par RTE ;
- Chronique prévisionnelle de contribution en MW à la Réserve Secondaire, au Pas Demi-Horaire, ou information équivalente acceptée par RTE.

3.2.1.2 *Etablissement du Programme Prévisionnel au Pas Demi-Horaire d'une Entité de Prévision*

Le Responsable de Programmation établit en J-1 pour J un Programme Prévisionnel au Pas Demi-Horaire qui comprend, pour chaque Entité de Prévision, les informations énumérées ci-après :

- Chronique de prévision de production en MW au Pas Demi-Horaire ;
- Chronique prévisionnelle de contribution en MW à la Réserve Primaire, au Pas Demi-Horaire, ou information équivalente acceptée par RTE ;
- Chronique prévisionnelle de contribution en MW à la Réserve Secondaire, au Pas Demi-Horaire, ou information équivalente acceptée par RTE.

3.2.1.3 *Transmissions anticipées de certaines données*

Avant 12H30

Le Responsable de Programmation transmet à RTE avant 12H30 en J-1 pour J, à titre indicatif, la Chronique de production prévisionnelle au Pas Demi-Horaire de chaque EDP et de chaque Entité de Prévision.

Avant 13H15

Le Responsable de Programmation participant aux Services Système transmet à RTE avant 13H15 en J-1 pour le jour J la ou les Chroniques prévisionnelles de production conformément aux Règles Services Système.

Avant 15H00

Le Responsable de Programmation transmet à RTE avant 15H00 en J-1 pour J, la Chronique de production prévisionnelle au Pas Demi-Horaire de chaque EDP et de chaque Entité de Prévision. Cette transmission est faite à titre indicatif.

Le Responsable de Programmation s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les Chroniques de production prévisionnelle transmises à 12H30 et à 15H00 tiennent compte de toutes les informations dont il dispose à ce moment de la Journée J-1. RTE pourra se rapprocher du Responsable de Programmation pour obtenir des informations sur l'établissement des Chroniques de production prévisionnelle.

3.2.1.4 *Transmission à RTE du Programme d'Appel et du Programme Prévisionnel à l'Heure Limite d'Accès au Réseau*

Le Responsable de Programmation transmet à RTE le Programme d'Appel et le Programme Prévisionnel pour J, tels que définis aux Articles 3.2.1.1 et 3.2.1.2, au plus tard à l'Heure Limite d'Accès au Réseau en J-1.

Il transmet en outre, en même temps que le Programme d'Appel, pour l'ensemble des EDP et le Programme prévisionnel pour l'ensemble des Entités de Prévision, le bilan sous forme de Chronique au Pas Demi-Horaire de la contribution totale aux Réserves Primaire et Secondaire de l'ensemble des EDP et Entités de Prévision comprises dans son Périmètre de Programmation.

A défaut de transmission dans le délai prescrit, les Parties se rapprochent en vue de convenir des dispositions à prendre.

Après transmission des Programmes d'Appel à RTE, si RTE est détecteur d'une incohérence flagrante entre le Programme d'Appel et la déclaration des performances et contraintes techniques et/ou, s'il y a lieu, les Conditions d'Utilisation des Offres de l'EDA concernée et/ou les engagements pris dans le cadre de la contractualisation amont, il en avise le Responsable de Programmation ; si le Responsable de Programmation en est le détecteur il en avise RTE.

Suivant l'information réciproque sur l'anomalie, le Responsable de Programmation et RTE conviennent :

- soit de la nécessité pour le Responsable de Programmation de renvoyer informatiquement vers RTE dans les plus brefs délais le fichier de Programme d'Appel intégrant la correction. Le Responsable de Programmation s'engage à ne modifier dans ce fichier que le Programme d'Appel de l'EDP sur laquelle l'anomalie a été détectée,
- soit de corriger l'anomalie au guichet de 23h suivant.

3.2.1.5 *Traitement des cas de retard de publication des résultats d'EPEX Spot*

Les processus définis aux Articles 3.2.1.3 et 3.2.1.4 ont été prévus en fonction de l'heure nominale de publication des résultats d'EPEX Spot. Dans certains cas exceptionnels, il est cependant possible que cette heure de publication soit retardée.

Dans ces cas, les modalités suivantes s'appliquent :

Soit H, l'heure de publication des résultats d'EPEX Spot, correspondant à l'heure officielle de publication disponible sur le site Internet d'EPEX,

Cas 1. 13h05 < H ≤ 13h45

- *Avant H + 15 min* : Envoi par le Responsable de Programmation participant aux Services Système des Chroniques prévisionnelles de production, prévues dans les Règles Services Système
- *Avant H + 2h00* : Envoi par le Responsable de Programmation de la seconde transmission des Chroniques prévisionnelles de production au Pas Demi-Horaire de chaque EDP et de chaque Entité de Prévision
- *Avant H + 3h30* : Envoi par le Responsable de Programmation des éléments suivants :

- Programmes d'Appel et Prévisionnel définitifs,
- Déclaration des Performances et Contraintes Techniques,
- Offres d'Ajustement,
- Conditions d'Utilisation des Offres.

Cas 2. 13h45 < H ≤ 14h00

- *Avant H + 15 min* : Envoi par le Responsable de Programmation participant aux Services Système des Chroniques prévisionnelles de production, prévues dans les Règles Services Système
- *Avant 15h45* : Envoi par le Responsable de Programmation de la seconde transmission des Chroniques prévisionnelles de production au Pas Demi-Horaire de chaque EDP et de chaque Entité de Prévision
- *Avant 17h15* : Envoi par le Responsable de Programmation des éléments suivants :
  - Programmes d'Appel et Prévisionnel définitifs,
  - Déclaration des Performances et Contraintes Techniques,
  - Offres d'Ajustement,
  - Conditions d'Utilisation des Offres.

Cas 3. 14h00 < H ≤ 14h30

- *Avant H + 15 min* : Envoi par le Responsable de Programmation participant aux Services Système des Chroniques prévisionnelles de production, prévues dans les Règles Services Système
- *Avant H + 1h45 et au plus tard 16h00* : Envoi par le Responsable de Programmation de la seconde transmission des Chroniques de production prévisionnelles au Pas Demi-Horaire de chaque EDP et de chaque Entité de Prévision
- *Avant 17h15* : Envoi par le Responsable de Programmation des éléments suivants :
  - Programmes d'Appel et Prévisionnel définitifs,
  - Déclaration des Performances et Contraintes Techniques,
  - Offres d'Ajustement,
  - Conditions d'Utilisation des Offres.

Pour les trois cas précités, RTE confirme aux interlocuteurs opérationnels en J-1 visés dans les Accords de Participation aux Règles, par mail et dans les meilleurs délais, les horaires des différents envois.

Ces horaires sont arrondis au nombre de minutes multiple de 5 supérieur, par exemple :

Les noms et formats des fichiers échangés, qui sont définis dans les Règles SI, sont inchangés.

3.2.2 Déclaration des performances et contraintes techniques

3.2.2.1 *Établissement de la déclaration des performances et contraintes techniques*

Le Responsable de Programmation déclare en J-1 pour J, les performances et contraintes techniques de l'ensemble des EDP et, le cas échéant, des Entités de Prévision incluses dans le Périmètre de Programmation. Cette déclaration comprend a minima les informations énumérées ci-après :

- Valeurs extrêmes possibles pour la puissance active, Puissance Minimale, PMD et créneaux horaires d'application en cas de limitation ;
- Disponibilité de la participation au Réglage Primaire de fréquence, volume de puissance correspondant et créneaux horaires des éventuelles indisponibilités ;
- Disponibilité de la participation au Réglage Secondaire fréquence/puissance, volume de puissance correspondant et créneaux horaires des éventuelles indisponibilités ;
- Disponibilité de la participation au réglage de tension et éventuelles limitations sur les possibilités d'absorption et de fourniture de réactif ;
- Essais prévus avec indication des créneaux horaires avec les limitations de performances qu'ils induisent ;
- Contraintes de pilotage et contraintes dynamiques temporaires, notamment les possibilités d'arrêt, particularités sur les temps de montée et de baisse, paliers de marche à respecter ;
- Contraintes propres aux groupes de productions hydrauliques, telles que les valeurs admissibles et initiales caractérisant les performances associées à l'état des chutes (nombre de groupes, points de fonctionnement extrêmes ou imposés, etc.) ;
- Durées de préavis pour les Groupes de Production disponibles à l'arrêt ;
- Échéances prévisionnelles de retour à la disponibilité pour les Groupes de Production indisponibles.

3.2.2.2 *Transmission de la déclaration des performances et des contraintes techniques*

3.2.2.2.1 *Transmission anticipée*

Le Responsable de Programmation transmet à RTE au plus tard à 12H30 en J-1 pour J, ses prévisions relatives aux informations définies à l'Article 3.2.2.1 sur les performances et les contraintes techniques des Groupes de Production faisant partie de son Périmètre de Programmation.

Ces prévisions sont établies sur la base des informations dont dispose le Responsable de Programmation à ce moment de la Journée J-1 et ne sont transmises qu'à titre indicatif.

3.2.2.2.2 *Transmission à l'Heure Limite d'Accès au Réseau*

Le Responsable de Programmation transmet à RTE au plus tard à l'Heure Limite d'Accès au Réseau en J-1 pour J la déclaration des performances et contraintes techniques de ses Groupes de Production comprenant les informations définies à l'Article 3.2.2.1.

A défaut de transmission dans le délai défini à l'alinéa ci-dessus, les Parties se rapprochent en vue de convenir des dispositions à prendre.

A défaut d'accord entre les Parties, RTE retient une déclaration par défaut qui est la dernière transmise par le Responsable de Programmation.

Le format ainsi que les modalités de transmission des performances et des contraintes techniques doivent être conformes aux Règles SI.

3.2.3 Redéclarations aux guichets

3.2.3.1 *Redéclaration du Programme d'Appel, des performances et des contraintes techniques pour les EDP*

Le Responsable de Programmation peut, après l'Heure Limite d'Accès au Réseau modifier son Programme d'Appel, ainsi que la déclaration de ses performances et contraintes techniques, par des Redéclarations déposées à l'un des 24 Guichets infra-journaliers positionnés à chaque heure ronde.

Le premier Guichet de Redéclaration infra-journalier pour le jour J est le guichet de 23h en J-1.

Les jours de changement d'heure (passage de l'heure d'hiver à l'heure d'été et vice-versa), le Guichet de 2h00 n'est pas ouvert.

Une Redéclaration comprend les informations suivantes :

- Désignation du Responsable de Programmation et de l'EDP ;
- Plage horaire d'application de la modification ;
- Nouvelle valeur demandée pour la plage horaire d'application ;
- Nature de l'élément modifié.

Pour une modification du Programme d'Appel, la nouvelle valeur doit être présentée sous forme d'un triplet de valeurs :

- Puissance programmée ;
- Contribution à la Réserve Primaire ;
- Contribution à la Réserve Secondaire.

3.2.3.2 *Redéclarations des Programmes Prévisionnels pour les Entités de Prévisions*

Dès lors que le Responsable de Programmation dispose de nouveaux Programmes Prévisionnels en infra journalier, il les transmet à RTE sous forme de redéclarations selon les modalités exposées à l'Article 3.2.3.1 (à l'exception des performances et des contraintes techniques).

En cas d'écarts significatifs entre le réalisé et le prévisionnel transmis à RTE sur les entités de Prévisions, un retour d'expérience est réalisé entre RTE et le Responsable de Programmation pour identifier l'origine de ses écarts et déterminer les pistes d'amélioration potentielles.

3.2.3.3 *Recevabilité des Redéclarations de Programmes d'Appel*

Les Redéclarations de Programmes d'Appel doivent remplir les conditions cumulatives suivantes :

- Les modifications déclarées sur le Programme d'Appel des EDP doivent respecter le formalisme défini dans les Règles SI et à l'Article 3.2.3.1 ;

- Elles doivent respecter le Délai de Neutralisation. Une Redéclaration dont la mise en œuvre par le Producteur impose une modification de puissance ou des actions de préparation à la modification de puissance irréversibles avant l'heure de Guichet augmentée de la valeur du Délai de Neutralisation peut être refusée par RTE ;
- Les modifications demandées sur le Programme d'Appel d'une EDP ne doivent pas aller en sens contraire des Ordres d'Ajustement de RTE sur l'EDA en cause, lorsque ces Ordres ont pour Motif le traitement des Congestions ou la reconstitution des marges et lorsque l'Instant de Désactivation d'au moins un de ces Ordres d'Ajustement a été spécifié et n'est pas encore franchi ;
- Le nombre de Redéclarations N_{limite} du Programme d'Appel est égal, par Guichet, au nombre d'EDP comprises dans le Périmètre de Programmation. Chaque type de Redéclaration devra être identifié conformément aux Règles SI. Lorsque le nombre d'EDP comprises dans le Périmètre de Programmation est supérieur à 35, N_{limite} est limité à 35 sachant que :
  - Une Redéclaration de Programme d'Appel ayant pour cause une contrainte technique déjà signalée par téléphone ou par télécopie (cf. Article 3.2.5) à RTE ne sera pas décomptée du nombre N_{limite}. La cause de la Redéclaration devra être identifiée en contrainte technique conformément aux Règles SI.
  - Une Redéclaration de Programme d'Appel nécessaire au Responsable de Programmation pour respecter les modifications de ses obligations de réserves définitives émises par RTE ne sera pas décomptée du nombre N_{limite}. La cause de la Redéclaration devra être identifiée comme telle conformément aux Règles SI.
  - Les Redéclarations de Programme d'Appel des EDP d'une même vallée hydraulique influencées de manière synchrone seront comptées comme étant une seule Redéclaration.
  - En cas de retard de publication des résultats d'EPEX Spot (cf. Article 3.2.1.5), dans le cas d'une heure de publication des résultats d'EPEX Spot au delà de 14h00 exclus, le nombre limite de Redéclarations N_{limite} est augmenté de 5 aux guichets de 23h et 0h.
- Les Redéclarations doivent être compatibles avec les déclarations des performances et des contraintes techniques en vigueur au Guichet, y compris avec les Redéclarations des performances et des contraintes techniques indiquées à l'Article 3.2.5 ;
- Une Redéclaration du Programme d'Appel d'une EDP hydraulique située en tête de vallée doit s'accompagner des Redéclarations des Programmes d'Appel de toutes les EDP influencées de manière synchrone. Dans le cas contraire, l'intégralité des Redéclarations (EDP tête de vallée et EDP influencées de manière synchrone) sera refusée.

En cas de non-respect par le Responsable de Programmation d'une des conditions énumérées ci-dessus ou des éléments définis à l'Article 3.2.3.1, RTE peut refuser une Redéclaration. Dans les autres cas, la Redéclaration est Acceptée, cette acceptation valant modification du Programme d'Appel pour la période postérieure au Délai de Neutralisation.

Dans un délai de 15 minutes après le Guichet, RTE informe le Responsable de Programmation de l'acceptation ou du refus de la Redéclaration, selon les modalités décrites dans les Règles SI. En cas de refus de la Redéclaration, RTE Notifie alors au Responsable de Programmation, dans ce même fichier, les raisons de ce refus qui ne peuvent être que le non-respect d'une des conditions énumérées ci-dessus.

En cas de traitement d'un guichet en Mode Secours, le délai de mise à disposition du fichier de restitution des acceptations et/ou refus des Redéclarations de Programme d'Appel est de 20 minutes.

Si RTE constate une incohérence flagrante entre le Programme d'Appel et la déclaration des performances et contraintes techniques et/ou, s'il y a lieu, les Conditions d'Utilisation des Offres, il en avise le Responsable de Programmation qui est tenu de Notifier à RTE la correction de cette incohérence dans les 15 minutes qui suivent la demande de RTE. A défaut, RTE se réserve le droit de régulariser le Programme d'Appel.

3.2.3.4 *Recevabilité des Redéclarations de Programmes Prévisionnels*

Les Redéclarations de Programmes Prévisionnels doivent respecter le formalisme défini dans les Règles SI.

Elles ne sont pas soumises à un Délai de Neutralisation.

3.2.4 Mise en œuvre des Redéclarations de Programme d'Appel

A réception du fichier de restitution des acceptations et/ou refus des Redéclarations de Programme d'Appel défini dans les Règles SI, le Responsable de Programmation doit mettre en œuvre les Redéclarations de Programme d'Appel de ses EDP qui ont été acceptées par RTE à l'identique fonctionnellement à ceux transmis à RTE. Les Redéclarations de Programme d'Appel refusées par RTE ne doivent pas être mises en œuvre par le Responsable de Programmation.

La mise en œuvre des Redéclarations Acceptées de Programme d'Appel par le Responsable de Programmation doit tenir compte des ajustements déjà transmis par RTE.

En cas de non-mise à disposition du fichier de restitution des acceptations et/ou refus des Redéclarations de Programme d'Appel par RTE, le Responsable de Programmation ne met pas en œuvre les Redéclarations soumises au Guichet et prend rapidement contact avec RTE par téléphone. De même si RTE constate un dysfonctionnement dans la mise à disposition du fichier de restitution des acceptations et/ou refus des Redéclarations de Programme d'Appel, RTE prend rapidement contact avec le Responsable de Programmation par téléphone.

Tout non-respect de ces modalités pouvant mettre en danger la sûreté du système électrique sera mis en évidence et fera l'objet d'une analyse approfondie de RTE avec le Responsable de Programmation.

3.2.5 Redéclarations de performances et contraintes techniques hors guichets

Le Responsable de Programmation redéclare, par télécopie ou par téléphone, ses performances et contraintes techniques, en dehors du mécanisme des Guichets et sans Délai de Neutralisation et, de façon plus générale, en dehors des règles exposées aux Articles 3.2.3.1et 3.2.3.3, dans les cas énumérés ci-après :

- Aléa technique non maîtrisable sur un Groupe de Production ou ordre de l'autorité de Sûreté. La Redéclaration doit être transmise dès que connue par le Responsable de Programmation. Ce dernier Notifie à RTE le délai de restitution du Groupe de Production ou de la performance dès qu'il en a connaissance,
- Retour à la disponibilité d'un Groupe de Production : la Redéclaration doit être transmise dès que connue par le Responsable de Programmation et les modifications d'échéance des retours à la disponibilité doivent être Redéclarées dès que connues par le Responsable de Programmation,
- Apport hydraulique non maîtrisé par le Producteur,
- Influencement Asynchrone.

A la demande de RTE, le Responsable de Programmation Notifie à RTE tous les éléments justifiant la contrainte technique à l'origine de la Redéclaration.

RTE prend à sa charge la traçabilité des Redéclarations de performances et contraintes techniques et de leurs impacts potentiels sur le Programme d'Appel (et le Programme de Marche tracé par RTE). Aussi la formulation des Redéclarations de performances et contraintes techniques par le Responsable de Programmation doit être suffisamment explicite, notamment en termes de puissance, de services système et de durée.

La transmission par le Responsable de Programmation de la fin de l'aléa technique implique, en l'absence d'information complémentaire, le retour au dernier Programme de Marche transmis à l'EDP concernée.

3.2.6 Programme de Marche

Le Programme de Marche suivi par une EDP correspond au premier Programme d'Appel reçu pour cette EDP en J-1 modifié par les éventuelles Redéclarations de Programmes d'Appel Acceptées par RTE et/ou Redéclarations des performances et contraintes techniques et/ou Activations d'Offres d'Ajustement par RTE et/ou Ordres à Exécution Immédiate.

3.2.7 Respect du Programme de Marche par le Responsable de Programmation

Le Responsable de Programmation est tenu de faire respecter le Programme de Marche des EDP.

En cas d'impossibilité, il doit dans les plus brefs délais en informer RTE au travers de Redéclarations de performances et contraintes techniques conformément à l'Article 3.2.5.

Dans l'attente d'éléments complémentaires de RTE, il est tenu de respecter le triplet du Programme de Marche, selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

- sa contribution à la Réserve Primaire,
- sa contribution à la Réserve Secondaire,
- sa puissance programmée.

RTE effectue une surveillance en temps réel du respect du Programme de Marche des EDP et peut contacter le Responsable de Programmation en cas d'écart. Les modalités de surveillance des contributions aux Réserves Primaire et Secondaire et les actions entreprises par RTE en cas d'écart desdites contributions par rapport au Programme de Marche sont définies dans les Règles Services Système.

3.2.8 Traçabilité des programmes par RTE

3.2.8.1 *Programme d'Appel et Programme Prévisionnel tracés par RTE*

RTE construit les Programmes d'Appel et les Programmes Prévisionnel au Pas 5 minutes.

Ces programmes, appelés Programme d'Appel tracé par RTE ou Programme Prévisionnel tracé par RTE, sont établis à partir des Chroniques du Programme d'Appel ou du Programme Prévisionnel au Pas Demi-Horaire et des Redéclarations Acceptées, en appliquant la règle suivante : pour chaque Pas 5 minutes, la puissance sur ce Pas est égale à la puissance sur le Pas Demi-horaire dans lequel est inclus ce Pas 5 minutes.

Les Redéclarations de performances et contraintes techniques ayant un impact sur le Programme d'Appel sont prises en compte dans le Programme d'Appel tracé par RTE.

Le Programme d'Appel tracé par RTE ou le Programme Prévisionnel tracé par RTE comprend, pour chaque EDP ou Entités de Prévision, les éléments suivants :

- Chronique de production en MW ;
- Chronique de contribution en MW à la Réserve Primaire;
- Chronique de contribution en MW à la Réserve Secondaire.

3.2.8.2 *Programme de Marche tracé par RTE*

RTE construit un Programme de Marche au Pas 5 minutes. Ce programme, appelé Programme de Marche tracé par RTE, est établi sur la base :

- du Programme d'Appel tracé par RTE au Pas 5 minutes,
- et des Ordres d'Ajustement conformément aux dispositions de l'Article 4.

Le Programme de Marche tracé par RTE comprend, pour chaque EDP, les éléments suivants :

- Chronique de production en MW ;
- Chronique de contribution en MW à la Réserve Primaire;
- Chronique de contribution en MW à la Réserve Secondaire.

Suite à l'Activation d'une Offre d'Ajustement, en cas d'Influencement Synchrone, RTE modifie le Programme de Marche tracé par RTE pour les EDP influencées au sein d'une EDA.

3.3 Indisponibilité Non Programmée du Réseau

3.3.1 Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont hors événement de force majeure

En cas d'Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont, hors événements de Force Majeure, les dispositions de l'Article 4.4.3.2 s'appliquent.

3.3.2 Indisponibilité Non Programmée du Réseau d'Evacuation ou Indisponibilité du réseau consécutive à un événement de force majeure

RTE informe le Responsable de Programmation de toute Indisponibilité Non Programmée du Réseau d'Evacuation ou de toute Indisponibilité du Réseau consécutif à un événement de force majeure, affectant un GDP rattaché à son Périmètre de Programmation.

Après concertation, un nouveau Programme d'Appel est tracé par RTE.

Lorsque l'Indisponibilité Non Programmée est terminée, RTE en informe le Responsable de Programmation qui transmet à RTE une Redéclaration du Programme d'Appel.

Ces Redéclarations sont effectuées en dehors du mécanisme des Guichets et sans Délai de Neutralisation et, de façon plus générale, en dehors des règles exposées aux Articles 3.2.3.1et 3.2.3.3.

3.3.3 Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont considérée comme provenant du Réseau d'Evacuation, suite à une information erronée de RTE ou suite à un défaut d'information

En cas d'Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont :

- ayant entraîné une limitation totale ou partielle de l'Injection d'un Groupe de Production raccordé au RPT, et
- lorsque cette Indisponibilité a été déclarée initialement par RTE comme provenant du Réseau d'Evacuation ou, en l'absence d'information communiquée par RTE, retenue par défaut comme provenant du Réseau d'Evacuation,

RTE indemnise, à sa demande, le Responsable d'Equilibre des coûts engagés pour rééquilibrer son Périmètre, conformément à l'Article C.18.1 de la section 2 des Règles.

3.3.4 Indisponibilité Non Programmée du Réseau d'Evacuation déclarée initialement par RTE comme provenant du Réseau Amont

En cas d'Indisponibilité Non Programmée du Réseau d'Evacuation :

- ayant entraîné une limitation totale ou partielle de l'Injection d'un Groupe de Production raccordé au RPT,
- et lorsque cette Indisponibilité a été déclarée initialement par RTE comme provenant du Réseau Amont,

RTE indemnise, à sa demande, le Responsable d'Equilibre des coûts liés aux déséquilibres éventuels générés sur son Périmètre, conformément à l'Article C.18.2 de la section 2 des Règles.

3.4 Indisponibilité du Système d'Information support de la Programmation

3.4.1 Indisponibilité programmée

Certaines opérations de maintenance peuvent entraîner l'indisponibilité momentanée du Système d'Information support de la Programmation. RTE s'efforcera, dans la mesure du possible, de positionner ces interventions de façon à minimiser la gêne occasionnée au Responsable de Programmation. Pour les interventions entraînant la suppression d'un Guichet, RTE préviendra le Responsable de Programmation avec un préavis de 10 Jours.

Lorsque les conditions techniques le permettent, RTE met en place un Mode Secours. La Redéclaration du Programme d'Appel est alors réalisée selon les modalités décrites dans les Règles SI.

3.4.2 Indisponibilité fortuite

En cas d'indisponibilité fortuite du Système d'Information support de la Programmation, RTE s'engage :

- à informer de cette indisponibilité le Responsable de Programmation le plus rapidement possible ;
- à lui communiquer les modalités applicables pendant toute la durée de l'indisponibilité ;
- à l'informer de l'évolution de la situation.

Lorsque les conditions techniques le permettent, RTE met en place un Mode Secours. La Redéclaration du Programme d'Appel est alors réalisée selon les modalités décrites dans les Règles SI.

3.4.3 Taux de disponibilité

Pour la Programmation, RTE fait ses meilleurs efforts pour atteindre un Taux de Disponibilité supérieur ou égal à 98 %. Ce Taux de Disponibilité sera calculé sur la base du suivi de la disponibilité des Guichets tant en mode nominal que via le Mode Secours.

4. MECANISME D'AJUSTEMENT

En application de l'article L321-10 du Code de l'énergie, RTE assure à tout instant, notamment grâce au Mécanisme d'Ajustement, l'équilibre des flux d'électricité sur le réseau public de transport ainsi que la sécurité, la sûreté et l'efficacité de ce réseau.

Le présent Article définit les règles de présentation des propositions d'ajustement et les critères de choix entre les propositions d'Ajustement qui sont soumises à RTE.

4.1 Qualité d'Acteur d'Ajustement

4.1.1 Conditions générales

Pour devenir Acteur d'Ajustement, une personne morale doit :

- avoir Notifié à RTE, à titre de test, un message des Offres SYGA et un message des Conditions d'Utilisation des Offres conformes à ceux spécifiés dans les Règles SI ; et
- fournir le document, signé avec RTE dans le cadre de sa demande de conclusion d'un Accord de Participation, attestant de la réussite des tests prévus par les Règles SI ; et
- signer un Accord de Participation aux Règles, conformément au modèle joint en Annexe 3; et
- Notifier à RTE un Périmètre d'Ajustement établi sur le modèle joint en Annexe 8.

4.1.2 Conditions particulières pour un Acteur d'Ajustement dont le Périmètre d'Ajustement comprend au moins un Site de Soutirage Profilé

Si le Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement contient au moins un Site de Soutirage Profilé, l'Acteur d'Ajustement doit être titulaire d'une qualification délivrée par RTE selon les modalités définies ci-dessous.

4.1.2.1 *Modalités de la qualification*

La participation des Sites de Soutirage Profilés au Mécanisme d'Ajustement, est conditionnée à la détention, par l'Acteur d'Ajustement, d'une qualification pour les dispositifs de mesure qu'il a installés. La date d'installation de ces dispositifs de mesure a été communiquée au GRD par l'Acteur d'Ajustement.

La qualification des dispositifs de mesure installés par l'Acteur d'Ajustement est délivrée par RTE selon les modalités précisées dans le cahier des charges du dispositif de qualification élaboré conformément à l'Article « Etablissement du cahier des charges du dispositif de qualification » des Règles NEBEF.

Ce cahier des charges précise, d'une part, les modalités, les exigences techniques requises et le délais d'octroi de la qualification initiale et, d'autre part, les modalités et la périodicité de renouvellement de la qualification lorsque l'Acteur d'Ajustement est déjà titulaire d'une qualification initiale.

Le refus de la qualification initiale ou l'absence de renouvellement de la qualification entraîne le retrait par RTE des Sites de Soutirage Profilés qui composent le Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement.

4.2 Constitution et évolution du Périmètre d'Ajustement

Le Périmètre d'Ajustement rattaché à un Acteur d'Ajustement est constitué d'Entités d'Ajustement listés à l'Annexe 8.

Les éléments qui composent le Périmètre d'Ajustement d'un Acteur d'Ajustement doivent respecter les conditions décrites aux Articles 4.2.1 et 4.2.2.

Pour les Groupes de Production et les Sites raccordés au RPT, ces conditions sont vérifiées et contrôlées par RTE. Pour les Groupes de Production et les Sites raccordés au RPD, ces conditions sont vérifiées et contrôlées par le GRD concerné.

4.2.1 Rattachement et retrait d'une EDA d'un Périmètre d'Ajustement

4.2.1.1 *Conditions à respecter par chaque EDA en fonction de leur typologie*

4.2.1.1.1 *EDA Point d'Echange*

Une EDA Point d'Echange est constituée d'un Point d'Echange, c'est-à-dire d'un point de raccordement physique à une Interconnexion.

Elle doit être déclarée par une personne disposant des autorisations nécessaires au sein d'au moins un Etat membre de l'Espace Economique Européen pour faire du commerce d'énergie électrique et titulaire d'un Accord de Participation pour des exportations et des importations.

RTE fixe pour chaque frontière le nombre d'EDA Point d'Echange attribué à chaque Acteur d'Ajustement.

4.2.1.1.2 *EDA Injection RPT*

Une EDA Injection RPT est constituée d'une ou plusieurs EDP, toutes localisées sur le même Site d'Injection, et raccordées, directement ou indirectement, sur le RPT.

Elle peut également être composée d'une ou plusieurs EDP localisée(s) sur des Sites d'Injection différents et raccordées, directement ou indirectement, sur le RPT, à la suite de l'accord de RTE ou, à partir d'une « date F » Notifiée par RTE aux Participants, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont respectées :

- au maximum une EDP dispose d'une PMD supérieure à 12 MW et inférieure à 40 MW ;
- toutes les autres EDP ont une PMD inférieure ou égale à 12 MW ;
- la somme des PMD des EDP constituant l'EDA est inférieure ou égale à 100 MW.

Les Groupes de Production constituant l'EDA Injection RPT sont tous rattachés à un même Responsable d'Equilibre.

4.2.1.1.3 *EDA Injection RPD*

Une EDA Injection RPD est constituée de Sites d'Injection tous raccordés, directement ou indirectement, sur le RPD, éventuellement raccordés à des GRD différents. Les Sites d'Injection constituant l'EDA Injection RPD sont tous rattachés à un même Responsable d'Equilibre.

4.2.1.1.4 *EDA Soutirage Télérelevée*

Une EDA Soutirage Télérelevée est constituée exclusivement de Sites de Soutirage Télérelevés raccordés, directement ou indirectement, sur le RPT ou sur le RPD.

4.2.1.1.5 *EDA Soutirage Profilée*

Une EDA Soutirage Profilée est constituée de Sites de Soutirage Profilés. A une « date G » qui sera Notifiée par RTE aux Acteurs d'Ajustement, une EDA Soutirage Profilée sera constituée d'au moins un Site de Soutirage Profilé et, éventuellement, de Sites de Soutirages Télérelevés dont la Puissance Souscrite est inférieure ou égale à 250 kW.

4.2.1.2 *Modalités de Création d'une EDA par un Acteur d'Ajustement*

L'Acteur d'Ajustement peut Notifier à RTE une demande de création d'une EDA. La demande doit préciser la typologie de l'EDA souhaitée.

La création d'une EDA Soutirage Profilée est de surcroît conditionnée à la qualification préalable par RTE de l'Acteur d'Ajustement pour ses systèmes de mesure et de transmission des Courbes de Charge des Sites de Soutirage Profilés conformément à l'Article 4.1.2. Lors de la création d'une EDA Soutirage Profilée, RTE procède au contrôle du respect des critères associés à ce type d'EDA et Notifie, le cas échéant, son accord à l'Acteur d'Ajustement.

Dans un délai de sept (7) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande, RTE transmet à l'Acteur d'Ajustement, par voie de Notification, le nom de l'EDA, afin de permettre les démarches de rattachement d'un ou plusieurs Sites à cette EDA, telles que définies à l'Article 4.2.2.

La création d'une EDA est valable pour une durée indéterminée.

La mise à jour du Périmètre d'Ajustement prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

4.2.1.3 *Modalités de retrait d'une EDA par un Acteur d'Ajustement*

L'Acteur d'Ajustement peut procéder au retrait d'une EDA de son Périmètre d'Ajustement. Pour cela, il Notifie sa demande de retrait à RTE par l'envoi de l'Annexe 8 mise à jour.

Dans un délai de sept (7) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande, RTE procède à la signature de l'Annexe 8 puis à son renvoi par voie de Notification à l'Acteur d'Ajustement.

Dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter de la réception de la Notification du retrait, RTE Notifie la date de mise à jour du Périmètre d'Ajustement à l'Acteur d'Ajustement et au(x) GRD concerné(s), lorsque l'EDA contient des Sites raccordés au RPD.

Le retrait de l'EDA du Périmètre d'Ajustement prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

4.2.1.4 *Modalités de retrait d'une EDA par RTE*

RTE peut procéder au retrait d'une EDA du Périmètre d'Ajustement d'un Acteur d'Ajustement en cas de défaillances répétées des Ordres d'Ajustement sur cette EDA conformément à l'Article 4.5.4.4 ou lorsque cette EDA ne contient plus de Sites.

RTE Notifie la mise à jour du Périmètre d'Ajustement à l'Acteur d'Ajustement par l'envoi de l'Annexe 8 mise à jour.

Dans un délai de sept (7) Jours Ouvrés à compter de sa réception, l'Acteur d'Ajustement s'engage à retourner l'Annexe 8 dûment signée à RTE. Le retrait d'une EDA du Périmètre d'Ajustement d'un Acteur d'Ajustement entraîne automatiquement le retrait des Sites qui la composent.

Lorsque l'EDA contient des Sites de Soutirage raccordés au RPD, RTE Notifie au(x) GRD concerné(s) la mise à jour du Périmètre d'Ajustement dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter de la réception de l'Annexe 8 mise à jour et dûment signée par l'Acteur d'Ajustement.

Le retrait de l'EDA du Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

4.2.2 Ajout et retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site d'une EDA

4.2.2.1 *Conditions préalables à toute procédure de rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site*

Pour participer au Mécanisme d'Ajustement, un Groupe de Production ou un Site d'Injection doit être doté d'une Installation de Comptage restituant des Courbes de Charges télérelevées au Pas Dix Minutes dont les valeurs sont utilisées pour la reconstitution des flux au titre de la section 2 des Règles pour déterminer la production du site.

4.2.2.1.1 *Identification du Groupe de Production ou du Site*

Avant d'initier toute procédure de rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site à un Périmètre d'Ajustement, telle que décrite aux Articles 4.2.2.3 et 4.2.2.4, l'Acteur d'Ajustement doit identifier le Groupe de Production ou le Site, selon les modalités définies ci-dessous.

4.2.2.1.1.1 Référence d'identification utilisée par l'Acteur d'Ajustement

L'Acteur d'Ajustement identifie :

- le Site par son numéro de SIRET ou, à défaut, pour les Sites de Soutirage qui sont dépourvus d'un tel numéro, par le lieu de consommation d'électricité ; et
- le Groupe de Production par son code décompte.

4.2.2.1.1.2 Référence d'identification utilisée par les Gestionnaires de Réseau

L'Acteur d'Ajustement identifie également la référence utilisée par les Gestionnaires de Réseau.

Cette référence est définie selon le raccordement du Groupe de Production ou du Site :

- pour les Groupes de Production ou les Sites raccordés au RPD, la référence est :
  - le numéro du CARD-injection pour les Groupes de Production ou les Sites d'Injection, ou
  - le numéro de point de livraison (PDL) pour les Sites de Soutirage relevant du domaine de tension Basse Tension jusqu'à 36 kVA inclus, ou
  - le numéro de point référentiel mesure (PRM) ou de PDL pour les Sites de Soutirage au-dessus de 36 kVA, ou
  - le numéro de contrat CARD en soutirage lorsque le Site de Soutirage dispose d'un contrat conclu directement avec le Gestionnaire de Réseau de Distribution ;

- pour les Groupes de Production ou les Sites raccordés au RPT, la référence est :
    - le numéro de contrat CART, ou
    - le numéro de Contrat de Service de Décompte, ou
    - le numéro de SIRET pour les Sites de Soutirage titulaires d'un Contrat Unique.

4.2.2.1.1.3 Obtention par l'Acteur d'Ajustement de la référence d'identification utilisée par le Gestionnaire de Réseau pour un Site de Soutirage

Lorsque la référence utilisée par les Gestionnaires de Réseau pour un Site de Soutirage n'est pas connue de l'Acteur d'Ajustement, les Gestionnaires de Réseau mettent à disposition de l'Acteur d'Ajustement qui en fait la demande, les moyens lui permettant d'obtenir la référence utilisée, à partir des informations suivantes :

- pour les Sites de Soutirage raccordés sur le Réseau Public de Transport :
    - le numéro de SIRET ;
- pour les Sites de Soutirage raccordés sur le Réseau Public de Distribution :
    - le numéro de SIRET, ou
    - l'adresse postale, constituée des éléments suivants :
        - le numéro de voie,
        - le nom de la voie,
        - le complément d'adresse (résidence, bâtiment, escalier, étage, emplacement à l'étage...),
        - le code postal,
        - la commune.

Lorsque les éléments ci-dessus ne permettent pas à l'Acteur d'Ajustement d'identifier la référence du Site, le GRD peut, pour y parvenir, lui demander une ou des informations complémentaires parmi les éléments suivants :

- le nom de l'utilisateur du réseau (nom pour une personne physique, raison sociale avec nom du Site et numéro de SIRET pour une personne morale) ; et/ou
- le matricule du compteur ; et/ou
- le nombre de cadrans du compteur.

Tout Site de Soutirage dont la référence ne peut être identifiée, ne peut pas être intégré dans le Périmètre d'Ajustement d'un Acteur d'Ajustement.

Les Règles SI précisent les modalités, formats et moyens d'échanges entre les Acteurs d'Ajustement et les GRD concernés.

L'Acteur d'Ajustement transmet à chaque Gestionnaire de Réseau la liste des Sites de son Périmètre d'Ajustement qui sont raccordés audit Gestionnaire de Réseau.

4.2.2.1.1.3.1 Confidentialité des données transmises entre l'Acteur d'Ajustement et le GRD

4.2.2.1.1.3.1.1 Définition d'une information confidentielle

Les informations énumérées limitativement ci-dessous sont considérées comme confidentielles au titre des échanges effectués entre l'Acteur d'Ajustement et le GRD dans le cadre des Règles :

- numéro des PDL, PRM, CARD ;
- adresse postale ;
- nom de l'utilisateur du réseau ;
- matricule compteur ;
- nombre de cadrans au compteur ;
- numéro SIRET ;
- Responsable d'Equilibre du Site de Soutirage ;
- Fournisseur d'Electricité du Site de Soutirage ;

La notion d'Information confidentielle n'inclut pas toute information dont la partie réceptrice peut démontrer :

- que cette information est dans le domaine public au moment du premier échange effectué entre l'Acteur d'Ajustement et le GRD ou est tombée dans le domaine public au cours de cet échange, sans que la partie réceptrice ait violé ses obligations de confidentialité au titre des Règles ; ou
- qu'elle la connaissait déjà préalablement à sa communication par la partie émettrice ou qu'elle l'a développée de manière indépendante ; ou
- qu'elle a été libérée de son obligation de confidentialité au regard de cette information par un accord écrit et préalable de la partie émettrice ; ou
- qu'elle l'a reçu d'un tiers, licitement, autrement que par violation des dispositions du présent article.

L'information confidentielle communiquée reste, en tout état de cause, la propriété de la partie qui l'a communiquée.

4.2.2.1.1.3.1.2 Contenu de l'obligation de confidentialité

L'Acteur d'Ajustement et le GRD concernés s'engagent à préserver la confidentialité des informations définies précédemment dont ils ont connaissance et/ou auxquelles ils ont accès dans le cadre des Règles.

La partie réceptrice prend les mesures nécessaires pour que la confidentialité soit scrupuleusement respectée par ses employés ainsi que par toute personne qui, sans être employée par elle, interviendrait pour son compte dans le cadre des Règles, en faisant signer notamment des engagements de confidentialité.

Si la partie réceptrice a besoin, dans le cadre de l'exécution des Règles, de transmettre à un tiers une information confidentielle communiquée par la partie émettrice, elle s'engage à demander préalablement l'accord écrit de la partie émettrice et à insérer dans les relations contractuelles avec ce tiers la même obligation de confidentialité que celle résultant du présent Article.

En cas de violation des dispositions du présent Article, la partie qui a connaissance de cette violation s'engage à en informer l'autre partie dans les meilleurs délais et à prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les effets de cette violation.

Cet engagement de confidentialité doit être respecté par les parties pendant toute la durée de leurs échanges et pendant les dix (10) années suivant le dernier échange de données.

La partie réceptrice s'engage, à la résiliation de sa relation contractuelle avec la partie émettrice, à remettre à la partie émettrice ou à détruire, dans les 30 (trente) Jours suivants, une demande écrite de la partie émettrice, les supports des informations confidentielles communiquées par cette dernière, ainsi que toutes leurs copies ou reproductions éventuelles et à répercuter cette obligation sur les tiers qui auraient eu communication d'une information confidentielle dans le cadre de l'exécution des Règles. Dans le cas d'une telle demande, la partie réceptrice devra certifier par écrit à la partie émettrice, dans le délai cité ci-dessus, que toutes les dispositions du présent Article ont été respectées.

4.2.2.1.2 *Accord entre l'Acteur d'Ajustement et l'Utilisateur du Groupe de Production ou du Site objet du rattachement à une EDA*

4.2.2.1.2.1 Dispositions générales

Avant d'initier toute procédure de rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site à une EDA, telle que décrite aux Articles 4.2.2.3 et 4.2.2.4, l'Acteur d'Ajustement, lorsqu'il est différent de l'Utilisateur, s'assure d'avoir obtenu l'accord écrit de ce dernier. L'Acteur d'Ajustement est responsable de la validité de cet accord écrit à tout moment à compter de la signature dudit accord écrit, pendant toute la durée de l'Accord de participation, et jusqu'à une éventuelle résiliation de l'accord entre l'Utilisateur et l'Acteur d'ajustement, ou remise en cause de cet accord écrit dans les conditions prévues à l'article 4.2.2.2.

Cet accord est un préalable nécessaire à toute demande effectuée auprès de RTE par l'Acteur d'Ajustement en vue d'ajouter un Groupe de Production ou un Site à une EDA de son Périmètre d'Ajustement.

En cas de non respect de cette obligation, l'Acteur d'Ajustement est responsable de toutes les conséquences liées à l'application des dispositions de la présente section au Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement, ne tenant pas compte du retrait de l'Utilisateur, y compris de toutes les conséquences liées à la divulgation de toute information à un Utilisateur dont le Groupe de Production ou le Site ne fait plus partie du Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'ajustement.

L'accord de l'Utilisateur formalise :

- sa participation au Mécanisme d'Ajustement ;
- l'autorisation donnée par l'Utilisateur à l'Acteur d'Ajustement de réaliser un ou plusieurs ajustement(s) sur le volume :
  - d'Injection de son Groupe de Production ou de son Site d'Injection, ou
  - de Soutirage de son Site de Soutirage.

- son accord pour la transmission des différentes informations nécessaires à la bonne exécution du Mécanisme d'Ajustement à RTE, y compris des informations commercialement sensibles ;
- l'engagement de l'Utilisateur à être libre, à la date de rattachement effective au Périmètre d'Ajustement précisée dans l'accord, de tout contrat signé antérieurement avec un autre Acteur d'Ajustement pour ce Groupe de Production ou ce Site.

En application de l'article 2. II du décret n°2001-630 du 16 juillet 2001, pour le cas où l'accord est consenti par le titulaire du Contrat d'Accès au Réseau d'un Site, doit figurer dans le document formalisant l'accord la mention suivante : « L'Utilisateur autorise l'Acteur d'Ajustement à demander au GRD la communication des Courbes de Charges du Site rattaché à une EDA de son Périmètre d'Ajustement, établies conformément à l'Article 4.5.2.1.2.1. Cette autorisation est valable dans le cadre des Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des charges d'ajustement ».

Ce document contractuel doit être signé par l'Utilisateur du Groupe de Production ou du Site et par l'Acteur d'Ajustement. Le document ne doit comporter qu'une seule date de signature.

4.2.2.1.2.2 Dispositions spécifiques applicables aux Sites de Soutirage

Pour les Sites de Soutirage, l'Acteur d'Ajustement doit obtenir l'accord écrit de l'Utilisateur du Site, autorisant RTE à réaliser des audits des systèmes de mesure et de transmission mis en place par l'Acteur d'Ajustement, ainsi qu'à contrôler la chaîne de commande des effacements mise en place par l'Acteur d'Ajustement, dans le cadre des contrôles prévus dans les présentes Règles.

L'Acteur d'Ajustement doit obtenir, dans l'accord avec l'Utilisateur du Site objet du rattachement, l'engagement de l'Utilisateur :

- de déclarer, via l'Annexe 7, au Gestionnaire de Réseau auquel le Site est raccordé, l'identité de son Fournisseur d'Electricité dans un délai compatible avec la procédure de rattachement du Site de Soutirage Télérelevé à un Périmètre d'Ajustement décrite à l'Article 4.2.2.3 ;
- d'informer, via la mise à jour de l'Annexe 7, le Gestionnaire de Réseau auquel le site est raccordé, de tout changement de son Fournisseur d'Electricité dans un délai de trente (30) Jours avant l'entrée en vigueur de ce changement ;
- de répondre aux demandes formulées par le Gestionnaire de Réseau auquel il est raccordé.

Pour les Sites de Soutirage raccordés au RPD, en Contrat Unique et dont la puissance souscrite est strictement supérieure à 36 kVA, l'Acteur d'Ajustement s'assure d'avoir obtenu la confirmation, par le titulaire du Contrat Unique, que son contrat lui permet de participer au Mécanisme d'Ajustement.

Pour les Sites de Soutirage raccordés au RPT, l'accord doit préciser que le Modèle Corrigé régit le versement que l'Acteur d'Ajustement doit au Fournisseur du Site à la suite d'un Effacement de Consommation d'électricité.

Pour le cas où l'accord est consenti par le titulaire d'un Contrat d'Accès au Réseau d'un Site de Soutirage Profilé, la mention suivante doit figurer dans le document formalisant l'accord : « Le Site de Soutirage Profilé autorise l'Acteur d'Ajustement à transmettre à RTE les données de consommation relevées par les appareils installés par l'Acteur d'Ajustement ».

4.2.2.1.2.3 Cas particulier des accords conclus entre Utilisateurs de Sites de Soutirage Profilés et Acteurs d'Ajustement avant l'entrée en vigueur des présentes règles

Tout Accord conclu entre un Acteur d'Ajustement et l'Utilisateur d'un Site de Soutirage Profilé en vue de sa participation au Mécanisme d'Ajustement avant l'entrée en vigueur de la présente version des Règles est considéré comme conforme aux conditions requises à l'Article 4.2.2.1.2, pendant un délai de deux (2) ans à compter de la date à laquelle l'accord a été conclu. Pendant ce délai, la responsabilité de tout Gestionnaire de Réseau transmettant des informations commercialement sensibles dans le cadre des échanges prévus dans les Règles ne peut pas être engagée en cas de déclaration frauduleuse ou erronée de l'Acteur d'Ajustement.

4.2.2.2 *Conditions générales de rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site*

4.2.2.2.1 *Rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site à une EDA*

Un Groupe de Production ou un Site ne peut être rattaché qu'à une seule EDA. Dans le cas où une demande de rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site serait susceptible de remettre en cause ce rattachement unique, le document contractuel décrit à l'Article 4.2.2.1.2 attestant de l'accord de l'Utilisateur pour le rattachement d'un Groupe de Production ou d'un Site au Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement fait foi. L'Acteur d'Ajustement doit communiquer ce document, au Gestionnaire de Réseau qui lui en Notifie la demande, dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la réception de la Notification.

Dans le cas où l'Acteur d'Ajustement ne communique pas ce document au Gestionnaire de Réseau dans le délai imparti, le Gestionnaire de Réseau retire le Groupe de Production ou le Site conformément aux Articles 4.2.2.3.2.2 et 4.2.2.4.

En cas de coexistence de plusieurs documents relatifs à l'accord pour un même Groupe de Production ou un même Site, seul le document dont la date de signature est la plus ancienne fait foi, sauf à ce que cet accord ait été résilié.

Le cas échéant, dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la réception du document contractuel, le Gestionnaire de Réseau Notifie à l'Acteur d'Ajustement la liste des Groupes de Production ou des Sites dont les documents contractuels sont invalides et seront retirés de son Périmètre d'Ajustement selon les modalités décrites aux Articles 4.2.2.3.2.2 et 4.2.2.4.

4.2.2.2.2 *Rattachement conjoint d'un Site de Soutirage à une Entité d'Effacement et à une EDA*

Sur la base de la liste de Sites de Soutirage appartenant conjointement à une Entité d'Effacement et à une EDA, transmise par l'Acteur d'Ajustement dans le cadre de l'Article 4.2.2, la participation d'un même Site de Soutirage rattaché à la fois à une Entité d'Effacement et à une EDA est possible à condition que l'acteur, en tant qu'Acteur d'Ajustement et Opérateur d'Effacement, soit la même personne morale.

Dans le cas où une demande d'ajout de Site de Soutirage à une EDA ne serait pas compatible avec cette règle, le Gestionnaire de Réseau Notifie à l'Acteur d'Ajustement la liste des Sites de Soutirage qui appartiennent déjà à une Entité d'Effacement.

Dans ce cas, l'Acteur d'Ajustement doit communiquer le document mentionné à l'Article 4.2.2.1.2, au Gestionnaire de Réseau qui lui en Notifie la demande, dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la réception de la Notification.

Dans le cas où l'Acteur d'Ajustement ne communique pas ce document au Gestionnaire de Réseau dans le délai imparti, le Gestionnaire de Réseau n'intègre pas le Site au Périmètre d'Ajustement, conformément aux Articles 4.2.2.3.2.2 et 4.2.2.4.

En cas de coexistence de plusieurs documents relatifs à l'accord d'un même Site, seul le document dont la date de signature est la plus ancienne fait foi, sauf à ce que cet accord ait été résilié.

Le cas échéant, dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la réception du document mentionné à l'Article 4.2.2.1.2, le Gestionnaire de Réseau Notifie à l'Acteur d'Ajustement la liste des Sites de Soutirage dont les documents contractuels sont invalides et ne seront pas intégrés à son Périmètre d'Ajustement conformément aux Articles 4.2.2.3.2.2 et 4.2.2.4.

4.2.2.3 *Evolution liée à un Groupe de Production ou à un Site d'Injection d'une EDA Injection ou à un Site de Soutirage Télérelevé d'une EDA Soutirage Télérelevée*

4.2.2.3.1 *Ajout d'un Groupe de Production ou d'un Site*

L'Acteur d'Ajustement peut procéder à l'ajout d'un Groupe de Production, d'un Site d'Injection ou d'un Site de Soutirage Télérelevé à une EDA à condition de respecter les contraintes définies aux Articles 4.2.2.1 et 4.2.2.2. L'Acteur d'Ajustement Notifie une demande d'ajout d'un Groupe de Production ou d'un Site au Gestionnaire de Réseau sur lequel est raccordé le Groupe de Production ou le Site visé dans la demande.

Il transmet notamment au Gestionnaire de Réseau concerné :

- la référence du Groupe de Production ou du Site, telle que précisée à l'Article 4.2.2.1.1 ; et
- la Capacité d'Ajustement de chaque Groupe de Production ou Site ; et
- pour un Groupe de Production ou un Site d'Injection, l'accord du Responsable d'Equilibre au Périmètre duquel ce Groupe de Production ou ce Site est rattaché, conformément au modèle joint en Annexe 9 ; et
- le cas échéant, pour un/des Site(s) de Soutirage Télérelevé(s), la liste des Sites de Soutirage Télérelevé(s) qui appartiennent conjointement à une Entité d'Effacement et à une EDA et l'identifiant de l'Entité d'Effacement concernée ; et
- pour chaque Site de Soutirage Télérelevé, la catégorie d'effacement utilisée pour établir la prime versée aux Opérateurs d'Effacement ; et

Il transmet directement à RTE :

- pour les Sites de Soutirage Télérelevés raccordés au RPD, le Modèle – Contractuel ou Régulé – régissant le versement qu'il doit au Fournisseur du Site à la suite d'un Effacement de Consommation d'électricité.
- pour les Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Contractuel, l'Annexe 17, témoignant de l'existence d'un contrat entre l'Acteur d'Ajustement et le Fournisseur du Site.

Si le Groupe de Production ou le Site objet de la demande est raccordé au RPD :

- le GRD concerné Notifie à RTE cette demande d'Ajout de Groupe de Production ou de Site dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande de l'Acteur d'Ajustement par le GRD concerné ; et
- l'Acteur d'Ajustement et le GRD concerné se rapprochent pour prendre en compte le foisonnement des ajustements dans le calcul du Facteur d'Impact par Poste Source.

Dans un délai de cinq (5) Jours ouvrés à compter de la réception de la demande de l'Acteur d'Ajustement, le Gestionnaire de Réseau concerné :

- procède aux vérifications décrites aux Articles 4.2.2.1 et 4.2.2.2 ;
- Notifie à l'Acteur d'Ajustement l'ajout du/des Groupe(s) de Production ou Site(s) à l'EDA ;
- le cas échéant, Notifie à l'Acteur d'Ajustement les motifs légitimes justifiant le refus d'un Groupe de Production ou d'un Site conformément aux Articles 4.2.2.1 et 4.2.2.2 ;
- si le Site objet de la demande est raccordé au RPD, le GRD Notifie à RTE l'ajout du/des Groupe(s) de Production ou Site(s) à l'EDA ainsi que les motifs légitimes justifiant le refus de certains Sites conformément aux Articles 4.2.2.1 et 4.2.2.2.

Si le(s) Groupe(s) de Production ou Site(s) objet(s) de la demande est/sont raccordé(s) au RPD, la confirmation Notifiée à RTE de l'ajout du/des Groupe(s) de Production ou Site(s) à l'EDA doit contenir les éléments suivants :

- une description précise de tous les Groupe(s) de Production ou Sites, objets de la demande, ajoutés à l'EDA, selon les références du GRD définies à l'Article 4.2.2.1.1 ;
- le Facteur d'Impact par Poste Source ;
- la Capacité d'Ajustement de chaque Site ;
- pour chaque Site de Soutirage Télérelevé, la catégorie d'effacement utilisée pour établir la prime versée aux Opérateurs d'Effacement ;
- le cas échéant, pour les Sites de Soutirage Télérelevés, la liste des Sites de Soutirage Télérelevés qui appartiennent conjointement à une Entité d'Effacement et à une EDA et l'identifiant de l'Entité d'Effacement concernée.

Dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande de l'Acteur d'Ajustement, RTE met à jour l'Annexe 8 et la transmet par écrit à l'Acteur d'Ajustement pour signature.

Dans un délai de sept (7) Jours Ouvrés à compter de sa réception, l'Acteur d'Ajustement retourne l'Annexe 8 mise à jour dûment signée à RTE.

La mise à jour du Périmètre d'Ajustement prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

4.2.2.3.2 *Retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site*

4.2.2.3.2.1 Retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site à l'initiative de l'Acteur d'Ajustement

L'Acteur d'Ajustement peut procéder au retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site d'une EDA.

L'Acteur d'Ajustement Notifie une demande de retrait au Gestionnaire du Réseau auquel est raccordé le Groupe de Production ou le Site objet de la demande.

Si le Groupe de Production ou le Site objet de la demande est raccordé au RPD, le GRD concerné Notifie à RTE cette demande de retrait de Groupe de Production ou de Site dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande de l'Acteur d'Ajustement par le GRD concerné.

Dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande de retrait par le Gestionnaire de Réseau concerné, RTE met à jour l'Annexe 8.

Dans un délai de sept (7) Jours Ouvrés à compter de la réception de l'Annexe 8, l'Acteur d'Ajustement retourne l'Annexe 8 mise à jour dûment signée à RTE.

La mise à jour du Périmètre d'Ajustement prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

4.2.2.3.2.2 Retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site à l'initiative du Gestionnaire de Réseau

4.2.2.3.2.2.1 Retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site d'Injection consécutif à un changement de Responsable d'Equilibre

Le changement de Responsable d'Equilibre d'un Groupe de Production ou d'un Site d'Injection intégré dans le Périmètre d'Ajustement d'un Acteur d'Ajustement entraîne le retrait de ce Groupe de Production ou ce Site d'Injection de l'EDA et du Périmètre d'Ajustement.

Le Gestionnaire de Réseau auquel est raccordé le Groupe de Production ou le Site Notifie à l'Acteur d'Ajustement ce changement ainsi que le retrait du Groupe de Production ou du Site de son Périmètre d'Ajustement.

A compter de la réception de la Notification par l'Acteur d'Ajustement, ce dernier ne peut plus procéder à des ajustements sur le Groupe de Production ou le Site objet du retrait.

Si le Groupe de Production ou le Site objet du retrait est raccordé au RPD, le GRD concerné Notifie à RTE la demande de retrait du Groupe de Production ou du Site dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter du changement de Responsable d'Equilibre à l'origine du retrait.

Le Périmètre d'Ajustement mis à jour prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

L'Acteur d'Ajustement qui souhaite réintégrer le Groupe de Production ou le Site dans une autre EDA de son Périmètre d'Ajustement procède selon les modalités décrites à l'Article 4.2.2.3.1.

4.2.2.3.2.2.2 Retrait d'un Groupe de Production ou d'un Site en raison de la résiliation de l'accord conclu entre l'Acteur d'Ajustement et l'Utilisateur du Groupe de Production ou du Site

La résiliation de l'accord écrit conclu entre l'Acteur d'Ajustement et l'Utilisateur du Groupe de Production ou du Site, pour la participation du Groupe de Production ou du Site au Mécanisme d'Ajustement, entraîne le retrait de ce Groupe de Production ou ce Site du Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement.

Quelle que soit l'entité à l'initiative de la résiliation, l'Acteur d'Ajustement est tenu d'informer le Gestionnaire du Réseau auquel est raccordé le Groupe de Production ou le Site visé dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la résiliation de l'accord.

Dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la Notification de l'Acteur d'Ajustement et en l'absence de transmission par ce dernier de l'accord prétendument obtenu avec l'Utilisateur du Groupe de Production ou du Site, le Gestionnaire du Réseau auquel est raccordé le Site Notifie à l'Acteur d'Ajustement le retrait du Groupe de Production ou du Site de son Périmètre d'Ajustement.

A compter de la réception de la Notification par l'Acteur d'Ajustement, ce dernier ne peut plus procéder à des ajustements sur le Groupe de Production ou le Site objet du retrait.

Si le Groupe de Production ou le Site objet du retrait est raccordé au RPD, le GRD Notifie ce retrait à RTE dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter de la réception de la Notification du retrait du Groupe de Production ou du Site par l'Acteur d'Ajustement, le GRD Notifie ce retrait à RTE.

Le Périmètre d'Ajustement mis à jour prend effet dans les délais décrits à l'Article 4.2.3.

L'Acteur d'Ajustement qui souhaite réintégrer le Groupe de Production ou le Site dans son Périmètre d'Ajustement procède selon les modalités décrites à l'Article 4.2.2.3.

4.2.2.4 *Evolution liée à un Site de Soutirage d'une EDA Soutirage Profilée*

4.2.2.4.1 *Modalités d'évolution*

L'Acteur d'Ajustement qui détient dans son Périmètre d'Ajustement une EDA Soutirage Profilée tient à jour mensuellement la liste des Sites de Soutirage composant l'EDA Soutirage Profilée, leurs références, telles que décrites à l'Article 4.2.2.1.1, ainsi que les accords écrits des Sites de Soutirage tels que décrits à l'Article 4.2.2.1.2.

Dix (10) Jours Ouvrés au moins avant la fin de chaque Mois M, l'Acteur d'Ajustement Notifie au GRD concerné, les évolutions relatives à l'ajout ou au retrait de Sites de Soutirage, qu'il souhaite intégrer dans son Périmètre d'Ajustement pour le Mois M+1.

Les évolutions Notifiées par l'Acteur d'Ajustement au GRD doivent préciser :

- la référence de chaque Site de Soutirage concerné par les évolutions, telle que définie à l'Article 4.2.2.1.1 ;
- la date d'installation du dispositif de mesure installé par l'Acteur d'Ajustement sur le Site de Soutirage Profilé ;
- l'objet de la mesure, qui est soit les voies effaçables par l'Acteur d'Ajustement, soit une Courbe de Charge Télérelevée ;
- la Capacité d'Ajustement de chaque Site de Soutirage concerné par les évolutions ;
- les informations nécessaires au GRD pour la prise en compte du foisonnement des ajustements dans le calcul du Facteur d'Impact par Poste Source ;
- le cas échéant, la liste des Sites de Soutirage qui appartiennent conjointement à une Entité d'Effacement Profilée et à une EDA Soutirage Profilée et l'identifiant de l'Entité d'Effacement Profilée concernée.

Les évolutions Notifiées par l'Acteur d'Ajustement directement à RTE doivent inclure :

- pour chaque ensemble de Sites de Soutirage ayant le même Fournisseur et concerné par les évolutions, le Modèle – Contractuel ou Régulé – régissant le versement qu'il doit au Fournisseur dudit ensemble de Sites à la suite d'un Effacement de Consommation d'électricité ;
- pour chaque ensemble de Sites de Soutirage au Modèle Contractuel ayant le même Fournisseur et concerné par les évolutions, l'Annexe 17 qui témoigne de l'existence d'un contrat entre l'Acteur d'Ajustement et le Fournisseur du Site.

Cinq (5) Jours Ouvrés au moins avant la fin de chaque Mois M et ce même en l'absence d'évolution du Périmètre d'Ajustement initiée par l'Acteur d'Ajustement, le GRD :

- vérifie les changements de Responsable d'Equilibre des Sites de Soutirage intervenus au cours du Mois M ;
- vérifie les changements de Fournisseur d'Electricité des Sites de Soutirage intervenus au cours du Mois M ;
- tient compte de l'évolution du caractère Profilé ou Télérelevé des Sites de Soutirage constitutifs de l'EDA au cours du Mois M ;
- le cas échéant, procède aux vérifications décrites aux Articles 4.2.2.1 et 4.2.2.2 pour chaque Site de Soutirage Profilé que l'Acteur d'Ajustement souhaite ajouter à son Périmètre d'Ajustement.

Le GRD procède, le cas échéant, aux modifications nécessaires relatives à la composition de l'EDA.

Cinq (5) Jours Ouvrés avant la fin de chaque Mois M, le GRD Notifie notamment à RTE :

- le Facteur d'Impact par Poste Source ;
- les Puissances Souscrites définies aux Articles 4.2.2.4.2, 4.2.2.4.3.1 et 4.2.2.4.4.1 ;
- l'objet de la mesure, qui est soit les voies effaçables par l'Acteur d'Ajustement, soit une Courbe de Charge Télérelevée ;
- le cas échéant, la liste des Sites de Soutirage Profilés qui appartiennent conjointement à une Entité d'Effacement Profilée et à une EDA Soutirage Profilée et l'identifiant de l'Entité d'Effacement Profilée concernée ;
- le nom de l'EDA Soutirage Profilée.

Cinq (5) Jours Ouvrés avant la fin de Chaque Mois M, le GRD Notifie à l'Acteur d'Ajustement :

- la liste des Sites de Soutirage composant l'EDA Soutirage Profilée pour le Mois M+1 ;
- les motifs légitimes justifiant le refus d'ajout de certains Sites de Soutirage conformément à l'Article 4.2.2.

Le Périmètre d'Ajustement mis à jour prend effet selon les délais décrits à l'Article 4.2.3.

4.2.2.4.2 *Calcul par le GRD de la Puissance Souscrite par RE et $Type_{CdC}$ et transmission à RTE*

Pour une EDA Soutirage Profilée J, la Puissance Souscrite à la maille du GRD I associée au RE K et au $Type_{CdC}$ L est calculée comme suit au premier Jour de chaque Mois M pour le Mois M+1 :

$$\text{Puissance Souscrite}_{[\text{RE K, Type}_{\text{CdC}}\text{ L], GRD I, EDA J}} = \sum_{\text{Site S} \in \text{EDA J avec \{RE K, Type}_{\text{CdC}}\text{ L, GRD I\}}} \text{Puissance souscrite}$$

Avec :

- Type_{CdC} : désigne le type de Courbe de Charge auquel est affectée l'énergie soutirée par un Site de Soutirage pour le calcul de l'Ecart de son RE. On distingue deux types de Courbe de Charge :
  - Type_{CdC} Estimée : Cette modalité s'applique aux Sites de Soutirage Profilés dont la Courbe de Charge de consommation est estimée par Profilage au titre de la Section 2 des Règles ;
  - Type_{CdC} Télérelevée : Cette modalité s'applique aux Sites de Soutirage Télérelevés et aux Sites de Soutirage Profilés raccordés à un RPD géré par un GRD appliquant, pour ces Sites de Soutirage, des dispositions simplifiées pour la reconstitution des flux conformément à l'annexe D4 de la section 2 des Règles ;

Les valeurs de Puissance Souscrite sont déterminées avec un niveau de précision correspondant au Kilowatt. Les règles d'arrondi décrites dans l'Article 2.13.1 sont applicables.

Les valeurs de Puissance Souscrite sont calculées mensuellement par le GRD sur le réseau duquel sont raccordés des Sites de Soutirage constitutifs de l'EDA Soutirage Profilée.

Le GRD Notifie à RTE conformément aux Règles SI, cinq (5) Jours Ouvrés avant la fin de chaque Mois M pour le Mois M+1, la Puissance Souscrite par RE K et par Type_{CdC} L pour chaque EDA Soutirage Profilée.

4.2.2.4.3 *Méthode de calcul de la Clé de Répartition par Fournisseur et par Barème Forfaitaire*

4.2.2.4.3.1 Calcul par le GRD de la Puissance Souscrite par Fournisseur et par Barème Forfaitaire et transmission à RTE

Pour une EDA Soutirage Profilée J, la Puissance Souscrite à la maille du GRD I associée au Fournisseur K et au Barème Forfaitaire L est calculée comme suit au premier Jour de chaque Mois M pour le Mois M+1 :

$$\text{Puissance Souscrite}_{[\text{Fournisseur K, Barème Forfaitaire L], GRD I, EDA J}} = \sum_{\text{Site S} \in \text{EDA J avec \{Fournisseur K, Barème Forfaitaire L, GRD I\}}} \text{Puissance souscrite}$$

Les valeurs de Puissance Souscrite sont déterminées avec un niveau de précision correspondant au Kilowatt. Les règles d'arrondi décrites dans l'Article 2.13.1 sont applicables.

Les valeurs de Puissance Souscrite sont calculées mensuellement par le GRD sur le réseau duquel sont raccordés des Sites de Soutirage constitutifs de l'EDA Soutirage Profilée.

Le GRD Notifie à RTE conformément aux Règles SI, cinq (5) Jours Ouvrés avant la fin de chaque Mois M, la Puissance Souscrite par Fournisseur et par Barème Forfaitaire.

4.2.2.4.3.2 Calcul par RTE de la Clé de Répartition par Fournisseur et par Barème Forfaitaire

La clé de répartition associée au Fournisseur K et au Barème Forfaitaire L est calculée comme suit sur la base des Puissances Souscrites calculées à la maille du GRD, associées au Fournisseur K et au Barème Forfaitaire L pour les sites composant l'EDA Soutirage Profilée et transmises par les GRD conformément au 4.2.2.4.3.1 :

$$\text{Clé Répartition}_{[\text{Fournisseur K, Barème Forfaitaire L}],\ \text{EDA J}} = \sum_{\text{GRD composant l'EDA J}} [\text{Puissance Souscrite}_{[\text{Fournisseur K, Barème Forfaitaire L}],\ \text{GRD I, EDA J}}] \ / \ \sum_{\text{Sites S} \in \text{ EDA J sites de l'EDA J}} [\text{Puissance Souscrite}]$$

La Clé de Répartition par Fournisseur et par Barème Forfaitaire est déterminée avec un niveau de précision correspondant à sept décimales après la virgule. Les règles d'arrondi décrites dans l'Article 2.13.1 sont applicables.

La Clé de Répartition par Fournisseur et par Barème Forfaitaire est calculée mensuellement par RTE en fin de Mois M et applicable par RTE pour le Mois M+1.

4.2.2.4.4 *Méthode de calcul de la Clé de Répartition par Catégorie d'Effacement*

4.2.2.4.4.1 Calcul par le GRD de la Puissance Souscrite par Catégorie d'Effacement et transmission à RTE

Pour une EDA Soutirage Profilée J, la Puissance Souscrite à la maille du GRD I associée à la Catégorie d'Effacement C est calculée comme suit au premier Jour de chaque Mois M pour le Mois M+1 :

$$\text{Puissance Souscrite}_{[\text{Catégorie d'Effacement C}],\ \text{GRD I, EDA J}} = \sum_{\text{Site S} \in \text{ EDA J avec \{Catégorie d'Effacement C, GRD I\}}} \text{Puissance souscrite}$$

Les valeurs de Puissance Souscrite sont déterminées avec un niveau de précision correspondant au Kilowatt. Les règles d'arrondi décrites dans l'Article 2.13.1 sont applicables.

Les valeurs de Puissance Souscrite sont calculées mensuellement par le GRD sur le réseau duquel sont raccordés des Sites de Soutirage constitutifs de l'EDA Soutirage Profilée.

Le GRD Notifie à RTE conformément aux Règles SI, cinq (5) Jours Ouvrés avant la fin de chaque Mois M, la Puissance Souscrite par Catégorie d'Effacement.

4.2.2.4.4.2 Calcul par RTE de la Clé de Répartition par Catégorie d'Effacement

La clé de répartition associée à la Catégorie d'Effacement C est calculée comme suit sur la base des Puissances Souscrites calculées à la maille du GRD, associées à la Catégorie d'Effacement C pour les sites composant l'EDA Soutirage Profilée et transmises par les GRD conformément au 4.2.2.4.4.1 :

$$\text{Clé Répartition}_{[\text{Catégorie d'Effacement C}],\ \text{EDA J}} = \sum_{\text{GRD composant l'EDA J}} [\text{Puissance Souscrite}_{[\text{Catégorie d'Effacement C}],\ \text{GRD I, EDA J}}] \ / \ \sum_{\text{Sites S} \in \text{ EDA J sites de l'EDA J}} [\text{Puissance Souscrite}]$$

La Clé de Répartition par Catégorie d'Effacement est déterminée avec un niveau de précision correspondant à sept décimales après la virgule. Les règles d'arrondi décrites dans l'Article 2.13.1 sont applicables.

La Clé de Répartition par Catégorie d'Effacement est calculée mensuellement par RTE en fin de Mois M et applicable par RTE pour le Mois M+1.

4.2.3 Modalités et calendrier d'évolution du Périmètre d'Ajustement

RTE gère l'évolution des Périmètres d'Ajustement des Acteurs d'Ajustement.

La Capacité d'Ajustement de chaque EDA du Périmètre d'Ajustement est mise à jour mensuellement par Notification de l'Acteur d'Ajustement à RTE conformément aux Règles SI, six (6) Jours Ouvrés avant la fin de chaque Mois M pour le Mois M+1.

Le Facteur d'Impact par Poste Source associé à une EDA est le résultat de la concaténation, réalisée mensuellement par RTE, de la contribution de l'ensemble des GRD aux Réseaux desquels sont raccordés des Sites rattachés à cette EDA. En effet, chaque GRD Notifie à RTE, par EDA, la variation maximale de puissance de transit, à la hausse et à la baisse, que chaque Poste Source, relié à son Réseau et auquel sont raccordés des Sites rattachés à cette EDA, pourra subir lors d'un ajustement sur cette EDA. Cette Notification est faite, conformément aux Règles SI, cinq (5) Jours Ouvrés avant la fin de chaque Mois M.

Toute évolution d'un Périmètre d'Ajustement est subordonnée :

- à la Notification d'un nouveau document, correspondant à l'Annexe 8, par RTE à l'Acteur d'Ajustement. ;
- au respect des conditions décrites aux Articles 4.2.1 et 4.2.2.

Toute évolution apportée au Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement, visant à l'ajout ou au retrait d'un Site d'une EDA prend effet :

- le 1er jour du Mois M+1 si la Notification de la demande d'évolution du Périmètre d'Ajustement est reçue par le Gestionnaire de Réseau au moins dix (10) Jours Ouvrés avant la fin du Mois M ;
- le 1er Jour du Mois M+2 si la Notification de la demande d'évolution du Périmètre d'Ajustement est reçue moins de dix (10) Jours Ouvrés avant la fin du Mois M.

Toute Notification relative à l'évolution du Périmètre d'Ajustement effectuée entre :

- RTE et l'Acteur d'Ajustement doit être adressée aux interlocuteurs désignés à l'Annexe 3 ;
- le GRD et l'Acteur d'Ajustement doit être adressée aux interlocuteurs indiqués par RTE ;
- RTE et un GRD doit être adressée aux interlocuteurs désignés respectivement par RTE et le GRD à l'Article 3 de l'Annexe 11.

4.3 Préparation d'une Offre d'Ajustement

4.3.1 Constitution d'une Offre d'Ajustement

4.3.1.1 *Caractéristiques d'une Offre d'Ajustement*

4.3.1.1.1 *Caractéristiques génériques*

Pour chacune des EDA comprises dans son Périmètre d'Ajustement, l'Acteur d'Ajustement peut Soumettre, par Journée, une Offre à la Hausse et/ou une Offre à la Baisse sur chaque Plage de Prix.

Toute Offre d'Ajustement contient des caractéristiques de base, associées à un prix pour une Plage de Prix, détaillées ci-dessous et des Conditions d'Utilisation des Offres détaillées à l'Article 4.3.1.3 et le cas échéant à l'Article 4.3.1.1.2.

Les caractéristiques de base d'une Offre d'Ajustement dont le format exact doit être conforme aux messages spécifiés dans les Règles SI, sont transmises via l'Application dédiée et doivent nécessairement contenir les informations suivantes :

- EDA à laquelle l'Offre est associée ;
- Journée ;
- Période de Validité ;
- Sens de l'Offre (à la Hausse ou à la Baisse) ;
- Prix d'Offre exprimé en euros par mégawattheure (€/MWh).

Dans le cas d'une Offre à la Hausse, le Prix d'Offre sera utilisé pour établir la rémunération versée par RTE à l'Acteur d'Ajustement en compensation d'une Activation de l'Offre. Le Prix d'Offre d'une Offre à la Hausse doit être supérieur à zéro.

Le Prix d'Offre d'une Offre à la Baisse peut être nul, positif ou négatif. Dans le cas d'une Offre à la Baisse avec un prix positif ou nul, le Prix d'Offre sera utilisé pour établir la rémunération versée par l'Acteur d'Ajustement à RTE en contrepartie d'une Activation de l'Offre. Dans le cas d'une Offre à la Baisse avec un prix négatif, la valeur absolue du Prix d'Offre sera utilisée pour établir la rémunération versée par RTE à l'Acteur d'Ajustement en contrepartie d'une Activation de l'Offre.

4.3.1.1.2 *Caractéristiques optionnelles pour les EDA constituées de groupes thermiques*

Un Acteur d'Ajustement disposant d'une ou plusieurs EDA constituée(s) de GDP thermiques dont la Puissance Nominale précisée dans le Périmètre d'Ajustement est supérieure ou égale à 10 MW et dont le Programme d'Appel est égal à zéro sur tout ou partie de J, peut remettre des Offres de Démarrage pour les Offres à la Hausse.

Une Offre de Démarrage est une Offre à la Hausse dont la mise en œuvre entraîne le démarrage, non prévu dans le Programme d'Appel, d'un ou plusieurs GDP thermiques.

L'Acteur d'Ajustement peut proposer, pour une EDA donnée, une Offre de Démarrage dont la Période de Validité est [00H00 ; 24H00[.

Les conditions financières attachées à une Offre de Démarrage sont précisées à l'Article 4.6.1.1.3.

Lorsqu'une Offre de Démarrage est Activée lors d'une journée J et que l'Activation se poursuit sur la journée J+1, l'énergie d'activation du démarrage correspond à l'énergie totale Activée sur les journées J et J+1.

En outre, ces EDA doivent faire l'objet simultanément d'Offres à la Hausse et d'Offres à la Baisse qui sont utilisées par RTE pour tous les Ordres d'Ajustement qui ne génèrent pas de démarrage de GDP (par exemple, anticipation ou retard d'arrêt ou de démarrage, modulation de puissance).

4.3.1.2 *Typologie des Offres d'Ajustement*

Les Offres d'Ajustement se répartissent en 2 types : les Offres implicites et les Offres explicites.

4.3.1.2.1 *Les Offres implicites*

Ces Offres émanent des EDA Injection RPT ou RPD, lorsqu'elles sont composées exclusivement d'EDP toutes rattachées à un Périmètre de Programmation, en application des dispositions de l'Article 3.

Conformément à l'article L.321-13 du Code de l'énergie, le Responsable de Programmation met à la disposition de RTE sur le Mécanisme d'Ajustement la totalité de la puissance non utilisée techniquement disponible raccordée au RPT.

Tout ou partie de la puissance non utilisée techniquement disponible d'une EDP peut ne pas être mise à disposition selon les modalités précitées dans les cas énumérés ci-après :

- cas limitativement énumérés ci-dessous dans lesquels les Offres ne portent pas sur la totalité de la puissance disponible :
  - complément de puissance obtenu par modification temporaire de combustible,
  - opération de maintenance légère interruptible ou pouvant être décalée,
  - essai technique interruptible ou pouvant être décalé,
  - augmentation de puissance entraînant un déversement hydraulique ;
- cas dans lesquels des conditions restrictives s'imposent à l'Acteur d'Ajustement :
  - restrictions d'ordre légal ou réglementaire,
  - restrictions environnementales ;
- EDP déclarées en opération de maintenance ou en essai technique, ne pouvant être interrompu ou décalé ;
- EDP non constitutives d'EDA.

En revanche, cette puissance disponible peut être mobilisée par RTE, en cas d'insuffisance d'Offres sur le Mécanisme d'Ajustement, selon les modalités particulières définies à l'Article 4.4.2.4.3.

Les Conditions d'Utilisation des Offres implicites d'une EDA Injection RPT ou RPD sont définies à l'Article 4.3.1.3.2.

4.3.1.2.2 *Les Offres explicites*

Ces Offres émanent de toutes les EDA à l'exception des EDA Injection RPT.

4.3.1.2.2.1 Les Offres explicites formulées par des GRT

RTE peut conclure un contrat d'échanges d'énergie d'ajustement avec un GRT auquel le réseau de RTE est interconnecté et assurant une mission de gestion de l'équilibre offre-demande pour le système électrique dont il est en charge. Ce contrat permet au système voisin (GRT offreur) de mettre à disposition de RTE (GRT receveur) des possibilités d'ajustement, livrables via l'interconnexion, et réciproquement de RTE (GRT offreur dans ce cas) vers le système voisin (GRT receveur dans ce cas).

Ces possibilités d'ajustement sont formulées par le GRT offreur sous la forme d'offres standardisées, lorsqu'il dispose de marges suffisantes. Ces Offres sont définies sur la base d'une part des Offres d'Ajustement dont dispose le GRT offreur dans le cadre des dispositions locales régissant la mise à disposition de moyens d'équilibrage et, d'autre part, des conditions prévisionnelles de l'équilibre du système électrique.

En tant que GRT offreur, RTE formule ces Offres en utilisant les Offres normales remises sur le Mécanisme d'Ajustement, sur des EDA de type : Injection, Soutirage Télérelevée ou Point d'Echange.

La description des caractéristiques standardisées des offres formulées par RTE et la méthode de détermination des prix de ces offres sont publiées sur le Site Internet de RTE.

En tant que GRT receveur, les offres reçues par RTE dans le cadre de ces contrats sont traitées dans le Mécanisme d'Ajustement au même titre que les Offres d'Ajustement formulées par les Acteurs d'Ajustement, pour l'ensemble des dispositions décrites aux Articles 4.5 et 4.6 ainsi qu'à l'Article 5.

Ces offres ne peuvent être activées par le GRT receveur, en accord avec le GRT offreur, que dans la mesure où une capacité résiduelle suffisante est disponible sur l'interconnexion.

4.3.1.3 *Conditions d'Utilisation de l'Offre*

4.3.1.3.1 *Principe général*

Les Conditions d'Utilisation des Offres permettent à l'Acteur d'Ajustement de spécifier un certain nombre de paramètres que RTE s'engage à respecter dans l'utilisation des Offres formulées.

4.3.1.3.2 *Conditions d'Utilisation des Offres implicites*

Le format ainsi que les modalités de transmission des Conditions d'Utilisation des Offres doivent être conformes aux messages spécifiés dans les Règles SI. Ce sont les mêmes Conditions d'Utilisation des Offres qui s'appliquent pour toutes les Offres de même sens sur une EDA et une Journée donnée, à l'exception des Offres de Démarrage visées à l'Article 4.3.1.1.2. Les Conditions d'Utilisation des Offres mentionnent les informations énumérées ci-après :

- Chronique au Pas Demi-Horaire de Puissance Maximale Disponible dans le cas d'une Offre à la Hausse ; et
- Chronique au Pas Demi-Horaire de Puissance Minimale dans le cas d'une Offre à la Baisse ; et
- Réserve Primaire maximale et Réserve Secondaire maximale aux différents points de fonctionnement. Les points de fonctionnement ainsi que les contributions aux Réserves Primaire et Secondaire sont déterminés conformément à l'Annexe 12 ; et
- Durée Minimale d'Utilisation. Cette durée devra au moins être égale au Pas de Mesure des Installations de Comptage ; et

- Energie maximale ; et
- Chronique au Pas Demi-Horaire de Délai de Préparation. Ce délai est représentatif de contraintes d'ordre technique ou opérationnel explicitées dans les conventions techniques. Ces contraintes sont auditables par RTE ; et
- le gradient, égal au Gradient à la Hausse (respectivement Gradient à la Baisse) lorsque la puissance de l'EDP augmente (respectivement lorsque la puissance de l'EDP diminue).

Grâce aux informations énumérées ci-dessus, RTE détermine une Condition d'Utilisation des Offres implicites supplémentaire : le Délai de Mobilisation.

Ce dernier est calculé à partir du Délai de Préparation de l'Offre, du gradient et de la différence entre la puissance de consigne définie dans l'Ordre d'Ajustement et celle définie dans le Programme de Marche de l'EDA, selon la formule ci-dessous :

$$DMO = DP + \frac{Puissance\ de\ consigne\ de\ l'Ordre\ d'Ajustement - Puissance\ du\ Programme\ de\ marche\ avant\ cet\ Ordre}{gradient}$$

4.3.1.3.3 *Conditions d'Utilisation des Offres explicites*

Le format ainsi que les modalités de transmission des Conditions d'Utilisation des Offres doivent être conformes aux messages spécifiés dans les Règles SI. Ce sont les mêmes Conditions d'Utilisation des Offres qui s'appliquent pour toutes les Offres de même sens sur une EDA et une Journée donnée.

Pour chaque Offre, les données suivantes sont transmises :

- Chronique de puissance au Pas Demi-Horaire maximale offerte ;
- Chronique de puissance au Pas Demi-Horaire minimale offerte ;
- Durée d'Utilisation Minimale. Cette durée devra au moins être égale au Pas de Mesure des Installations de Comptage ;
- Durée d'Utilisation Maximale ;
- Energie maximale ;
- Chronique de Délai de Mobilisation ;
- Nombre maximal d'Activations par Journée ;
- Conditions particulières d'utilisation de l'Offre :
  - paliers des puissances offertes,
  - délai de Neutralisation entre Activation.

En outre, les Conditions d'Utilisation des Offres des EDA de type Point d'Echange doivent respecter les conditions suivantes :

- les Chroniques de puissance maximale et minimale offerte doivent présenter des valeurs constantes sur chaque Pas de programmation de l'Interconnexion ;
- le Délai de Mobilisation doit être supérieur ou égal à 30 minutes.

4.3.1.4 *Calcul de la Puissance Maximale Offerte*

4.3.1.4.1 *Condition relative à la Puissance Maximale Offerte*

La Puissance Offerte à la Hausse ou à la Baisse telle que calculée aux Articles 4.3.1.4.2 et 4.3.1.4.3 doit être un entier supérieur ou égal à 10 MW. Dans le cas contraire, l'Offre est considérée comme nulle.

A une date D Notifiée trois mois à l'avance aux Acteurs d'Ajustement par RTE, cinq EDA identifiées lors de leur création auront la possibilité de faire des Offres explicites dont la Puissance Maximale Offerte est un entier inférieur à 10 MW et supérieur ou égal à 1 MW. Les Offres formulées par ces EDA devront disposer d'un Délai de Mobilisation strictement supérieur à 30 minutes.

Dans la situation où plus de cinq demandes de création d'EDA, ayant la possibilité de formuler des Offres Explicites dont la Puissance Maximale Offferte est inférieure à 10 MW et supérieure ou égale à 1 MW, seraient soumises par les Acteurs d'Ajustement, leur attribution aux Acteurs d'Ajustement se fera en respectant les principes suivants, par ordre de priorité :

- l'application du principe du « premier arrivé, premier servi » ;
- l'attribution d'un nombre identique d'EDA pour chaque Acteur d'Ajustement ayant demandé la création d'une ou plusieurs EDA ;
- l'attribution prioritaire aux Acteurs d'Ajustement dont l'activité sur le Mécanisme d'Ajustement est, en mégawattheure, la plus faible lors de l'année 2013.

Six mois après la date D, RTE pourra réviser à la hausse le nombre des EDA ayant la possibilité de formuler des Offres explicites dont la Puissance Maximale Offferte est inférieure à 10 MW et supérieure ou égale à 1 MW.

Douze mois après la date D, toutes les EDA pourront soumettre des Offres explicites avec une Puissance Maximale Offerte inférieure à 10 MW et supérieure ou égale à 1 MW.

4.3.1.4.2 *Puissance Maximale Offerte dans le cas des Offres implicites*

4.3.1.4.2.1 Puissance Maximale Offerte à la Hausse

La Puissance Maximale Offerte à la Hausse par Pas Demi-Horaire est la différence entre la Puissance Maximale Disponible et la valeur du Programme d'Appel, dans le respect des conditions définies à l'Article 3 et les Conditions d'Utilisation de l'Offre, calculée en MW.

Pour une EDA sur laquelle une Offre d'Ajustement est en cours d'Activation, la Puissance Maximale Offerte à la Hausse par Pas Demi-Horaire est la différence entre la Puissance Maximale Disponible et la valeur du Programme de Marche dans le respect des conditions définies à l'Article 3 et des Conditions d'Utilisation de l'Offre, calculée en MW.

4.3.1.4.2.2 Puissance Maximale Offerte à la Baisse

La Puissance Maximale Offerte à la Baisse par Pas Demi-Horaire est la différence entre la valeur du Programme d'Appel et la Puissance Minimale dans le respect des conditions définies à l'Article 3 et des Conditions d'Utilisation de l'Offre, calculée en MW. Sauf disposition contraire dans les Conditions d'Utilisation de l'Offre, la Puissance Minimale est égale à zéro.

Pour une EDA sur laquelle une Offre d'Ajustement est en cours d'Activation, la Puissance Maximale Offerte à la Baisse par Pas Demi-Horaire est la différence entre la valeur du Programme de Marche et le la Puissance Minimale dans le respect des conditions définies à l'Article 3 et des Conditions d'Utilisation de l'Offre, calculée en MW.

4.3.1.4.3 *Puissance Maximale Offerte dans le cas des Offres explicites*

4.3.1.4.3.1 Puissance Maximale Offerte à la Hausse

L'Acteur d'Ajustement remet à RTE la Puissance Maximale Offerte à la Hausse par Pas Demi-Horaire au moyen de sa déclaration des Conditions d'Utilisation de l'Offre. RTE peut solliciter toute valeur entière de puissance comprise entre la valeur de la Chronique de puissance minimale et la valeur de la Chronique de puissance maximale compatible avec l'ensemble des Conditions d'Utilisation de l'Offre.

4.3.1.4.3.2 Puissance Maximale Offerte à la Baisse

L'Acteur d'Ajustement remet à RTE la Puissance Maximale Offerte à la Baisse par Pas Demi-Horaire au moyen de sa déclaration des Conditions d'Utilisation de l'Offre. RTE peut solliciter toute valeur entière de puissance comprise entre la valeur de la Chronique puissance minimale et la valeur de la Chronique puissance maximale compatible avec l'ensemble des Conditions d'Utilisation de l'Offre.

4.3.2 Soumission d'une Offre d'Ajustement

4.3.2.1 *Mécanisme des Guichets*

A chaque Journée J correspondent 25 Guichets décrits ci-après :

- 1 Guichet initial en J-1 à l'Heure Limite d'Accès au Réseau ;
- 24 Guichets infra-journaliers positionnés à chaque heure ronde. Le premier Guichet infra-journalier pour le jour J est le guichet de 23h en J-1.

Les jours de changement d'heure (passage de l'heure d'hiver à l'heure d'été et vice-versa), le Guichet de 2H00 n'est pas ouvert.

Pour une Journée J, l'Acteur d'Ajustement peut Soumettre ses premières Offres à partir de 00H00 en J-7.

Pour une Journée J :

- les Offres Soumises avant l'Heure Limite d'Accès au Réseau de la journée J-1 sont Prises en Compte au Guichet initial en J-1 ;
- les Offres Soumises après l'Heure Limite d'Accès au Réseau de la journée J-1 sont Prises en Compte au premier Guichet qui suit leur Soumission.

4.3.2.2 *Soumission*

La Soumission peut concerner une Offre nouvelle, une Modification d'Offre ou un Retrait d'Offre.

4.3.2.2.1 *Soumission d'une Offre nouvelle*

L'Acteur d'Ajustement soumet une Offre en transmettant l'ensemble des éléments mentionnés à l'Article 4.3.1.

Lorsqu'un Site de Soutirage est rattaché à la fois à une Entité d'Effacement et à une EDA, l'Acteur d'Ajustement, en tant qu'Opérateur d'Effacement, s'engage, sur un même Pas Demi-Horaire, à ne pas déclarer de Programme d'Effacement sur le Mécanisme de valorisation des effacements au service du marché et à soumettre une Offre d'Ajustement sur le Mécanisme d'Ajustement.

4.3.2.2.2 *Modification d'Offre*

L'Acteur d'Ajustement peut Modifier les éléments constitutifs d'une Offre Prise en Compte à un Guichet précédent comme indiqué ci-après :

- une Modification du Prix d'Offre est Soumise via l'Application dédiée SYGA conformément au format des messages et aux modalités de transmission décrites dans les Règles SI ;
- une Modification des Conditions d'Utilisation des Offres est Soumise :
  - pour les Offres implicites, conformément aux conventions techniques existantes et aux Règles SI,
  - pour les Offres explicites, conformément aux Règles SI ;
- une Modification de la Puissance Offerte est Soumise :
  - pour les Offres implicites, conformément aux dispositions de modification des programmes en infrajournalier qui sont explicitées dans l'Article 3,
  - pour les Offres explicites, au travers d'une modification des Conditions d'Utilisation des Offres conformément aux messages spécifiés dans les Règles SI.

4.3.2.2.3 *Retrait d'Offre*

L'Acteur d'Ajustement peut Retirer une Offre Soumise à un Guichet précédent via l'Application dédiée SYGA conformément au format des messages et aux modalités de transmission décrites dans les Règles SI.

4.3.2.3 *Prise en Compte et Refus*

Chaque Guichet marque le traitement par RTE des nouvelles Offres, des Modifications d'Offres et des Retraits d'Offres Soumises depuis le Guichet précédent.

Les Offres Soumises et conformes aux Règles sont Prises en Compte. Les Offres Soumises non conformes sont refusées. Toute Offre Prise en Compte est susceptible d'être Appelée par RTE.

4.3.2.3.1 *Nouvelles Offres*

Une nouvelle Offre Soumise est Prise en Compte à un Guichet si la Période de Validité de l'Offre commence sur une Plage de Prix postérieure à l'expiration du Délai de Neutralisation.

4.3.2.3.2 *Modifications d'Offres*

Une Modification de prix est Prise en Compte, à la double condition :

- qu'elle porte sur une Offre non Appelée à l'Heure du Guichet ;

- qu'elle concerne une Plage de Prix postérieure à l'expiration du Délai de Neutralisation.

Lorsqu'une Modification du Prix d'Offre est Prise en Compte à un Guichet, les Ordres d'Ajustement décidés après le Guichet se rapportent :

- au Prix d'Offre précédant le Guichet sur la période située avant l'expiration du Délai de Neutralisation ;
- au Prix d'Offre Modifié sur la période située après l'expiration du Délai de Neutralisation.

La Modification des Conditions d'Utilisation d'une Offre est Prise en Compte, après application d'un Délai de Neutralisation, à condition que les paramètres modifiés ne remettent pas en cause un Ordre d'Ajustement émis par RTE avant le Guichet.

La Modification du Délai de Mobilisation d'une Offre doit être motivée par une justification technique, qui devra être jointe à la nouvelle valeur du Délai de Mobilisation transmise à RTE.

La Modification du Délai de Mobilisation d'une Offre est Prise en Compte dès réception de la Modification et de la justification technique, sans confirmation en retour de la part de RTE. En l'absence de justification technique, la Modification est refusée.

Un contrôle a posteriori de la légitimité de la justification technique pourra être réalisé par RTE.

Les valeurs Modifiées des paramètres « Durée d'Utilisation Minimale, Durée d'Utilisation Maximale, Energie Maximale, Nombre Maximal d'Activations » sont utilisées par RTE pour toutes les Offres Activées après le Délai de Neutralisation.

La Modification des paramètres « Puissance Maximale Disponible, Puissance Minimale et Réserve Primaire et Secondaire » est Soumise au moyen des Redéclarations des paramètres similaires de contraintes techniques déclarées à l'Article 3 et traitées selon les règles de cet Article.

4.3.2.3.3 *Retrait d'Offres*

Un Retrait d'Offre est Pris en Compte, à la double condition :

- qu'il concerne une Offre non Appelée à l'Heure du Guichet ;
- qu'il concerne une Plage de Prix postérieure à l'expiration du Délai de Neutralisation.

Un Retrait d'Offre remettant en cause un Ordre d'Ajustement précédemment émis par RTE est refusé.

Lorsqu'un Retrait d'Offre est Pris en Compte à un Guichet, aucun Ordre d'Ajustement portant sur une période postérieure à l'expiration du Délai de Neutralisation ne peut être émis sur cette Offre après le Guichet.

4.3.2.3.4 *Gestion des Offres de Démarrage*

Dans le cas particulier d'une Offre de Démarrage, une Modification de Prix d'Offre ou un Retrait d'Offre est Pris en Compte, si l'Offre de Démarrage rattachée à l'EDA n'est pas Activée à l'Heure du Guichet.

4.4 Utilisation des Offres d'Ajustement par RTE

4.4.1 Classement des Offres

4.4.1.1 *Principe fondé sur la préséance économique*

Pour tout besoin de type Equilibre P=C, RTE classe, en J-1 et en J, l'ensemble des Offres Prises en Compte par ordre croissant (pour les Offres à la Hausse) et par ordre décroissant (pour les Offres à la Baisse) de leurs Prix d'Offre et Appelle des Offres en fonction de leurs Prix d'Offre, de leurs Conditions d'Utilisation des Offres (telles que notamment Délai de Mobilisation, Durée Minimale d'Utilisation) et des contraintes techniques et :

- si, en J, à chaque Guichet, parmi les nouvelles Offres et les Offres Modifiées, certaines sont économiquement mieux placées que des Offres Appelées, RTE Désactive tout ou partie des Offres Appelées et les remplace par des nouvelles Offres afin d'assurer la préséance économique ;
- en cas d'inversion de tendance, c'est-à-dire de passage de besoins d'Ajustement à la Hausse à des besoins d'Ajustement à la Baisse ou vice versa, RTE Annule les Ordres et/ou Désactive d'abord les Offres Appelées de la tendance précédente, puis Appelle des Offres de la nouvelle tendance.

Les Offres de Démarrage définies à l'Article 4.3.1.1.2 sont prises en compte pour le classement des Offres de façon à intégrer dans le Prix effectif par mégawattheure (MWh) le Forfait de Démarrage sur la base d'un appel minimal de l'Offre de Démarrage, soit la puissance minimale P_{min} pendant la Durée Minimale d'Utilisation DO_{min}.

Le Prix retenu pour le classement de ces Offres s'établit donc comme suit :

$$\text{Prix effectif par MWh} = \text{Prix d'Offre hors Forfait de Démarrage} + \frac{\text{Forfait de Démarrage}}{P_{min} * DO_{min}}$$

4.4.1.2 *Gestion des changements de Plages de Prix*

RTE établit, pour chaque Plage de Prix, une liste d'Offres classées suivant l'ordre de préséance économique.

4.4.1.2.1 *Appel des Offres pour un besoin d'ajustement concernant deux Plages de Prix consécutives*

Pour les ajustements hors contrainte de temps :

- lorsque le besoin d'ajustement concerne deux Plages de Prix consécutives, dont plus d'une demi-heure sur la première Plage, RTE utilise les Offres suivant l'ordre de préséance économique de la première Plage de Prix ;
- lorsque le besoin d'ajustement concerne deux Plages de Prix consécutives, dont moins d'une demi-heure sur la première Plage, RTE utilise les Offres suivant l'ordre de préséance économique de la deuxième Plage de Prix.

4.4.1.2.2 *Gestion des temps de transition entre Plages de Prix*

Parmi les EDA pour lesquelles RTE a Appelé une Offre sur la Plage de Prix courante sans préciser l'Instant de Désactivation, RTE identifie :

- celles pour lesquelles il n'existe pas d'Offre sur la Plage de Prix suivante ;
- celles dont les Offres deviennent hors préséance économique sur la Plage de Prix suivante.

Avant la fin de la Plage de Prix courante, RTE Désactive les Offres des EDA pour lesquelles il n'existe pas d'Offres sur la Plage de Prix suivante.

RTE procède, dans le respect des Conditions d'Utilisation des Offres, à la Désactivation des Offres hors préséance et à l'Appel de nouvelles Offres en préséance, en fonction de la dynamique du système électrique.

Afin de maintenir le réglage de la fréquence dans des plages normales, RTE peut anticiper l'Appel des nouvelles Offres et/ou retarder la Désactivation des Offres hors préséance, respectivement au maximum une demi-heure avant et/ou une demi-heure après l'Heure de début de la nouvelle Plage de Prix.

4.4.1.3 *Préséance économique sur un nombre restreint d'Offres*

4.4.1.3.1 *Congestion et reconstitution des Services Système ou des marges*

En vue de résoudre une Congestion, de reconstituer les marges ou de reconstituer en temps réel des Services Système, RTE interclasse les Offres en fonction de leur préséance économique sur la base d'un sous-ensemble limité d'EDA pouvant répondre à ces situations.

4.4.1.3.2 *Offres générant ou aggravant des Congestions*

La nécessité de ne pas créer ou aggraver de Congestions peut conduire RTE à écarter temporairement, en tout ou partie, certaines Offres.

Ainsi, si une Offre arrivant en préséance économique est susceptible de provoquer ou d'aggraver une Congestion, RTE renonce à l'Appeler et passe aux Offres suivantes dans l'ordre de préséance.

4.4.1.3.3 *Ajustement sous contrainte de temps*

Les contraintes inhérentes à l'exploitation du système électrique peuvent imposer à RTE de recourir à la Réserve Rapide Tertiaire constituée par les seules EDA pouvant effectuer une augmentation de l'Injection ou une diminution du Soutirage en moins de 15 minutes.

En pareil cas, RTE interclasse les Offres en fonction de leur préséance économique sur la base d'un sous-ensemble limité d'EDA répondant à ce critère.

4.4.1.3.4 *Contraintes de capacités sur les Interconnexions*

Les contraintes de capacités sur les interconnexions peuvent conduire RTE à écarter temporairement, en tout ou partie, certaines Offres d'Ajustement correspondant à des EDA Point d'Echange. Pour une Interconnexion donnée, RTE accepte, par ordre de priorité, les Transactions au titre d'un Accord de Participation pour des Exportations et des Importations, puis l'Offre d'Ajustement, sous réserve de l'existence de capacités résiduelles suffisantes.

Ainsi, RTE est susceptible de ne pas Appeler une Offre arrivant en préséance économique dès lors que ces capacités résiduelles sur l'Interconnexion sont insuffisantes.

4.4.1.4 *Cas d'exclusion de la préséance économique pour contraintes du Système*

RTE peut être amené, pour les raisons énumérées ci-après liées à la Sûreté du Réseau, à exclure partiellement ou totalement de la préséance économique des Offres d'Ajustement au motif de conserver ces ressources en vue de répondre à un besoin particulier :

- traitement de Congestions ;
- Services Système ;
- reconstitution de marges (Réserve Rapide Tertiaire et Réserve à Echéance).

Les Offres afférentes aux EDA participant à la Réserve Rapide et à la Réserve Complémentaire, notamment les EDA relevant des contrats de mise à disposition de Réserves Rapide et Complémentaire, peuvent être exclues par RTE de la liste des Offres classées en préséance économique afin de conserver la puissance et le stock suffisant de Réserves Rapide et Complémentaire nécessaires au Système.

Sur un même pas demi-horaire, RTE pourra être amené à limiter temporairement à 100 MW la puissance activée sur l'ensemble formé par les EDA pour lesquelles la Puissance Maximale Offerte est inférieure à 10 MW.

En cas d'indisponibilité du Dispositif Technique TAO, les contraintes temporelles relatives aux passage des Ordres d'Ajustement par téléphone peuvent conduire RTE à limiter le nombre de Receveurs d'Ordre appelés pour les Ajustement sur une même plage temporelle.

Le système de traçabilité de RTE permet d'expliciter la motivation de tous les cas d'exclusion.

4.4.2 Appel des Offres par RTE

4.4.2.1 *Motifs de l'ajustement*

RTE Appelle des Offres d'Ajustement pour répondre à l'un des Motifs exposés ci-après.

4.4.2.1.1 *Gestion de l'Equilibre P=C*

Il s'agit d'ajustements à la hausse ou à la baisse destinés à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Ces ajustements répondent aux besoins suivants :

- écart constaté en temps réel ou estimation prévisionnelle d'un écart entre l'offre et la demande ;
- compensation des ajustements réalisés pour traiter une Congestion ou reconstituer les Services Système ou les Marges.

Hors situations exceptionnelles de l'exploitation, RTE ne procède pas à l'Appel des Offres d'Ajustement en J-1 pour la gestion de l'Equilibre P=C. Néanmoins, RTE peut Activer des Offres d'EDA Point d'Echange dès le J-1 pour cause P=C lorsque cela contribue à diminuer les coûts d'ajustement. Cette possibilité est limitée aux frontières pour lesquelles l'accès en infra-journalier est inopérant. Elle est supprimée dès que l'accès en infra-journalier est établi.

4.4.2.1.2 *Reconstitution des Services Système*

Il s'agit d'ajustements réalisés à la Hausse ou à la Baisse pour reconstituer les minima requis en Réserves Primaire et Secondaire. Ces ajustements sont réalisés sur un nombre restreint d'Offres (celles qui correspondent à des EDA ayant la capacité technique de fournir de la Réserve Secondaire et/ou Primaire).

Hors situations exceptionnelles de l'exploitation, RTE ne procède pas à l'Appel des Offres d'Ajustement en J-1 pour la reconstitution des Services Système.

4.4.2.1.3 *Reconstitution de Marges*

Il s'agit d'ajustements à la hausse ou à la baisse réalisés pour reconstituer les minima requis en Marge à Echéance et Réserve Rapide. Ces ajustements qui visent à augmenter les volumes disponibles sont réalisés sur des EDA dont les Conditions d'Utilisation et contraintes techniques sont compatibles avec le besoin (Délai de Mobilisation de l'Offre, Energie maximale).

4.4.2.1.4 *Traitement des Congestions*

Pour résoudre les Congestions, RTE réalise des ajustements à partir des Offres dont la mise en œuvre est susceptible de réduire le flux physique sur le ou les ouvrages affectés par la Congestion.

4.4.2.2 *Respect des Conditions d'Utilisation de l'Offre*

Au moment de l'émission de l'Ordre et sous réserve des dispositions de l'Article 4.6.1.1.5, RTE respecte les Conditions d'Utilisation des Offres qui sont décrites à l'Article 4.3.1.3, sauf en cas de fonctionnement en mode dégradé tel que défini à l'Article 4.4.2.4.

Pour les EDA Injection RPT, RTE respecte, en outre, les contraintes techniques déclarées au titre de la Programmation, conformément à l'Article 3.2.2.

Si un Ordre d'Ajustement rend nécessaire une adaptation de programme pour respecter des contraintes techniques ou des Conditions d'Utilisation des Offres connues de RTE et rappelées par le Receveur d'Ordre au moment de la transmission de l'Ordre d'Ajustement, alors cette adaptation de programme est traitée sous forme d'ajustement.

Le Receveur d'Ordre alerte RTE dans les meilleurs délais lorsqu'il constate que les Ordres d'Ajustement ne respectent pas les Conditions d'Utilisation des Offres ou les contraintes techniques déclarées au titre de la Programmation.

4.4.2.3 *Modalités d'Appel : envoi d'un Ordre d'Ajustement*

RTE Appelle une Offre d'Ajustement au plus tôt une Heure avant le début du Délai de Mobilisation de l'Offre.

Pour Appeler une Offre, Annuler un Ordre ou Désactiver une Offre :

- avant une date E Notifiée six mois à l'avance aux Participants, RTE transmet par téléphone un Ordre d'Ajustement au Receveur d'Ordre dont le nom et les coordonnées sont indiquées pour chaque EDA dans le Périmètre d'Ajustement ;

- après une date E Notifiée six mois à l'avance aux Participants, RTE transmet par le Dispositif Technique TAO, un Ordre d'Ajustement au Receveur d'Ordre dont le nom et les coordonnées sont indiquées pour chaque EDA dans le Périmètre d'Ajustement.

Les EDA qui ont la possibilité de faire des Offres Explicites dont la Puissance Maximale Offerte est un entier inférieur à 10 MW et supérieur ou égal à 1 MW suivent un régime particulier. En effet, dès la création de telles EDA, RTE transmet par le Dispositif Technique TAO, les Ordres d'Ajustement concernant ces EDA au Receveur d'Ordre dont le nom et les coordonnées sont indiquées pour chaque EDA dans le Périmètre d'Ajustement.

En cas d'indisponibilité du Dispositif Technique TAO et pour les seules EDA dont la puissance Maximale Offerte est supérieure ou égale à 10 MW, RTE transmet par téléphone les Ordres d'Ajustement au Receveur d'Ordre dont le nom et les coordonnées sont indiquées pour chaque EDA dans le Périmètre d'Ajustement.

RTE indique au Receveur d'Ordre :

- le nouveau point de consigne de l'EDA ou la puissance sollicitée ; et
- l'Instant d'Activation et l'Instant de Désactivation.

Dans le cas d'une EDA Point d'Echange, l'Instant d'Activation et l'Instant de Désactivation sont des Heures de début et fin de Pas de programmation de l'Interconnexion considérée.

RTE peut demander à l'Acteur d'Ajustement d'exécuter immédiatement, dans le respect des Conditions d'Utilisation de l'Offre, un Ordre d'Ajustement sans lui préciser l'Instant de Désactivation, lequel lui sera précisé ultérieurement.

Ces Ordres sont enregistrés par RTE, y compris lorsqu'ils sont passés par téléphone.

Par ailleurs, au plus tard à la fin de chacun des Pas Demi-Horaires, RTE envoie à l'Acteur d'Ajustement, au moyen de l'Application dédiée SYGA, une restitution informatique des Ordres d'Ajustement transmis par RTE au cours du Pas Demi-Horaire écoulé. Ces données comprennent les informations suivantes :

- n° de référence de l'Ordre d'Ajustement ;
- n° d'identifiant de l'EDA ;
- n° de référence de l'Offre concernée ;
- Sens de l'Offre ;
- Puissance en MW demandée ;
- Instant de début d'Ajustement ;
- Instant de fin d'Ajustement ;
- Motif de l'Ajustement.

Pour les EDA Injection raccordées au RPT, ces informations correspondent à la différence entre le Programme de Marche tracé par RTE au Pas 5 minutes et le Programme d'Appel tracé par RTE au Pas 5 minutes.

4.4.2.4 *Fonctionnement en cas d'insuffisance d'offres*

En cas d'insuffisance des Offres générant des risques pour la Sûreté, RTE peut mener deux types d'actions :

- envoi d'un message d'alerte ;
- passage en mode dégradé.

Le choix des Offres d'Ajustement fondé sur le respect de l'ordre de préséance économique est maintenu aussi longtemps que les Règles de Sûreté ne sont pas affectées et, si un passage en mode dégradé est nécessaire à un moment donné, le retour à un fonctionnement normal est opéré dès que possible.

4.4.2.4.1 *Critères de détection d'une insuffisance d'offres*

Les Offres d'Ajustement Soumises par les Acteurs via l'application SYGA (hors Offres Exceptionnelles) peuvent s'avérer insuffisantes, à une échéance donnée, pour traiter une Congestion ou pour traiter l'Equilibre P=C.

Les Offres d'Ajustement sont réputées insuffisantes pour traiter l'Equilibre P=C lorsque la Marge à Echéance est inférieure à la Marge Requise.

4.4.2.4.2 *Message d'alerte pour insuffisance d'Offres*

Si compte tenu de l'échéance, l'insuffisance d'Offres est susceptible d'être résolue au(x) Guichet(s) suivant(s), RTE envoie par télécopie aux Acteurs d'Ajustement un message d'alerte les invitant à Soumettre de nouvelles Offres via SYGA. Ce message fait l'objet d'un avis publié sur le Site Internet de RTE.

Le message d'alerte précise :

- le Sens du besoin d'ajustement (à la Hausse ou à la Baisse) ;
- les caractéristiques des Offres permettant de satisfaire ledit besoin ;
- les plages horaires de l'insuffisance d'Offres ;
- en J-1 avant 23H00 :
  - l'heure limite de Soumission des nouvelles Offres,
  - le Guichet mentionné dans le message d'alerte est le Guichet initial en J-1 : à titre dérogatoire, les nouvelles Offres Soumises à la suite de l'envoi du message d'alerte sont prises en compte de manière rétroactive au Guichet initial, sous réserve qu'elles soient conformes aux Règles SI et qu'elles soient Soumises avant l'heure limite indiquée dans le message d'alerte ;
- après 23H00 en J-1 et en J : le Guichet auquel sont prises en compte les nouvelles Offres correspond au Guichet infrajournalier suivant.

L'envoi du message d'alerte ne signifie pas que l'on passe en mode dégradé. En particulier, les nouvelles Offres reçues dans SYGA suite à ce message s'interclassent avec les Offres reçues précédemment et RTE les utilise dans le respect des Articles 4.4.1, 4.4.2 et 4.4.3.

4.4.2.4.3 *Passage en mode dégradé pour insuffisance d'offres*

Si l'échéance de l'insuffisance d'Offres est trop proche et, de ce fait, ne permet pas d'attendre le Guichet suivant, RTE décide du passage en mode dégradé.

En mode dégradé, l'exécution des Articles 4.3.2, 4.4.1, 4.4.2.1, 4.4.2.3, 4.4.3 et 4.6.1 est partiellement suspendue et il est fait application des dispositions ci-dessous.

4.4.2.4.3.1 Notification de passage en mode dégradé

RTE Notifie aux Acteurs d'Ajustement et aux Responsables de Programmation, le passage en mode dégradé. Cette Notification revêt, sauf cas d'extrême urgence, un caractère préalable et fait l'objet d'un avis publié sur le Site Internet de RTE.

Le Responsable de Programmation transmet à RTE, pour chaque EDP concernée, la puissance non utilisée techniquement disponible :

- pour les EDP constitutives d'EDA dans lesquelles les Offres ne portent pas sur la totalité de la puissance disponible, sous la forme d'Offres Complémentaires transmises et utilisées conformément à l'Article 4.4.2.4.3.2 ;
- pour les EDP constitutives d'EDA dans lesquelles des conditions restrictives s'imposent à l'Acteur d'Ajustement, sous la forme d'Offres Exceptionnelles transmises et utilisées conformément à l'Article 4.4.2.4.3.4 ;
- pour les EDP constitutives d'EDA déclarées en opération de maintenance ou en essai technique, ne pouvant être interrompu ou décalé et les EDP non constitutives d'EDA, sous la forme d'un couple {puissance ; durée} pouvant être sollicité au cours du mode dégradé, complété des éventuelles restrictions liées à l'utilisation de cette EDP. Ces informations sont transmises au plus tôt par télécopie à RTE par le Responsable de Programmation. RTE peut solliciter la puissance ainsi offerte dans les conditions exposées à l'Article 4.4.2.4.3.5.

S'agissant des EDP incluses dans une même vallée hydraulique, les informations pourront être transmises pour l'ensemble de la vallée.

Le passage à un fonctionnement en mode dégradé pour insuffisance d'offres ouvre à RTE les moyens d'action suivants.

4.4.2.4.3.2 Utilisation des Offres Complémentaires

La Notification prévue à l'Article 4.4.2.4.3.1 invite les Acteurs d'Ajustement à Soumettre des Offres Complémentaires. Elle précise le besoin rencontré par RTE (à la hausse ou à la baisse, sur toutes les EDA ou sur une liste d'EDA, plages horaires du besoin) et l'heure limite d'envoi des Offres Complémentaires.

Les Offres Complémentaires sont Soumises au plus tôt, par télécopie, aux destinataires mentionnés par RTE dans la Notification.

S'agissant des EDA composées des EDP visées à l'Article 4.3.1.2.1 :

- l'Acteur d'Ajustement Soumet des Offres Complémentaires pour la partie de la puissance non utilisée techniquement disponible qui n'est pas offerte via SYGA sur le Mécanisme d'Ajustement ;

- les Offres Complémentaires peuvent être Soumises dès l'Heure Limite d'Accès au Réseau. Dans ce cas, elles ne pourront ni être modifiées par l'Acteur d'Ajustement, ni être utilisées par RTE en dehors d'un mode dégradé pour insuffisance d'Offres.

Les Offres Complémentaires sont Prises en Compte et peuvent être Appelées immédiatement, sous réserve du respect de leurs Conditions d'Utilisation. Elles sont valorisées au Prix d'Offre indiqué dans la télécopie.

Les conditions financières des Offres Complémentaires portant sur un groupe thermique de plus de 10 MW peuvent comporter le cas échéant, outre le Prix d'Offre, un Forfait de Démarrage.

Elles sont interclassées avec les Offres Soumises par les Acteurs dans SYGA.

Elles ne peuvent être Appelées que pendant la durée du mode dégradé.

L'utilisation de ces Offres Complémentaires est mentionnée dans les fichiers mis à disposition des Acteurs d'Ajustement via SYGA, en application des dispositions de l'Article 4.6.1.2.

L'utilisation des Offres Complémentaires est prise en compte dans le calcul des indicateurs publiés en J+3 mentionnés à l'Article 4.8.1.1.

4.4.2.4.3.3 Mise en œuvre de contrats d'échange de réserve de secours entre RTE et d'autres GRT

Après épuisement des Offres prises en compte aux Guichets et des Offres Complémentaires, RTE peut mettre en œuvre des contrats d'échange de réserve de secours conclus avec d'autres GRT, visant à renforcer la sûreté du système électrique en situation dégradée.

L'utilisation de ces contrats d'échange de réserves de secours entre RTE et d'autres GRT suite à une sollicitation de RTE est prise en compte dans le calcul des indicateurs publiés en J+3 mentionnés à l'Article 4.8.1.1.

4.4.2.4.3.4 Utilisation des Offres Exceptionnelles

Le cas échéant et après épuisement des Offres prises en compte aux Guichets, des Offres Complémentaires et des possibilités d'échange de réserve dans le cadre de contrats avec d'autres GRT, RTE peut Appeler les Offres Exceptionnelles qui ont été Soumises par les Acteurs d'Ajustement en J-1 au Guichet initial conformément au message décrit dans les Règles SI.

L'utilisation par RTE des Offres Exceptionnelles est soumise aux règles dérogatoires décrites ci-après.

4.4.2.4.3.4.1 Valorisation des Offres Exceptionnelles

Le Prix d'Offre des Offres Exceptionnelles est mentionné dans le fichier des Conditions d'Utilisation des Offres qui concerne les Offres Exceptionnelles en application des dispositions définies dans les Règles SI et non via le fichier d'Offre de type SYGA.

Les conditions financières des Offres Exceptionnelles portant sur un groupe thermique de plus de 10 MW peuvent comporter le cas échéant, outre le Prix d'Offre, un Forfait de Démarrage.

Dans le cas d'une utilisation mixte d'une EDA (un ajustement en fonctionnement normal et un ajustement en mode dégradé), seul l'ajustement utilisé en mode dégradé est valorisé comme indiqué à l'alinéa précédent.

4.4.2.4.3.4.2 Prise en compte des Offres Exceptionnelles dans les indicateurs du Mécanisme d'Ajustement

L'utilisation des Offres Exceptionnelles est prise en compte dans le calcul des indicateurs publiés en J+3 mentionnés à l'Article 4.8.1.1.

4.4.2.4.3.5 Utilisation de moyens non offerts

Le cas échéant et après épuisement des Offres Exceptionnelles, RTE peut solliciter une EDA dont il connaît la disponibilité. Deux cas peuvent se présenter :

- aucune Offre n'a été Soumise pour cette EDA ou une Offre a été Soumise sans que son prix ait été spécifié ou l'EDA est déclarée en essai technique. Dans ce cas la valorisation est établie sur chaque Pas Demi-Horaire sur la base du Prix = Max [Prix Spot de Référence ; Prix Marginal d'Ajustement ; dernier Prix d'Offre connu de RTE pour cette EDA sur la même Plage de Prix] pour les Ordres à la Hausse et du Prix = Min [0 ; Prix Marginal d'Ajustement ; dernier Prix d'Offre connu de RTE pour cette EDA sur la même Plage de Prix] pour les Ordres à la Baisse ;
- une Offre a été Soumise pour cette EDA et RTE souhaite pouvoir utiliser l'Offre en dehors des Conditions d'Utilisation associées à cette Offre. Dans ce cas la valorisation est établie au Prix d'Offre avec application des modalités définies aux Articles 4.6.1.1.5.2 et 4.6.1.1.5.3.

Par ailleurs, RTE peut solliciter les EDP non constitutives d'EDA sur la base des informations transmises par les Responsables de Programmation conformément à l'Article 4.4.2.4.3.1. La valorisation est établie sur chaque Pas Demi-Horaire sur la base du Prix = Max [Prix Spot de Référence ; Prix Marginal d'Ajustement] pour les Ordres à la Hausse et du Prix = Min [0 ; Prix Marginal d'Ajustement] pour les Ordres à la Baisse.

L'utilisation de ces moyens n'est pas prise en compte dans le calcul des indicateurs publiés en J et J+3 mentionnés à l'Article 4.8.1.1. RTE modifie a posteriori les indicateurs J+3 afin de prendre en compte l'utilisation des moyens non offerts dès que l'énergie et la valorisation correspondant à ces moyens sont connues.

S'agissant des STEP au soutirage, la valorisation est majorée du coût des dépassements de puissance souscrite induits par la sollicitation de RTE.

4.4.2.4.3.6 Notification de fin de fonctionnement en mode dégradé

RTE Notifie par télécopie aux Acteurs d'Ajustement la fin de fonctionnement en mode dégradé sauf si l'heure de fin était précisée explicitement dans la Notification de passage en mode dégradé. Une Notification de fin de fonctionnement en mode dégradé est également envoyée si RTE souhaite anticiper la fin du mode dégradé indiquée dans la Notification de passage en mode dégradé. Un avis de fin de fonctionnement en mode dégradé est publié sur le Site Internet de RTE.

4.4.2.4.4 *Utilisation des Ordres à Exécution Immédiate pour la sauvegarde du Système*

RTE peut émettre vers des Utilisateurs raccordés à un dispositif spécifique des ordres à exécution immédiate pour la sauvegarde du système électrique dont les modalités d'exécution sont explicitées dans une convention relative à la transmission et à l'exécution des ordres de sauvegarde.

4.4.2.5 *Annulation des Ordres*

Pour annuler un Ordre d'Ajustement, RTE envoie à l'Acteur d'Ajustement un nouvel Ordre mentionnant que l'Offre Appelée ne doit pas être Activée.

RTE ne peut pas annuler un Ordre d'Ajustement après l'heure limite d'annulation définie comme suit :

- pour les EDA Soutirage Télérelevée, Soutirage Profilée et Point d'Echange, l'heure limite d'annulation est définie par « Instant d'Activation moins Délai de Mobilisation de l'Offre » ;
- pour les EDA Injection, l'heure limite d'annulation est précisée dans les conventions techniques. En l'absence de précision, l'heure limite d'annulation est définie par « Instant d'Activation moins Délai de Mobilisation de l'Offre ».

Le Receveur d'Ordre alerte RTE dans l'heure qui suit l'émission de l'Ordre d'annulation lorsqu'il constate que cet Ordre d'annulation ne respecte pas l'heure limite d'annulation. A défaut, toute contestation sera irrecevable.

4.4.2.6 *Exécution des Ordres d'Ajustement par l'Acteur d'Ajustement*

L'Acteur d'Ajustement est tenu de mettre en œuvre les Ordres d'Ajustement qui lui sont adressés par RTE.

Tout Ordre d'Ajustement est réputé exécuté.

En cas d'impossibilité totale ou partielle d'exécuter un Ordre d'Ajustement, l'Acteur d'Ajustement en informe au plus tôt RTE par téléphone. L'instant de l'appel est tracé et sert de référence dans les processus de contrôle de l'exécution des Ordres et d'indemnisation selon les principes définis à l'Article 4.5.

4.4.3 Activation et Désactivation des Offres

4.4.3.1 *Activation*

Pour une EDA donnée, une Offre à la Hausse et une Offre à la Baisse ne pourront être simultanément Activées.

4.4.3.2 *Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont*

En cas d'Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont entraînant une limitation de l'Injection d'une EDA Injection RPT, RTE active, pour motif traitement d'une Congestion, une Offre d'Ajustement à la Baisse sur cette EDA. Dans le cas particulier d'une STEP fonctionnant en Soutirage, RTE Active une Offre d'Ajustement à la Hausse et respecte les Conditions d'Utilisation de l'Offre.

Le volume de l'ajustement est calculé sur la base du Programme d'Appel :

- début de l'ajustement : action automatique ou manuelle de limitation (respectivement augmentation) de l'Injection ou du Soutirage ;
- fin de l'ajustement : possibilité de retour au Programme d'Appel.

Ces modalités s'appliquent aussi lorsque l'Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont a été considérée comme provenant du Réseau d'Evacuation, suite à une information erronée de RTE ou suite à un défaut d'information.

4.4.3.3 *Désactivation*

RTE peut, par l'émission d'un nouvel Ordre d'Ajustement, modifier l'Instant de Désactivation mentionné dans l'Ordre d'Ajustement initial et, ce faisant, raccourcir ou rallonger la durée d'Activation sous réserve de respecter les Conditions d'Utilisation de l'Offre.

4.4.3.4 *Activations multiples par RTE*

RTE peut Activer et Désactiver plusieurs fois une Offre, sous réserve de respecter ses Conditions d'Utilisation.

4.5 Contrôle de l'exécution des Ordres d'Ajustement

4.5.1 Principe du contrôle du réalisé des Ordres d'Ajustement

RTE effectue un contrôle du réalisé à la maille de l'EDA pour s'assurer de l'exécution effective de l'Ordre d'Ajustement sur chaque Pas Demi-Horaire de la Plage de Contrôle dudit Ajustement. La mise en œuvre de ce contrôle, détaillée aux Articles 4.5.2 et 4.5.3, dépend des spécificités techniques de l'EDA.

4.5.2 Contrôle du réalisé des Ordres d'Ajustement concernant les Offres implicites et explicites hors Offres émanant des EDA Point d'Echange

4.5.2.1 *Etablissement de la Courbe de Charge de l'EDA*

La Courbe de Charge de l'EDA est établie par RTE en faisant la somme des Courbes de Charge des Sites qui la composent.

Les Courbes de Charge des Sites sont établies en respectant les modalités précisées ci-dessous.

Sauf mention contraire, la précision des Courbes de Charge est le kW.

4.5.2.1.1 *Sites raccordés sur le RPT*

La Courbe de Charge d'un Site Télérelevé raccordé au RPT est constituée des données de consommation ou de production, collectées au Pas 10 minutes par des Installations de Comptage Télérelevées de RTE.

4.5.2.1.2 *Sites raccordés sur le RPD*

4.5.2.1.2.1 Cas des Sites d'Injection RPD et de Soutirage Télérelevés

La Courbe de Charge d'un Site Télérelevé raccordé au RPD est constituée des données de consommation ou de production, collectées au Pas 10 minutes par les Installations de Comptage des GRD.

Les Courbes de Charge pour une semaine S, dont un Jour au moins appartient au Mois M, sont transmises à RTE par le GRD auquel sont raccordés les Sites, au plus tard le [XX (XX)] Jour Ouvré du [XX].

A défaut de transmission à RTE des données dans le délai imparti, les Courbes de Charge des Sites correspondants sont considérées comme égales à zéro (0) pour les Pas 10 minutes considérés.

Les Courbes de Charge pour une Semaine S, dont un Jour au moins appartient au Mois M, sont transmises Site par Site à l'Acteur d'Ajustement, par le GRD auquel sont raccordés les Sites, au plus tard le [XX (XX)] Jour Ouvré du [XX].

L'Acteur d'Ajustement vérifie ces données afin de détecter les possibles anomalies. Il Notifie au GRD son accord ou ses contestations au plus tard le [XX (XX)] Jour Ouvré du [XX]. En l'absence de contestation de la part de l'Acteur d'Ajustement, les données mises à disposition par le GRD sont réputées acceptées.

Les données correspondantes, si elles ont été modifiées, sont alors transmises à RTE par le GRD sur lequel sont raccordés les Sites, au plus tard le [XX (XX)] Jour Ouvré du [XX].

4.5.2.1.2.2 Cas des Sites de Soutirage Profilés

La Courbe de Charge d'un Site de Soutirage Profilé est établie à l'aide de données mesurées par l'Acteur d'Ajustement.

Les données visées au présent Article doivent répondre aux exigences décrites à l'Article 4.1.2.

Les données nécessaires à l'établissement de la Courbe de Charge pour une semaine S, dont un Jour au moins appartient au Mois M, sont transmises à RTE par l'Acteur d'Ajustement, au plus tard à 12h le jeudi de la semaine S+2.

A défaut de transmission à RTE des données dans le délai imparti, la Courbe de Charge du Site de Soutirage Profilé est considérée comme égale à zéro (0) pour les Pas 10 minutes considérés.

La précision des Courbes de Charge des Sites de Soutirage Profilés est le watt.

4.5.2.1.3 *Dispositions particulières pour les Sites participant aux Réglages Primaire et Secondaire de fréquence*

La Courbe de charge d'un Site de Soutirage participant aux Réglages Primaire ou Secondaire de fréquence, établie conformément aux Articles 4.5.2.1.1 ou 4.5.2.1.2, est modifiée afin de neutraliser l'influence des énergies de Réglage Primaire et Secondaire fournies ou économisées par ce Site sur chaque Pas 10 minutes.

La Courbe de charge d'un Site d'Injection participant au Réglage Secondaire de fréquence, établie conformément aux Articles 4.5.2.1.1 ou 4.5.2.1.2, est modifiée afin de neutraliser l'influence des énergies de Réglage Secondaire fournies ou économisées par ce Site sur chaque Pas 10 minutes. En revanche la Courbe de charge d'un Site d'Injection participant au Réglage Primaire de fréquence n'est pas neutralisée de l'influence des énergies de Réglage Primaire fournies ou économisées par ce Site.

Les énergies de Réglage Primaire et Secondaire fournies et économisées sont établies conformément aux Règles Services Système.

4.5.2.2 *Etablissement de la Courbe de Référence de l'EDA*

L'établissement de la Courbe de Référence de l'EDA diffère en fonction de la nature de l'Offre d'Ajustement.

4.5.2.2.1 *Offres implicites*

Pour les Offres implicites, la Courbe de Référence de l'EDA est constituée par le Programme d'Appel et ses Redéclarations éventuelles.

4.5.2.2.2 *Offres explicites*

Pour les Offres explicites, hors Offres émanant des EDA Point d'Echange, la Courbe de Référence de l'EDA est égale, sur l'ensemble des Pas Demi-Horaire ayant fait l'objet d'un Ordre d'Ajustement, à la puissance moyenne P1 constatée sur le Pas Demi-Horaire précédant la Plage de Mise en Œuvre, ceci quelle que soit l'heure effective de transmission de l'Ordre d'Ajustement par RTE.

4.5.2.2.2.1 Cas Particulier : activations successives d'une même Offre

Les Activations successives d'une même Offre doivent être traitées de manière particulière lorsque la durée entre l'Instant de Fin d'Ajustement de l'Ordre d'Ajustement précédent et l'Instant de Début d'Ajustement de l'Ordre d'Ajustement concerné couvre moins d'un Pas demi-Horaire.

Dans ce cas, la puissance permettant d'établir la Courbe de référence de l'Ordre d'Ajustement concerné est égale à la puissance moyenne P1 du premier Ordre d'Ajustement.

4.5.2.2.2.2 Cas Particulier : au moins un des sites composant l'EDA fait aussi partie d'une Entité d'Effacement

D'après l'Article 4.2.2, un site peut être rattaché à la fois à une Entité d'Effacement et une EDA.

Si un site est rattaché à une Entité d'Effacement et à une EDA et si la puissance moyenne P1 est calculée sur un Pas Demi-Horaire pour lequel un Programme d'Effacement Déclaré a été Notifié, alors la Courbe de Référence de l'EDA liée à cet Ajustement sera égale à la puissance moyenne constatée sur le Pas Demi-Horaire précédant l'Instant de Début d'Effacement.

4.5.2.3 *Etablissement du volume réalisé et du volume en écart*

4.5.2.3.1 *Dispositions générales*

Le contrôle du réalisé conduit à l'obtention de deux volumes exprimés en mégawattheure : le volume réalisé et le volume en écart.

Le volume réalisé (Vr) est établi pour chaque Pas Demi-Horaire ayant fait l'objet d'un Ordre d'Ajustement. Il est obtenu par une comparaison, sur les Pas 10 minutes ayant fait l'objet d'un Ordre d'Ajustement, entre la Courbe de Charge de l'EDA et sa Courbe de Référence. En cas de bonne exécution de l'Ordre d'Ajustement, le volume réalisé est de signe positif, qu'il s'agisse de l'Activation d'une Offre à la Hausse ou à la Baisse.

Le volume en écart (Ve) est établi pour chaque Pas Demi-Horaire ayant fait l'objet d'un Ordre d'Ajustement. Il est obtenu par une comparaison, sur les Pas 10 minutes ayant fait l'objet d'un Ordre d'Ajustement, entre la Courbe de Charge de l'EDA, corrigée de l'énergie correspondante à l'Ordre d'Ajustement (Vaju), et sa Courbe de Référence.

Le volume en écart est de signe négatif en cas de sur-ajustement.

4.5.2.3.2 *Cas Particulier : au moins un des Sites composant l'EDA fait aussi partie d'une Entité d'Effacement*

Si un Site est rattaché à une Entité d'Effacement et à une EDA alors, pour le cas où pour un même Pas Demi-Horaire une Offre d'Ajustement sur le Mécanisme d'Ajustement serait Activée et un Programme d'Effacement Déclaré aurait été Notifié, Vr sera considéré comme nul et Ve comme égal à Vaju pour le Pas Demi-Horaire concerné.

4.5.3 Contrôle du réalisé des Ordres d'Ajustement concernant les Offres explicites émanant des EDA Point d'Echange

Pour une EDA Point d'Echange, Ve est non nul dans les 2 cas suivants :

- au moment de l'envoi de l'Ordre d'Ajustement, le Receveur d'Ordre indique à RTE ne pas pouvoir mettre en œuvre cet Ordre sur au moins un Pas Demi-Horaire ; ou
- un écart est constaté sur au moins un Pas Demi-Horaire au moment du bouclage entre RTE et l'autre GRT concerné et cet écart résulte de la non-prise en compte totale ou partielle de l'Ordre d'Ajustement dans la nomination faite par l'Acteur d'Ajustement auprès de ce GRT.

Si Ve est nul, Vr est égal à Vaju.

4.5.4 Exécution Défaillante d'un Ordre d'Ajustement

4.5.4.1 *Exécution défaillante d'un Ordre d'Ajustement*

4.5.4.1.1 *Offres implicites et explicites hors Offres émanant des EDA Point d'Echange*

L'ensemble des dispositions décrites dans le présent Article s'applique uniquement sur la Plage d'Activation de l'Ordre d'Ajustement.

Sur chaque Pas Demi-Horaire constituant la Plage d'Activation, l'exécution de l'Ordre d'Ajustement est jugée défaillante si :

Ve > min (20%Vaju ; 50 MWh)

Dans ce cas, le Volume Défaillant (Vd) est égal à Ve sur chacun des Pas Demi-Horaire concerné.

4.5.4.1.2 *Offres explicites émanant des EDA Point d'Echange*

Sur chaque Pas Demi-Horaire constituant la Plage d'Activation, l'exécution de l'Ordre d'Ajustement est jugée défaillante si Ve est non nul.

4.5.4.2 *Contestation*

L'Acteur d'Ajustement peut, après détection par RTE d'une exécution défaillante de l'Ordre d'Ajustement, Notifier à RTE des éléments qui attestent de l'exécution effective de l'Ordre d'Ajustement considéré.

4.5.4.3 *Pénalités*

Sur chaque Pas Demi Horaire faisant apparaître une exécution défaillante d'un Ordre d'Ajustement, RTE facture la pénalité suivante à l'Acteur d'Ajustement :

$$35\% \times \mathrm{V_d} \times max(|Prix\ d'Offre|\ ;|Prix\ Spot\ de\ Référence|)$$

avec :

- la fonction $|x|$ est la fonction valeur absolue de x.

Les modalités de facturation et de paiement sont décrites à l'Article 4.6.1.4.

Dans le cas d'une exécution défaillante pour laquelle l'Acteur d'Ajustement a indiqué à RTE qu'il ne peut pas mettre en œuvre l'Ordre sur au moins un Pas Demi-Horaire :

- si l'information a été portée à la connaissance de RTE avant l'Instant d'Activation, la pénalité n'est pas appliquée ;
- si l'information a été portée à la connaissance de RTE postérieurement à l'Instant d'Activation, le volume défaillant Vd retenu pour le calcul de la pénalité est calculé sur la période comprise entre l'Instant d'Activation et l'instant où l'Acteur d'Ajustement a été en contact avec RTE.

4.5.4.4 *Exclusion d'une EDA et résiliation de l'Accord de Participation*

En cas d'écarts répétés des Ordres d'Ajustement sur une EDA et/ou si celles-ci ne sont pas signalées à RTE ou sont signalées tardivement par l'Acteur d'Ajustement, RTE met en demeure l'Acteur d'Ajustement de remplir ses obligations dans le délai mentionné dans la mise en demeure.

Si les écarts persistent, RTE peut exclure cette EDA du Mécanisme d'Ajustement dans les conditions indiquées ci-dessous.

RTE Notifie l'exclusion d'une EDA à l'Acteur d'Ajustement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle prend effet immédiatement à sa date de réception. Au terme d'un délai de 60 Jours à compter de la Notification, l'Acteur d'Ajustement peut demander à RTE la réintégration de l'EDA en application de l'Article 4.2.1.

RTE informe le ou les GRD concerné(s) de l'exclusion de l'EDA du Mécanisme d'Ajustement lorsque l'EDA contient des Sites raccordés à leur(s) réseau(x).

4.6 Dispositions financières

4.6.1 Rémunération des Ordres d'Ajustement

4.6.1.1 *Valorisation*

4.6.1.1.1 *Offres relatives à des EDA Point d'Echange, Injection RPD et Injection RPT*

Les Offres Activées portant sur des EDA Point d'Echange, Injection RPD ou Injection RPT sont valorisées sur la base suivante :

$$\begin{cases} V_{AJU} \times Prix\ de\ l'offre,\ lorsque\ V_R \geq 80\% \times V_{AJU} \\ V_R \times Prix\ de\ l'offre,\ lorsque\ V_R < 80\% \times V_{AJU} \end{cases}$$

4.6.1.1.2 *Offres relatives aux EDA Soutirage Profilées et Télérelevées*

Les Offres Activées sur les EDA Soutirage Profilées et Télérelevées sont valorisées, pour chaque Pas Demi-Horaire au montant suivant :

$$V_R \times Prix\ de\ l'offre$$

4.6.1.1.3 *Offres de Démarrage*

Les conditions financières attachées à une Offre de Démarrage comportent, outre un Prix d'Offre, un Forfait de Démarrage en euros pour permettre de rémunérer la part fixe du démarrage des GDP thermiques constituant l'EDA. La valorisation de l'Offre de Démarrage s'établit donc comme suit :

Valorisation par MWh = Prix d'Offre hors Forfait de Démarrage + (Forfait de Démarrage / Energie d'activation du démarrage)

Cette valorisation constitue le Prix d'Offre Activée utilisé à l'Article 4.8.1.4.1.

L'énergie d'activation du démarrage correspond à l'énergie totale activée suite au démarrage du ou des GDP thermique(s) constituant l'EDA.

4.6.1.1.4 *Ordres à exécution immédiate*

4.6.1.1.4.1 Valorisation de l'énergie correspondant à l'envoi d'un Ordre à Exécution Immédiate

Un Ordre à Exécution Immédiate qui affecte directement la consigne de puissance active d'un ou plusieurs GDP, donne lieu à une valorisation de l'énergie produite dans le cas d'un ordre à la hausse et non produite dans le cas d'un ordre à la baisse, entre l'émission de l'ordre et l'émission de fin d'ordre.

GDP non offert sur le Mécanisme d'Ajustement (GDP non rattaché à un Périmètre d'Ajustement et EDA pour lesquelles aucune Offre n'a été Soumise) :

- le volume d'énergie pris en compte est calculé à partir de la différence entre la puissance moyenne constatée sur chaque Pas Demi-Horaire compris entre l'émission de l'Ordre à Exécution Immédiate et l'émission de fin d'ordre et la puissance moyenne constatée sur la demi-heure précédant l'ordre, pour tous les GDP affectés pendant la durée de l'ordre. Ces volumes d'énergie sont corrigés de la contribution des GDP au réglage secondaire de fréquence. L'énergie correspondant à une augmentation de puissance active est valorisée à un prix égal à :

Max [PMA maximal sur cette plage de temps ; Prix Spot de Référence maximal sur cette plage de temps ; dernier Prix d'Offre connu de RTE pour cette EDA sur la même Plage de Prix]

- l'énergie correspondant à une baisse de puissance active est valorisée à un prix égal à :

Min [0 ; PMA minimal sur cette plage de temps ; dernier Prix d'Offre connu de RTE pour cette EDA sur la même Plage de Prix]

La plage de temps correspond à la période comprise entre l'émission de l'Ordre à Exécution Immédiate et l'émission de fin d'ordre et où le PMA maximal considéré tient éventuellement compte de la valorisation des Ordres à Exécution Immédiate pour les GDP offerts sur le Mécanisme d'Ajustement.

GDP offerts sur le Mécanisme d'Ajustement :

Le volume d'énergie pris en compte est calculé à partir de la différence entre la puissance moyenne constatée sur la période comprise entre l'émission de l'ordre à exécution immédiate et l'émission de fin d'ordre et le Programme de Marche tracé par RTE prévu. L'énergie est valorisée suivant les modalités exposées ci-après :

- pour les EDA constituée de groupes hydrauliques :
  - l'énergie correspondant à une augmentation de puissance active est valorisée au Prix d'Offre,
  - l'énergie correspondant à une baisse de puissance active est valorisée à un prix égal à :

Min [0 ; Prix d'Offre à la baisse]

- pour les EDA constituée de groupes thermiques :
  - l'énergie correspondant à une augmentation de puissance active est valorisée au Prix d'Offre,
  - l'énergie correspondant à une augmentation de puissance active rapide ou d'urgence est valorisée à un prix égal à :

Prix de l'Offre * 1,1

  - le cas échéant, le forfait de démarrage défini à l'Article 4.3.1.1.2, est valorisé à un prix égal à :

Forfait de démarrage *1,1

  - l'énergie correspondant à une baisse de puissance active est valorisée à un prix égal à :

Min [0 ; Prix de l'Offre à la baisse]

4.6.1.1.4.2 Facturation de l'énergie correspondant à l'envoi d'un Ordre à Exécution Immédiate

Après exécution d'un Ordre à Exécution Immédiate, le Responsable de Programmation établit et transmet à RTE au plus tard le dernier jour du Mois M+4 un relevé mentionnant le volume d'énergie correspondant à l'Ordre à Exécution Immédiate pour chaque GDP et pour chaque Pas Demi-Horaire compris entre l'émission de l'Ordre à Exécution Immédiate et l'émission de fin d'ordre.

RTE valide le relevé après contrôle éventuel et déduction éventuelle de l'énergie correspondant à la participation des GDP au réglage secondaire de fréquence et envoie au Responsable de Programmation la facture d'avoir correspondant au relevé validé.

Les modalités de contestation de la facture sont définies à l'Article 4.6.1.3.2 et les conditions de paiement sont définies à l'Article 4.6.1.4.

L'énergie correspondant aux Ordres à Exécution Immédiate est prise en compte dans le calcul des Ecarts de Responsable d'Equilibre au même titre que l'énergie correspondant aux Ordres d'Ajustement.

Par ailleurs, cette énergie n'est pas prise en compte dans le calcul des indicateurs publiés en J et J+3 mentionnés à l'Article 4.8.1.1. Après validation du relevé envoyé par le Responsable de Programmation, RTE modifie les indicateurs afin de prendre en compte l'énergie et la valorisation correspondantes.

4.6.1.1.5 *Non-respect des Conditions d'Utilisation des Offres par RTE*

4.6.1.1.5.1 Offres Désactivées avant la fin de la Durée Minimale d'Utilisation

Dans les cas où une Offre de Démarrage ou une Offre d'une EDA Injection, Soutirage Télérelevée, ou Point d'Echange aurait été Activée puis Désactivée avant la fin de sa Durée Minimale d'Utilisation, une compensation financière calculée comme indiqué ci-dessous sera attribuée à l'Acteur d'Ajustement sur sa demande :

$$Prix\ de\ l'Offre \times Puissance\ Activée\ au\ moment\ de\ la\ Désactivation \times (Durée\ Minimale\ d'Utilisation - durée\ d'activation)$$

La durée d'activation est égale à la durée entre l'Instant d'Activation et l'Instant de Désactivation.

En outre, la compensation financière ci-dessus est versée à l'Acteur sous réserve que :

- la Durée Minimale d'Utilisation ait été communiquée préalablement à RTE ;
- la Désactivation de l'Offre résulte d'une action de RTE et non de l'Acteur d'Ajustement ;
- l'Ordre d'Ajustement désactivé ne soit pas un Ordre d'Ajustement conduisant à la prolongation du Programme d'Appel d'une EDA Injection.

4.6.1.1.5.2 Offres Activées au-delà de l'Energie Maximale

Dans le cas où l'Activation d'une Offre entraîne un dépassement de plus de min [10% ; 200 MWh] de l'Energie Maximale mentionnée dans les Conditions d'Utilisation de l'Offre, une compensation financière calculée comme indiqué ci-dessous sera attribuée à l'Acteur d'Ajustement sur sa demande :

Energie en dépassement × Max [(0,5 × dernier Prix de l'Offre) ; (Dernier PMA – dernier Prix de l'Offre)]

où :

- le dernier Prix de l'Offre est le Prix de l'Offre sur la dernière Plage de Prix sur laquelle l'Offre est Activée ; et
- le dernier PMA est le PMA maximal sur la dernière Plage de Prix sur laquelle l'Offre a été Activée.

Pour une EDA Injection RPT, l'énergie en dépassement est égale à la différence entre l'énergie du Programme de Marche tracé par RTE et l'Energie Maximale de l'EDA.

Pour une STEP :

- l'énergie du Programme de Marche tracé par RTE est égale à :

Energie du Programme de Marche en turbine – (énergie du Programme de Marche en pompe × rendement de la STEP)

- par convention, l'énergie du Programme de Marche en pompe est positive ;
- Energie Maximale = valeur algébrique située, par convention, dans le champ « Energie Maximale » des Conditions d'Utilisation des offres correspondant au fonctionnement de la STEP en turbine (« EDA Turbine ») ;
- le prix d'Offre à retenir est le prix de l'Offre à la Hausse de l'EDA Turbine ou de l'EDA Pompe selon que le dernier ajustement à la Hausse est en turbine ou en pompe.

Pour une EDA Soutirage Télérelevée ou Point d'Echange ou Injection RPD, l'énergie en dépassement est égale à la différence entre l'énergie totale des Ajustements sur la Journée et l'Energie Maximale de l'EDA.

En outre, la compensation financière ci-dessus est versée à l'Acteur sous réserve que :

- le Programme d'Appel en J-1 ou Redéclaré à un Guichet respecte l'Energie Maximale déclarée à ce Guichet ; et
- le dépassement de l'Energie Maximale soit imputable à RTE et non à l'Acteur d'Ajustement. Par exemple, la compensation n'est pas due si le dépassement résulte d'une Redéclaration de Programme d'Appel intervenue postérieurement à l'émission d'un Ordre d'Ajustement, sans modification de l'Energie Maximale correspondant à la Redéclaration.

4.6.1.1.5.3 Offres Activées en-deçà de l'Energie Minimale

Dans le cas où l'Activation d'une Offre entraîne un non-respect de plus de min [10% ; 200 MWh] de l'Energie Minimale mentionnée dans les Conditions d'Utilisation de l'Offre, RTE attribuera une compensation financière à l'Acteur d'Ajustement sur sa demande. Le montant de cette compensation sera calculé sur la base de la différence entre l'énergie du Programme de Marche tracé par RTE de l'EDA et l'Energie Minimale, valorisée au Prix Spot de Référence moyen du Jour.

Pour une STEP :

- l'énergie du Programme de Marche est égale à :

Energie du Programme de Marche en turbine – (énergie du Programme de Marche en pompe × rendement de la STEP)

- par convention, l'énergie du Programme de Marche en pompe est positive ;
- Energie Minimale = – *rendement de la STEP* × valeur algébrique située, par convention, dans le champ 'Energie Maximale' des Conditions d'Utilisation des offres correspondant au fonctionnement de la STEP en pompe (« EDA Pompe »).

En outre, la compensation financière ci-dessus est versée à l'Acteur sous réserve que :

- le Programme d'Appel en J-1 ou Redéclaré à un Guichet, respecte l'Energie Minimale déclarée à ce Guichet ;
- le non-respect de l'Energie Minimale soit imputable à RTE et non à l'Acteur d'Ajustement. Par exemple, la compensation n'est pas due si le non-respect résulte d'une Redéclaration de Programme d'Appel intervenue postérieurement à l'émission d'un Ordre d'Ajustement, sans modification de l'Energie Minimale correspondant à la Redéclaration.

4.6.1.2 *Information de l'Acteur d'Ajustement*

4.6.1.2.1 *Transmission des données à l'Acteur d'Ajustement*

Pour chaque Journée J, RTE met à la disposition de l'Acteur d'Ajustement, au moyen de l'Application dédiée SYGA, en fin de J+3 Jours Ouvrés, deux fichiers établissant la valorisation des Ordres d'Ajustement transmis au cours du Jour J :

- un fichier pour les Ordres d'Ajustement à la Hausse ;
- un fichier pour les Ordres d'Ajustement à la Baisse.

4.6.1.2.2 *Contestations des données transmises*

Pour chaque Mois M, les données journalières transmises par RTE conformément à l'Article 4.6.1.2.1 peuvent être contestées par l'Acteur d'Ajustement au moyen d'une Notification jusqu'au mardi compris entre le 11 et le 17 du Mois M+1.

Dès lors que RTE reconnaît le bien-fondé d'une contestation, celle-ci donne lieu à des Régularisations d'Ordres.

4.6.1.2.3 *Données définitives pour facturation*

4.6.1.2.3.1 Mise à disposition des fichiers définitifs de valorisation des ajustements pour la facturation mensuelle

Le vendredi compris entre le 14 et le 20 du Mois M+1, RTE met à disposition de l'Acteur d'Ajustement les fichiers définitifs de valorisation des ajustements du Mois M sur la base desquels sera établie la facture mensuelle :

- fichiers mensuels pour les Ordres d'Ajustement à la Hausse qui permettent à l'Acteur d'Ajustement d'établir une facture mensuelle adressée à RTE comme indiqué à l'Article 4.6.1.3.1.3 ;
- fichiers mensuels pour les Ordres d'Ajustement à la Baisse qui permettent :
  - soit à RTE d'établir une facture mensuelle envoyée à l'Acteur d'Ajustement comme indiqué à l'Article 4.6.1.3.1.2, si le total des Offres à la Baisse à prix positif est supérieur au total des Offres à la Baisse à prix négatif,
  - soit à l'Acteur d'Ajustement d'établir une facture mensuelle envoyée à RTE comme indiqué à l'Article 4.6.1.3.1.3, si le total des Offres à la Baisse à prix négatif est supérieur au total des Offres à la Baisse à prix positif.

Si RTE et l'Acteur d'Ajustement se mettent d'accord sur le traitement d'une contestation avant la date de mise à disposition des données et que des Régularisations d'Ordres doivent être effectuées en conséquence, ces Régularisations d'Ordres sont prises en compte dans les fichiers définitifs de valorisation mis à la disposition de l'Acteur d'Ajustement.

Si RTE et l'Acteur d'Ajustement se mettent d'accord sur le traitement d'une contestation après la date de mise à disposition des données et que des Régularisations d'Ordres doivent être effectuées, RTE met à la disposition de l'Acteur d'Ajustement de nouveaux fichiers de valorisation intégrant ces Régularisations d'Ordres. Ces fichiers servent alors de base à une nouvelle facturation.

4.6.1.2.3.2 Mise à disposition de données de Programmation

RTE met à la disposition de l'Acteur d'Ajustement, qui lui en aura préalablement Notifié sa demande, pour chaque EDP constitutive d'EDA Injection RPT, la Chronique de production du Programme d'Appel tracé par RTE et du Programme de Marche tracé par RTE au Pas 5 minutes, ainsi que les consignes et les Redéclarations.

La demande Notifiée par l'Acteur d'Ajustement concerne une ou plusieurs EDP de son Périmètre d'Ajustement. L'Acteur n'a pas à reformuler sa demande toutes les semaines, celle-ci demeure valable jusqu'à une Notification contraire de sa part.

Les données afférentes à la période du lundi au dimanche d'une semaine donnée sont mises à disposition, conformément aux Règles SI, à partir du lundi suivant la semaine suivante.

Ces restitutions ne constituent pas des données de référence pour la facturation dans la mesure où elles n'intègrent pas les offres complémentaires ou exceptionnelles ni les éventuelles Régularisations effectuées après J+3 à la suite du contrôle de réalisé ou du traitement des contestations.

4.6.1.3 *Conditions de facturation*

4.6.1.3.1 *Emission des factures*

4.6.1.3.1.1 Adresse de facturation

RTE et/ou l'Acteur d'Ajustement envoient les factures à l'adresse de facturation mentionnée par l'autre Partie dans l'Accord de Participation. Chaque Partie peut, à tout moment, Notifier à l'autre Partie la modification de son adresse de facturation.

4.6.1.3.1.2 Factures émises par RTE

Sur la base du fichier mensuel de valorisation des Offres à la Baisse mis à la disposition de l'Acteur d'Ajustement conformément aux dispositions de l'Article 4.6.1.2.3, RTE effectue la somme arithmétique de toutes les Offres à la Baisse exécutées au cours du Mois M. Si le résultat est positif, RTE adresse à l'Acteur d'Ajustement la facture correspondante, au plus tard le dernier Jour du Mois M+1.

RTE établit mensuellement l'éventuelle facture des pénalités en application de l'Article 4.5.4.3. La facture au titre du mois M est adressée à l'Acteur d'Ajustement au plus tard le dernier jour du Mois M+2.

4.6.1.3.1.3 Factures émises par l'Acteur d'Ajustement

Sur la base du fichier mensuel de valorisation des Offres à la Hausse mis à la disposition de l'Acteur d'Ajustement conformément aux dispositions de l'Article 4.6.1.2.3, l'Acteur d'Ajustement adresse à RTE une facture correspondant à la somme des montants indiqués dans ce fichier au plus tard le dernier Jour du Mois M+1.

Sur la base du fichier mensuel de valorisation des Offres à la Baisse mis à la disposition de l'Acteur d'Ajustement conformément aux dispositions de l'Article 4.6.1.2.3, l'Acteur d'Ajustement effectue la somme arithmétique de toutes les Offres à la Baisse exécutées au cours du Mois M. Si le résultat est négatif, l'Acteur d'Ajustement adresse à RTE la facture correspondante, au plus tard le dernier Jour du Mois M+1.

RTE ne tiendra pas compte des factures émises avant la mise à disposition du fichier mensuel de valorisation des Offres. Seul ce fichier devra être pris en compte pour établir les factures et RTE ne réglera aucune facture qui ne lui serait pas conforme.

4.6.1.3.2 *Contestation des factures*

Toute contestation relative à une facture doit être Notifiée dans un délai de trente Jours à compter de la date de réception de la facture. A l'expiration de ce délai, la contestation est irrecevable.

La Notification d'une contestation n'a pas pour effet de suspendre l'obligation de régler les sommes facturées.

RTE s'engage à traiter la contestation dans les plus brefs délais et au maximum dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la contestation.

4.6.1.4 *Conditions de paiement*

4.6.1.4.1 *Modalités et délais de règlement des factures*

4.6.1.4.1.1 Règlement par RTE

RTE règle les factures de l'Acteur d'Ajustement dans les 30 Jours à compter de leur date d'émission ou le Jour Ouvré suivant ledit 30ème Jour lorsque ce dernier n'est pas un Jour Ouvré. Le règlement de toute facture est effectué par virement bancaire aux coordonnées bancaires de l'Acteur d'Ajustement précisées dans l'Accord de Participation.

Les frais éventuels prélevés par la banque de RTE sont à la charge de ce dernier. RTE est en outre tenu de joindre à chaque règlement les références de la facture émise par le Participant.

4.6.1.4.1.2 Règlement par l'Acteur d'Ajustement

L'Acteur d'Ajustement règle les factures de RTE dans les 30 Jours à compter de leur date d'émission ou le Jour Ouvré suivant ledit 30ème Jour lorsque ce dernier n'est pas un Jour Ouvré. Le règlement de toute facture est effectué suivant l'une des modalités suivantes précisées dans l'Accord de Participation :

- virement bancaire aux coordonnées bancaires de RTE précisées dans l'Accord de Participation. Les frais éventuels prélevés par la banque de l'Acteur d'Ajustement sont à la charge de ce dernier. L'Acteur d'Ajustement est en outre tenu de joindre à chaque règlement les références de la facture émise par RTE ;
- prélèvement automatique. Dans ce dernier cas, il remet à RTE un mandat de prélèvement SEPA conforme au modèle joint en Annexe 4.

En cas de paiement par virement, le Participant s'assure auprès de sa banque que l'ordre de virement pour règlement d'une facture donnée mentionne le numéro de la facture. Dans le cas d'un virement SWIFT, le Participant demande à sa banque d'indiquer ce numéro dans le champ « Motifs de paiement ». L'absence de cette mention implique une identification manuelle par RTE des virements arrivant sur son compte.

Aucun escompte ne sera pratiqué en cas de paiement anticipé.

4.6.1.4.2 *Pénalités de retard*

A défaut de paiement intégral des sommes dues par chacune des Parties dans les délais prévus à l'Article 4.6.1.4.1, les sommes dues sont majorées de plein droit, sans mise en demeure, de pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points.

Cet intérêt est calculé à partir de la date d'exigibilité de la facture jusqu'à la date de paiement effectif.

Le montant minimal de ces pénalités s'établit forfaitairement à 140 euros.

4.6.1.4.3 *Exception d'inexécution*

En cas de non-paiement par une Partie de sommes dues au titre de son Accord de Participation à l'autre Partie, cette dernière peut suspendre le paiement des sommes qu'elle-même doit à son cocontractant, dans la limite du montant des sommes qu'il lui doit.

4.6.2 Versement dû par l'Acteur d'Ajustement qui valorise sur le Mécanisme d'Ajustement des Effacements de Consommation d'électricité

En application de l'article L. 271-1 du Code de l'énergie et du décret n° 2014-764 du 3 juillet 2014, la valorisation d'un effacement de consommation sur le Mécanisme d'Ajustement donne lieu à un versement de l'Acteur d'Ajustement vers les Fournisseurs d'Electricité des Sites de Soutirage effacés.

Tout Acteur d'Ajustement dont une Offre d'Ajustement est Activée à la Hausse sur une EDA Soutirage Profilée ou Télérelevée est redevable du versement selon les termes du présent Article.

Les Sites de Soutirage Télérelevés raccordés au RPT sont au Modèle Corrigé.

Au sein d'une EDA Soutirage Profilée, pour chaque ensemble de Sites de Soutirage ayant le même Fournisseur, l'Acteur d'Ajustement peut opter :

- soit pour le Modèle Contractuel en accord avec le Fournisseur des Sites concernés ;
- soit pour le Modèle Régulé.

4.6.2.1 *Répartition du Volume Réalisé à la maille de l'EDA entre les Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés*

Pour l'ensemble du présent Article, on note :

- $\{sites_{R+C}\}_{RE=RE_i;F=F_f;B=B_b}$ l'ensemble des Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Régulé ou Modèle Contractuel d'une EDA Soutirage rattaché au RE i, ayant le Fournisseur F_f et le Barème Forfaitaire B_b ;
- STC(i) le Site de Soutirage Télérelevé i au Modèle Corrigé ;
- VR(x) est la méthode utilisée pour déterminer le Volume Réalisé à la maille de l'EDA et appliqué au sous-ensemble x de l'EDA.

4.6.2.1.1 *Calcul pour une EDA Soutirage Télérelevée*

4.6.2.1.1.1 Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Corrigé

Pour chaque Pas Demi-Horaire d'un ajustement à la hausse réalisé par une EDA Soutirage Télérelevée, le volume d'énergie attribué à chaque Site de Soutirage Télérelevé au Modèle Corrigé est égal à :

$$\frac{V_R\big(STC(s)\big)}{\sum_j V_R\left(\{sites_{R+C}\}_{RE=RE_j}\right)+\sum_k V_R\big(STC(k)\big)}\times V_R(EDA)$$

4.6.2.1.1.2 Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Régulé ou Contractuel

Pour chaque Pas Demi-Horaire d'un ajustement à la hausse réalisé par une EDA Soutirage Télérelevée, le volume d'énergie attribué au Fournisseur F_f et au Barème Forfaitaire B_b pour les Sites de Soutirage au Modèle Régulé ou Contractuel est égal à :

$$\sum_i\left[\frac{V_R\left(\{sites_{R+C}\}_{RE=RE_i\,;\,F=F_f\,;\,B=B_b}\right)}{\sum_l\sum_m V_R\left(\{sites_{R+C}\}_{RE=RE_i\,;\,F=F_l\,;B=B_m}\right)}\times\frac{V_R\left(\{sites_{R+C}\}_{RE=RE_i}\right)}{\sum_j V_R\left(\{sites_{R+C}\}_{RE=RE_j}\right)+\sum_k V_R\big(STC(k)\big)}\right]V_R(EDA)$$

Pour les besoins du calcul, un unique Barème Forfaitaire fictif est attribué aux Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Contractuel ayant le même Fournisseur.

4.6.2.1.2 *Calcul pour une EDA Soutirage Profilée*

Pour chaque Pas Demi-Horaire, le volume d'énergie attribué au Fournisseur F_f et au Barème Forfaitaire B_b est égal au produit (i) du Volume Réalisé sur le Pas Demi-Horaire concerné et (ii) de la Clé de Répartition pour le Fournisseur F_f et le Barème Forfaitaire B_b définie à l'Article 4.2.2.4.3.2.

4.6.2.2 *Versement de l'Acteur d'Ajustement vers les Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés*

4.6.2.2.1 *Dispositions concernant les Sites de Soutirage au Modèle Régulé*

4.6.2.2.1.1 Traitement fiscal et comptable

Le versement de l'Acteur d'Ajustement vers les Fournisseurs d'Electricité des Sites de Soutirage effacés est assimilable à une rémunération au regard des règles de la comptabilité privée relatives à la facturation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée. Il est collecté et reversé toutes taxes comprises.

Un compte spécifique appelé Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement est ouvert par RTE dans ses écritures. Ce compte retrace et centralise les flux financiers entre les Acteurs d'Ajustements et les Fournisseurs d'Electricité relatifs au versement effectué dans le cadre d'ajustements à la hausse sur des Sites de Soutirage au Modèle Régulé.

Les sommes collectées sur le Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement ne sont pas la propriété de RTE.

RTE assure la gestion administrative, comptable et financière de ce compte selon les règles de la comptabilité privée. Il est notamment chargé de la facturation et de la collecte du versement auprès des Acteurs d'Ajustement, du paiement des Fournisseurs d'Electricité, et de la constatation des éventuels défauts de paiement. Les flux financiers collectés et versés par RTE au titre de l'Article 4.6.2 sont comptabilisés selon leur nature dans les charges et produits de RTE.

4.6.2.2.1.2 Modalités d'échange des flux financiers

Les fonds collectés auprès des Acteurs d'Ajustement sont versés aux Fournisseurs d'Electricité par RTE après encaissement auprès des Acteurs d'Ajustement.

Un dispositif de suivi des encours des Acteurs d'Ajustement et de sécurisation financière est mis en place par RTE. Les modalités de sécurisation financières sont précisées à l'Article 4.6.2.2.1.5.

4.6.2.2.1.3 Barèmes Forfaitaires pour le versement

Les dispositions prévues par les Règles NEBEF concernant les valeurs des Barèmes Forfaitaires, les caractéristiques techniques des Sites éligibles à chaque Barème Forfaitaire et les modalités de publication de ces informations définies à l'article « Dispositions générales du versement » des Règles NEBEF sont applicables aux présentes Règles . Toute modification desdites dispositions des Règles NEBEF sont applicables aux présentes Règles à compter de leur date d'entrée en vigueur.

4.6.2.2.1.4 Calcul du montant du versement dû par l'Acteur d'Ajustement au Fournisseur des Sites de Soutirage effacés

Pour chaque Pas Demi Horaire et chaque EDA sur laquelle est activée une Offre d'Ajustement à la hausse, le montant du versement dû par l'Acteur d'Ajustement au Fournisseur des Sites de Soutirage effacés au Modèle Régulé est égal à la somme, sur l'ensemble des Barèmes Forfaitaires, du produit (i) des volumes d'énergie attribués à l'Article 4.6.2.1 aux Sites ayant ledit Fournisseur et le Barème Forfaitaire B_b et (ii) du Barème Forfaitaire B_b.

4.6.2.2.1.5 Sécurisation financière

Un mécanisme de sécurisation financière, reposant sur des Garanties Bancaires, est mis en place dans le cadre des présentes Règles pour les Acteurs d'Ajustements dont le Périmètre d'Ajustement contient des EDA Soutirage Profilées ou Télérelevées.

Tout Acteur d'Ajustement dont le Périmètre d'Ajustement comprend des Sites de Soutirage au Modèle Régulé peut remettre à RTE une Garantie Bancaire délivrée par un établissement de crédit au sens des articles L 511-5 et L 511-6 du Code monétaire et financier.

La Garantie Bancaire doit être conforme aux dispositions des Articles 4.6.2.2.1.5.1 et suivants des présentes Règles et au modèle de Garantie Bancaire joint en Annexe 15.

La Garantie Bancaire doit être émise par un établissement de crédit notoirement solvable, c'est à-dire respectant le critère de notation énoncé ci-dessous, domicilié dans un Etat membre de l'Union Européenne ou bien en Suisse ou en Norvège.

Cet établissement de crédit ne doit pas être l'Acteur d'Ajustement lui-même et ne doit pas contrôler ce dernier ou être contrôlé par lui au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La Garantie Bancaire doit être émise par un établissement de crédit dont la note financière long terme obtenue auprès d'un organisme international de notation est au minimum de [A] (notation Standard & Poor's ou Fitch ratings) ou de [A2] (notation Moody's). Lorsqu'un établissement de crédit est noté par plusieurs agences de notation, toutes ses notes doivent être conformes au critère énoncé ci-dessus.

Si, en cours d'exécution de l'Accord de Participation, la note financière long-terme de l'établissement de crédit ayant délivré la Garantie Bancaire devient inférieure à [A] (notation Standard & Poor's ou Fitch ratings) ou à [A2] (notation Moody's), RTE peut mettre l'Acteur d'Ajustement en demeure de lui fournir une nouvelle Garantie Bancaire conforme aux critères définis ci-dessus dans un délai de vingt (20) Jours Ouvrés à compter de la réception de la mise en demeure.

4.6.2.2.1.5.1 Montant des Garanties Bancaires

L'Acteur d'ajustement peut déposer une Garantie Bancaire dont le montant est conforme aux différents montants précisés dans le tableau ci-dessous.

Le montant de la Garantie Bancaire remise à RTE détermine le montant des encours autorisés par l'Acteur d'Ajustement, dans les conditions prévues au tableau ci-dessous.

Montant de la Garantie Bancaire en euros (€)	Encours autorisé en euros (€)
10 000	10 000
50 000	50 000
100 000	100 000
200 000	200 000
300 000	300 000

4.6.2.2.1.5.2 Durée et renouvellement de la Garantie Bancaire

La Garantie Bancaire est émise par un établissement de crédit pour une durée de validité au moins égale à un (1) an.

Au plus tard quatre (4) Mois avant la date d'expiration de la Garantie Bancaire, RTE Notifie cette la date d'expiration à l'Acteur d'Ajustement.

Au plus tard trois (3) Mois avant la date d'expiration d'une Garantie Bancaire, l'Acteur d'Ajustement peut Notifier à RTE, une nouvelle Garantie Bancaire dont le montant est conforme à l'un de ceux précisés à l'Article 4.6.2.2.1.5.1.

La date d'entrée en vigueur de la nouvelle Garantie Bancaire doit correspondre à la date d'expiration de la précédente Garantie Bancaire.

A défaut de réception par RTE d'une nouvelle Garantie Bancaire dans le délai susmentionné, l'encours autorisé pour l'Acteur d'Ajustement est égal à zéro (0) à compter de la date d'expiration de la Garantie Bancaire.

4.6.2.2.1.5.3 Suivi du bilan financier des sommes dues par l'Acteur d'Ajustement aux Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés

RTE effectue chaque Jour J un suivi du bilan financier des sommes dues par l'Acteur d'Ajustement aux Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés. Ce bilan financier prend en compte :

- les paiements anticipés effectués par l'Acteur d'Ajustement pour les Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés ;
- les sommes dues par l'Acteur d'Ajustement aux Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés, au titre de factures émises par RTE à destination de l'Acteur d'Ajustement et non réglées ;
- une estimation des montants dus par l'Acteur d'Ajustement aux Fournisseurs des Sites de Soutirage effacés jusqu'à J-3 pour le Mois M et le Mois M-1 si le Jour J précède le vendredi entre le 14 et le 20 du Mois M, égal à :

$$\sum_{PDH\ du\ mois\ M} \sum_{EDA} \sum_{Site\ i\ au\ Modèle\ Régulé \in EDA} V_{Aju}(EDA, PDH) \times B_{Site\ i,PDH} \times \frac{C(i)}{\sum_{Sites\ j \in EDA} C(j)}$$

Avec :

$V_{Aju}(EDA, PDH)$	le volume d'énergie correspondant à l'Ordre d'Ajustement pour l'EDA pour le Pas Demi-Horaire PDH ;
$B_{Site\ i,PDH}$	le Barème Forfaitaire pour le Site i pour le Pas Demi-Horaire PDH ;
C(i)	la Capacité d'Ajustement déclaré par l'Acteur d'Ajustement pour le Site *i* conformément aux Articles 4.2.2.3.1 et 4.2.2.4.1 ;
PDH	Pas Demi-Horaire.

4.6.2.2.1.5.4 Cas de révision du montant de la Garantie Bancaire

Le montant de la Garantie Bancaire peut être révisé dans les cas suivants :

- Lorsque le bilan financier effectué par RTE au titre de l'Article 4.6.2.2.1.5.3 est supérieur au montant de la Garantie Bancaire. Dans ce cas, RTE suspend l'Accord de Participation de l'Acteur d'Ajustement conformément à l'Article 2.14. RTE met alors l'Acteur d'Ajustement en demeure de réévaluer sa Garantie Bancaire dans un délai d'un (1) Mois et de procéder à un versement sur le Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement dans un délai de dix (10) jours ;
- l'Acteur d'Ajustement sollicite auprès de RTE la réévaluation de sa Garantie Bancaire au cours du Mois M et en tout état de cause six (6) Jours Ouvrés avant le premier jour du Mois M+1 ;
- si la Garantie Bancaire a été appelée par RTE ou si RTE a constaté, sur une Année Glissante, deux (2) Incidents de Paiements supérieurs à huit (8) jours ayant donné lieu à des Notifications de demandes de payer par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, RTE peut mettre en demeure l'Acteur d'Ajustement de lui Notifier, dans un délai d'un (1) Mois, une nouvelle Garantie Bancaire dont le montant sera égal à la somme des montants dus au titre des factures émises par RTE pour lesquels l'Incident de Paiement a été constaté et n'ayant fait l'objet d'aucun règlement à la date de mise en demeure précitée.

4.6.2.2.1.5.5 Appel de la Garantie Bancaire

En cas de non-paiement de tout ou partie d'une facture ou de tout paiement exigible par RTE, RTE suspend l'Accord de Participation de l'Acteur d'Ajustement dans les conditions prévues à l'Article 2.14.

RTE adresse à l'Acteur d'Ajustement une mise en demeure par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, de procéder au paiement des sommes non réglées dans un délai de dix (10) Jours Ouvrables suivant la date de réception.

Si l'Acteur d'Ajustement n'a pas procédé aux paiements visés dans la mise en demeure à l'expiration du délai précité, RTE appelle, au moyen du modèle de lettre joint en Annexe 16 la Garantie Bancaire de l'Acteur d'Ajustement.

Au plus tard huit (8) Jours Ouvrables suivant l'appel de la Garantie Bancaire, l'Acteur d'Ajustement Notifie à RTE une nouvelle Garantie Bancaire d'un montant identique à celui de la précédente, dont la prise d'effet doit être immédiate et la durée de validité au moins égale à un (1) an.

A défaut, RTE résilie l'Accord de Participation de l'Opérateur d'Effacement dans les conditions décrites à l'Article 2.15.1.

4.6.2.2.1.5.6 Restitution

En cas de résiliation de l'Accord de Participation de l'Acteur d'Ajustement RTE restitue à l'Acteur d'Ajustement l'original de la Garantie Bancaire dans les quinze (15) Jours suivant le paiement du solde des sommes dues par l'Acteur d'Ajustement à RTE.

4.6.2.2.1.6 Collecte des versements auprès des Acteurs d'Ajustement

La collecte des versements hors taxes auprès des Acteurs d'Ajustement sur la base des Ordres d'Ajustement pour les EDA Soutirage est effectuée selon la procédure suivante :

- l'Acteur d'Ajustement effectue des paiements anticipés sur le compte Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement :
    - avant le lundi compris entre neuvième et le quinzième jour du mois M+1 pour les versements au titre du mois M et ;
    - par virement bancaire en suivant le formalisme décrit dans les Règles SI ;
- au plus tard le vingtième (20) Jour du Mois M+1, RTE Notifie à l'Acteur d'Ajustement, pour les Sites de Soutirage au Modèle Régulé, les volumes d'énergie attribués par Barème Forfaitaire, par Pas-Demi-Horaire et par EDA ;
- dans le même délai, RTE facture à l'Acteur d'Ajustement le montant correspondant :
    - au versement calculé à l'Article 0 ;
    - en déduisant les sommes hors taxes déjà versées au titre des paiements anticipés sur le compte Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement tel que susmentionné.
- l'Acteur d'Ajustement procède au règlement de la facture dans les cinq (5) jours calendaires suivant sa date d'émission ;
- dans le cas où RTE constate un trop versé au bénéfice d'un Acteur d'Ajustement, ce montant lui est versé suivant les modalités et délais décrits dans l'Article 4.6.1.4.1.1 ;
- les fonds collectés sur le Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement sont conservés par RTE jusqu'à leur versement aux Fournisseurs d'Electricité conformément à l'Article 4.6.2.2.1.7.

4.6.2.2.1.7 Versement des sommes collectées par RTE aux Fournisseurs d'Electricité

Les sommes effectivement collectées au titre de l'Article 4.6.2.2.1.6 sont versées au Fournisseur d'Electricité dont les Sites de Soutirage ont été effacés par l'activation d'une Offre d'Ajustement à la hausse sur des EDA Soutirage Télérelevées ou Profilées.

Le versement des sommes collectées au titre des ajustements réalisés au mois M est effectué sur la base de la facture émise par RTE au nom et pour le compte des Fournisseurs d'Electricité concernés au plus tard le vingtième (20) Jour Ouvré du Mois M+2, conformément aux modalités décrites à l'*Annexe 14.*

4.6.2.2.1.8 Versement aux Fournisseurs d'Electricité des Sites de Soutirage effacés en cas de défaillance d'un Acteur d'Ajustement

En cas de non paiement, par l'Acteur d'Ajustement, des sommes dues dans les délais susmentionnés, RTE n'est pas tenu de procéder aux versements desdites sommes aux Fournisseurs d'Electricité dans les délais prévus à l'Article 4.6.2.2.1.7.

Dans cette configuration, le montant total des sommes non versées par ledit Acteur d'Ajustement pour un Mois M est réparti entre les Fournisseurs d'Electricité concernés au prorata des volumes attribués pour le Mois M pour les Sites de Soutirage au Modèle Régulé.

Les sommes ultérieurement recouvrées par RTE le cas échéant, en application des dispositions des Articles 2.14, 2.15 et 4.6.2.2.1.5.5, sont versées aux Fournisseurs d'Electricité, suivant la même répartition que celle précisée ci-dessus, dès lors qu'elles sont disponibles sur le compte Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement.

Lorsque l'appel de la Garantie Bancaire mentionnée à l'Article 4.6.2.2.1.5.5 ne couvre pas la totalité du défaut de paiement, RTE communique aux Fournisseurs d'Electricité concernés qui en font la demande, l'identité de l'Acteur d'Ajustement défaillant ainsi que le montant des sommes qu'il doit auxdits Fournisseurs au titre des présentes Règles.

4.6.2.2.1.9 Rémunération des sommes

Dans le cadre des présentes Règles, les sommes versées par un Acteur d'Ajustement sur le compte Fonds pour la Collecte et le Paiement du Versement sont rémunérées selon les mêmes dispositions que l'Article 5.5.3.2.

4.6.2.2.2 *Dispositions spécifiques concernant les Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Corrigé*

Pour les Sites de Soutirage Télérelevés au Modèle Corrigé, la rémunération des effacements effectués à partir d'EDA Soutirage Télérelévée est effectué par le Site de Soutirage Télérelevé au nom et pour le compte de l'Acteur d'Ajustement.

Le prix de versement correspond au prix de fourniture du contrat de fourniture existant entre le Site de Soutirage et son Fournisseur d'Electricité.

Les flux financiers existant entre le Site de Soutirage Télérelevé et l'Acteur d'Ajustement redevable légalement de ce versement relèvent de la liberté contractuelle. Dès lors, ils ne sont pas décrits dans les présentes Règles.

Les conséquences d'une défaillance de paiement du Site de Soutirage auprès du Fournisseur d'Electricité ne sont pas décrites dans les présentes Règles.

Ces dispositions spécifiques se traduisent par la correction des courbes de charge des Sites de Soutirage concernés, selon les modalités décrites à l'Article 3.9.8.1 de la Section 2 des Règles MA-RE.

4.6.2.2.3 *Dispositions spécifiques concernant les Sites de Soutirage au Modèle Contractuel*

RTE Notifie au Fournisseur concerné les volumes d'énergie attribués aux Sites de Soutirage au Modèle Contractuel et calculés conformément à l'Article 4.6.2.1 .

La rémunération des effacements effectués à partir de Sites de Soutirage au Modèle Contractuel est effectuée selon un prix déterminé par le contrat liant l'Acteur d'Ajustement et le Fournisseur des Sites.

Les flux financiers existant entre l'Acteur d'Ajustement et le Fournisseur du Site relèvent de la liberté contractuelle et ne sont donc pas décrits dans les présentes Règles. Les conséquences d'une défaillance de paiement de l'Acteur d'Ajustement auprès du Fournisseur d'Electricité des Sites concernés ne sont pas décrites dans les Règles.

4.7 Indisponibilité du système d'information support du Mécanisme d'Ajustement

4.7.1.1 *Indisponibilité programmée*

Certaines opérations de maintenance peuvent entraîner l'indisponibilité momentanée du Système d'Information support du Mécanisme d'Ajustement. RTE s'efforcera, dans la mesure du possible, de positionner ces interventions de façon à minimiser la gêne occasionnée à l'Acteur d'Ajustement. Lorsque l'indisponibilité entraîne la suppression d'un Guichet, RTE préviendra l'Acteur d'Ajustement avec un préavis de 10 Jours.

4.7.1.2 *Indisponibilité fortuite*

En cas d'indisponibilité fortuite du SI support du Mécanisme d'Ajustement, RTE s'engage :

- à informer l'Acteur d'Ajustement le plus rapidement possible ;
- à lui communiquer les modalités applicables au cours de la durée de l'indisponibilité ;
- à l'informer de l'évolution de la situation.

Lorsque les conditions techniques le permettent, RTE met en place un mode secours pour le Guichet initial en J-1. Les Offres sont alors transmises par l'Acteur d'Ajustement à RTE selon les modalités décrites dans les Règles SI.

4.7.1.3 *Taux de disponibilité*

Pour le Mécanisme d'Ajustement, RTE fait ses meilleurs efforts pour atteindre un Taux de Disponibilité supérieur ou égal à 98 %. Ce Taux de Disponibilité sera calculé sur la base du suivi de la disponibilité des Guichets tant en mode nominal que via le Mode Secours.

4.8 Transparence

4.8.1 Indicateurs et informations publiques du mécanisme d'ajustement

4.8.1.1 *Liste des Indicateurs et informations publiques*

Les indicateurs et informations du Mécanisme d'Ajustement énumérés dans le tableau ci-dessous sont publics et accessibles sur le Site Internet de RTE.

N°	Indicateur ou information	Publication initiale	Publication définitive
1	Marge Requise et marge prévisionnelle aux pointes, calculée en J-1 sur la base des Offres Soumises	En J-1	En J-1
2	Tendance de l'ajustement (Hausse, Baisse ou nulle) par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
3	Prix le plus élevé des Offres d'Ajustement Activées à la Hausse (en euros/MWh), par Pas Demi-Horaire, pour l'équilibre du système électrique	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1

N°	Indicateur ou information	Publication initiale	Publication définitive
4	Délai de Mobilisation et Durée Minimale d'Utilisation, associés à l'Offre qui a fixé le Prix le plus élevé des Offres d'Ajustement Activées à la Hausse pour l'équilibre du système électrique par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
5	Prix moyen pondéré des Offres d'Ajustement Activées à la Hausse (en euros/MWh) par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
6	Prix le moins élevé des Offres d'Ajustement Activées à la Baisse (en euros/MWh) pour l'équilibre du système électrique par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
7	Délai de Mobilisation et Durée Minimale d'Utilisation, associés à l'Offre qui a fixé le Prix le moins élevé des Offres d'Ajustement Activées à la Baisse pour l'équilibre du système électrique par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
8	Prix moyen pondéré des Offres d'Ajustement Activées à la Baisse (en euros/MWh) par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
9	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour l'équilibre du système électrique entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
10	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour l'équilibre du système électrique entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
11	Volume d'énergie Activé à la hausse, cumul sur la journée (en MWh) pour l'équilibre du système électrique	En J+1 En J+3 ouvré	En fin de M+1
12	Volume d'énergie Activé à la baisse, cumul sur la Journée (en MWh) pour l'équilibre du système électrique	En J+1 En J+3 ouvré	En fin de M+1
13	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour Congestion entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
14	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour Congestion entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
15	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour reconstitution de services système entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1

N°	Indicateur ou information	Publication initiale	Publication définitive
16	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour reconstitution de services système entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
17	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour reconstitution de marge entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
18	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour reconstitution de marge entre chaque Guichet	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
19	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour les Offres Soumises par les EDA Injection RPT ou RPD, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
20	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour les Offres Soumises par les EDA Injection RPT ou RPD, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
21	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour les Offres Soumises par les EDA Soutirage Télérelevées, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
22	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour les Offres Soumises par les EDA Soutirage Télérelevées, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
23	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour les Offres Soumises par les EDA Point d'Echange, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
24	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour les Offres Soumises par les EDA Point d'Echange, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
25	Volume d'énergie Activé à la hausse (en MWh) pour les offres de type Echanges d'ajustements entre GRT, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
26	Volume d'énergie Activé à la baisse (en MWh) pour les offres de type Echanges d'ajustements entre GRT, par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
27	Prix des Ecarts négatifs par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1

N°	Indicateur ou information	Publication initiale	Publication définitive
28	Prix des Ecarts positifs par Pas Demi-Horaire	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
29	Prix minimal des offres à la hausse formulées par RTE en tant que GRT offreur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
30	Prix minimal des offres à la baisse formulées par RTE en tant que GRT offreur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
31	Prix maximal des offres à la hausse formulées par RTE en tant que GRT offreur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
32	Prix maximal des offres à la baisse formulées par RTE en tant que GRT offreur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
33	Volume des offres à la hausse formulées par RTE en tant que GRT offreur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
34	Volume des offres à la baisse formulées par RTE en tant que GRT offreur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
35	Volume des offres à la hausse formulées par RTE en tant que GRT offreur activées par un GRT receveur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
36	Volume des offres à la baisse formulées par RTE en tant que GRT offreur activées par un GRT receveur, selon les dispositions du § 4.3.1.2.2.1 par pas de formulation des offres	En J En J+3 ouvré	En fin de M+1
37	Avis d'envoi de message d'alerte pour insuffisance d'Offres	En J	En J
38	Avis de passage en mode dégradé et de fin de mode dégradé pour insuffisance d'Offres	En J	En J

N°	Indicateur ou information	Publication initiale	Publication définitive
39	Courbe prix/volume des Offres à la Hausse avec un Délai de Mobilisation inférieur à 2h reçues par RTE pour chacune des 2 pointes de consommation de la Journée J	J+1	J+1
40	Bilan mensuel du Compte Ajustement / Ecarts	M+2 (publication en M+2 des données validées « M+1 » du mois M)	M+2
41	Bilan mensuel des coûts de l'énergie Activée, pour l'équilibre du système électrique, en sens inverse à la Tendance	M+2	M+2
42	Part mensuelle des Ajustements à la Hausse par technologie	M+1	M+1
43	Part mensuelle des Ajustements à la Baisse par technologie	M+1	M+1
44	Délai de Mobilisation des 5 EDA les plus sollicitées à la Hausse dans le mois (classées en fonction de l'énergie moyenne Activée chaque Jour)	M+1	M+1
45	Délai de Mobilisation des 5 EDA les plus sollicitées à la Baisse dans le mois (classées en fonction de l'énergie moyenne Activée chaque Jour)	M+1	M+1
46	Délai de Mobilisation des 5 EDA les plus sollicitées à la Hausse dans le mois (classées en fonction du nombre moyen d'Appels par Jour)	M+1	M+1
47	Délai de Mobilisation des 5 EDA les plus sollicitées à la Baisse dans le mois (classées en fonction du nombre moyen d'Appels par Jour)	M+1	M+1
48	Taux de fiabilité mensuel de l'affichage de la Tendance au premier affichage en temps réel	M+1	M+1
49	Taux de fiabilité mensuel de l'affichage de la Tendance 3 Heures après le premier affichage	M+1	M+1
50	Taux de fiabilité mensuel de l'affichage de la Tendance à la fin de la Journée J	M+1	M+1

N°	Indicateur ou information	Publication initiale	Publication définitive
51	Taux de fiabilité de l'affichage des prix de règlement des Ecarts	M+1	M+1
52	Taux de Disponibilité Programmation et nombre de Modes secours utilisés le Mois M	M+1	M+1
53	Taux de Disponibilité Mécanisme d'Ajustement et nombre de Modes secours utilisés le Mois M	M+1	M+1
54	Taux de Disponibilité des indicateurs de marché	M+1	M+1
55	Bilan par frontière et par Jour des volumes d'énergie Activés au titre des contrats d'échange de réserve de secours entre RTE et d'autres GRT	M+1	M+1
56	Liste des GRD en RE bouclant et la liste des GRD en profilage	En M	En M

Les indicateurs ci-dessus numéros 3 à 37 sont publiés à titre provisoire en J. Les mêmes indicateurs éventuellement corrigés sont publiés en J+3. Ces mêmes indicateurs sont publiés de manière définitive en fin de M+1. Exceptionnellement, si le traitement d'une contestation ou la correction d'une erreur dans la traçabilité de RTE a un impact sur le PMA ou entraine une erreur significative du Prix des Ecarts, RTE modifie les indicateurs M+1 en conséquence. En outre, des modifications de ces indicateurs peuvent avoir lieu conformément aux Articles 4.6.1.1.4.2 et 4.4.2.4.3.5. Ces modifications font l'objet d'une Notification de la part de RTE auprès des Responsables d'Equilibre.

Les indicateurs publiés en J par Pas Demi-Horaires (respectivement par Guichet) sont disponibles sur le site Internet de RTE après la fin du Pas Demi-Horaire concerné.

En outre, la valeur du coefficient « k » de correction des PMP à la Hausse et à la Baisse est affichée sur le même site.

4.8.1.2 *Marge aux pointes de consommation*

Le calcul des marges en J-1 est effectué pour les points horaires correspondant aux pointes de consommation prévues pour la journée J (pointe du matin et/ou pointe du soir), lorsque ces pointes existent.

La marge prévisionnelle est la Marge à Echéance disponible en J-1, sur la base des premiers Programmes de Marche des EDP. Elle est constituée de la puissance des Offres d'Ajustement Prises en Compte au Guichet initial en J-1, déduction faite de la puissance des Offres identifiées pour assurer l'équilibre P = C estimé en J-1 et des Offres Appelées en J-1 pour la reconstitution des marges ou le traitement des Congestions et à laquelle s'ajoute la demi-bande de Réserve Secondaire.

En outre, pour être prise en compte dans le calcul de la marge prévisionnelle, une Offre d'Ajustement doit pouvoir être utilisée pendant la durée de la pointe.

4.8.1.3 *Tendance de l'ajustement*

La détermination de la tendance s'effectue par Pas Demi-Horaire en évaluant, pour chacune de ces périodes, d'une part le volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Hausse et, d'autre part, le volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Baisse.

Trois cas sont possibles :

- la tendance est à la Hausse si le volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Hausse est supérieur au volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Baisse ;
- la tendance est à la Baisse si le volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Hausse est inférieur au volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Baisse ;
- la tendance est nulle s'il n'y aucun ajustement à la hausse ou à la baisse au cours de la période ou si le volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Hausse est égal au volume d'énergie correspondant aux ajustements à la Baisse.

Lors d'une situation de délestage, décidé par RTE pour assurer l'équilibre offre-demande national dans le cadre des dispositions prévues par le Cahier des Charges du RPT, la détermination de la tendance tiendra compte du volume délesté évalué par RTE, le volume de délestage étant alors comptabilisé comme un ajustement à la hausse.

4.8.1.4 *Prix Moyen Pondéré à la hausse*

Le Prix Moyen Pondéré à la Hausse (PMP_H) est calculé sur chaque Pas Demi-Horaire.

4.8.1.4.1 *Pas Demi Horaire avec des ajustements à la Hausse*

Pour calculer le PMP à la Hausse, RTE applique la formule ci-dessous aux Offres Activées à la Hausse pour chaque Pas Demi-Horaire. Le Prix utilisé dans cette formule est différent selon que l'Offre a été Activée pour Motif Equilibre P=C d'une part ou pour un autre Motif d'autre part :

- lorsque l'Offre a été Activée pour Motif Equilibre P=C, c'est son Prix d'Offre qui est appliqué ;
- lorsque l'Offre a été Activée pour un autre Motif, c'est le prix le plus bas entre le Prix d'Offre et le Prix le plus élevé des Offres Activées à la Hausse au titre de l'Equilibre P=C qui est appliqué ou le prix le plus bas entre le Prix d'Offre et le Prix Spot de Référence s'il n'y a pas eu d'Offres Activées à la Hausse au titre de l'équilibre P=C

$$PMP_H = \frac{\left(\sum_i Prix_{iH} \times Puissance_{iH} \times Durée_{iH}\right)}{\sum_i Puissance_{iH} \times Durée_{iH}}$$

avec :

- $Prix_{iH}$: Prix de l'Offre Activée ;
- $Puissance_{iH}$: Puissance Activée par RTE ;
- $Durée_{iH}$: min (Durée d'Activation de l'Offre ; 30 minutes).

Pour le calcul de PMP_H :

- les ajustements à la Hausse réalisés suite à une Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont sur des GDP non constitutifs d'EDA, visés dans les Contrats d'Accès au Réseau conclus avec les Producteurs, sont traités comme des Offres à la Hausse au Prix Spot Peak de Référence Activées pour Motif Traitement des Congestions.
- les Ordres à Exécution Immédiate visés à l'Article 4.4.2.4.4 et l'utilisation des moyens non offerts visée à l'Article 4.4.2.4.3.5, lorsqu'ils correspondent à des augmentations de puissance, sont traités comme des Offres à la hausse au Prix qui a servi à leur valorisation, en fonction du Motif.

4.8.1.4.2 *Pas Demi Horaire sans ajustements à la Hausse*

Si aucun ajustement à la Hausse n'a été Activé sur un Pas Demi-horaire, le PMPH est égal au prix de la première Offre à la Hausse qui aurait été Appelée si un besoin d'ajustement à la hausse était survenu sur ce Pas Demi-Horaire.

Cette Offre à la Hausse est donc la moins chère des Offres à la Hausse pouvant être Appelée au cours du Pas Demi-Horaire concerné.

Si aucune Offre ne correspond à cette description, le PMPH est alors égal au PMPH du Pas Demi-Horaire précédent.

4.8.1.5 *Prix Moyen Pondéré à la Baisse*

Le Prix Moyen Pondéré à la baisse (PMP_B) est calculé sur chaque Pas Demi Horaire.

4.8.1.5.1 *Pas Demi Horaire avec des ajustements à la Baisse*

Pour calculer le PMP à la Baisse, RTE applique la formule ci-dessous aux Offres Activées à la Baisse pour chaque Pas Demi-Horaire. Le Prix appliqué dans cette formule est différent selon que l'Offre a été Activée pour Motif Equilibre P = C d'une part ou pour un autre Motif d'autre part :

- lorsque l'Offre a été Activée pour Motif Equilibre P = C, c'est son Prix d'Offre qui est appliqué ;
- lorsque l'Offre a été Activée pour un autre Motif, c'est le Prix le plus élevé entre le Prix d'Offre et le Prix le moins élevé des Offres Activées à la Baisse au titre de l'Equilibre P=C qui est appliqué ou le prix le plus élevé entre le Prix d'Offre et le Prix Spot de Référence s'il n'y a pas eu d'Offres Activées à la Baisse au titre de l'équilibre P = C.

$$PMP_B = \frac{\left(\sum_i Prix_{iB} \text{ x } Puissance_{iB} \text{ x } Durée_{iB}\right)}{\sum_i Puissance_{iB} \text{ x } Durée_{iB}}$$

Pour le calcul de PMP_B :

- les ajustements à la Baisse réalisés suite à une Indisponibilité Non Programmée du Réseau Amont sur des GDP non constitutifs d'EDA, visés dans les Contrats d'Accès au Réseau conclus avec les Producteurs, sont traités comme des Offres à prix nul Activées pour Motif Traitement des Congestions.

- les Ordres à Exécution Immédiate visés à l'Article 4.4.2.4.4 et l'utilisation des moyens non offerts visée à l'Article 4.4.2.4.3.5, lorsqu'ils correspondent à des baisses de puissance, sont traités comme des Offres à la baisse au Prix qui a servi à leur valorisation, en fonction du Motif.

4.8.1.5.2 *Pas Demi Horaire sans ajustements à la Baisse*

Si aucun ajustement à la Baisse n'a été Activé sur un Pas Demi-horaire, le PMP_B est égal au prix de la première Offre à la Baisse qui aurait été Appelée si un besoin d'ajustement à la baisse était survenu au cours du Pas Demi-Horaire.

Cette Offre à la Baisse est donc la plus chère des Offres à la Baisse pouvant être Appelée au cours du Pas Demi-Horaire concerné.

Si aucune Offre ne correspond à cette description, le PMP_B est alors égal au PMP_B du Pas Demi-Horaire précédent.

4.8.1.6 *Volatilité et veille sur les prix*

La CAM analyse régulièrement les Chroniques de prix et définit des seuils dont le franchissement sera repéré par RTE qui en informera le CURTE afin qu'une analyse conjointe soit menée. A l'issue de cette phase, les seuils seront réévalués.

Le franchissement de seuil est suivi par Pas Demi-Horaire :

- pour les Offres d'Ajustement Activées pour Motif Equilibre P = C, on vérifiera le Prix Moyen Pondéré à la Hausse par rapport au seuil fixé ;
- pour les Offres Activées au Motif d'une Congestion, on vérifiera le prix maximal par rapport au seuil fixé.

4.8.1.7 *Mode Secours*

En cas de maintenance programmée ou d'indisponibilité fortuite du SI rendant indisponible la publication des indicateurs sur le Site Internet de RTE, lorsque les conditions techniques le permettent, RTE met en place un mode secours.

Selon les modalités décrites dans les Règles SI, RTE envoie à l'interlocuteur opérationnel temps réel désigné dans l'Accord de Participation signé par le Responsable de Programmation ou par l'Acteur d'Ajustement un courriel contenant les indicateurs suivants : Tendance, Prix de Règlement des Ecarts positifs, Prix de Règlement des Ecarts négatifs, Prix maximal des Offres activées à la hausse pour P=C, Prix minimal des Offres activées à la baisse pour P=C.

4.8.1.8 *Taux de disponibilité*

Pour la publication des indicateurs, RTE fait ses meilleurs efforts pour atteindre un Taux de Disponibilité supérieur ou égal à 98 %. Ce Taux de Disponibilité est calculé sur la base du suivi de la disponibilité des indicateurs tant en mode nominal que via le Mode Secours.

4.8.2 Information des Gestionnaires de Réseau de Distribution

Dix (10) Jours après le début de chaque Mois M, RTE fournit, à tout Gestionnaire de Réseau de Distribution de rang 1 qui lui en ferait la demande, un fichier contenant, pour chaque EDA qui comporte au moins un site raccordé à son réseau, les informations suivantes:

- la part de la Capacité d'Ajustement de l'EDA sur le réseau du GRD pour le Mois M, avec les données en début du Mois M-1 ;
- les instants d'activation de l'EDA pour toutes les activations sur le Mois M-1 ;
- les instants de désactivation d'EDA pour toutes les activations sur le Mois M-1 ;
- pour les Offres implicites, la puissance d'ajustement sollicitée ;
- pour les Offres explicites, le nouveau point de consigne de l'EDA.

4.8.3 Analyse d'impact sur le RPD des Activations d'Offres d'Ajustement sur des EDA RPD

Afin d'alimenter les futurs débats dans le cadre de la CAM sur l'impact des activations de capacités raccordées au RPD sur l'exploitation du RPD et de préparer, si besoin, les futures évolutions des règles traitant de cette problématique, il est instauré un retour d'expérience qui permettra de rendre compte à l'ensemble des acteurs de l'impact sur l'exploitation du RPD des activations d'Offres d'Ajustement réalisées sur des EDA composées de Sites raccordées au RPD.

Chaque GRD souhaitant contribuer à ce retour d'expérience transmettra à RTE, avant le 1er septembre 2015, un document décrivant les analyses des impacts sur le RPD consécutifs aux activations réalisées sur des EDA constituées de Sites raccordés au RPD.

Les GRD et RTE s'engagent à partager mutuellement l'ensemble des méthodes et des données nécessaires au retour d'expérience.

5. RECOUVREMENT DES CHARGES D'AJUSTEMENT

5.1 Prix des Ecarts

L'Ecart fait l'objet d'une compensation financière entre RTE et le Responsable d'Equilibre.

Le prix hors taxes des Ecarts est calculé pour chaque Pas Demi-Horaire en fonction du signe de l'Ecart et du sens de la Tendance de l'Ajustement :

	Tendance à la Hausse	Tendance nulle	Tendance à la Baisse
Ecarts positifs	Prix Spot de Référence	Prix Spot de Référence	PMP_B /(1+k) Nota 1
Ecarts négatifs	PMP_H * (1+k) Nota 2	Prix Spot de Référence	Prix Spot de Référence

Nota 1 : cette valeur ne peut être supérieure au Prix Spot de Référence

Nota 2 : cette valeur ne peut être inférieure au Prix Spot de Référence

Le prix des Ecarts, la Tendance de l'Ajustement et les Prix Moyens Pondérés sont des Indicateurs Publics du Mécanisme d'Ajustement, comme indiqué à l'Article 4.8.1.

La valeur du coefficient « k » est publié sur le site Internet de RTE. Toute révision du coefficient « k » est soumise par RTE à la CRE pour approbation et est déterminée de façon à ce que le solde du compte « Ajustements-Ecarts » soit équilibré au mieux, en particulier en fonction des valeurs historiques constatées sur une période d'au moins 12 mois précédant la date de son calcul. Le coefficient « k » ne peut être révisé plus de 2 fois par année calendaire.

5.2 Prix proportionnels à l'Injection Physique et au soutirage physique

L'Injection Physique et le Soutirage Physique du Responsable d'Equilibre font l'objet d'un paiement mensuel par le Responsable d'Equilibre à RTE. Les prix sont publiés sur le Site Internet de RTE. Toute révision des prix proportionnels à l'Injection Physique et au Soutirage Physique des responsables d'équilibre est soumise par RTE à la CRE pour approbation.

5.3 Coûts et Surcoûts des ajustements

5.3.1 Coûts des ajustements

Les coûts des ajustements à la Hausse correspondent aux factures d'ajustement à la Hausse adressées à RTE par les Acteurs d'Ajustement, conformément à l'Article 4.6.1.3.1.3.

Les coûts des ajustements à la Baisse correspondent aux factures d'ajustement à la Baisse adressées aux Acteurs d'Ajustement par RTE, conformément à l'Article 4.6.1.3.1.2.

5.3.2 Surcoûts des ajustements

Pour chaque Pas Demi-Horaire, le surcoût d'un ajustement à la Hausse est défini de la façon suivante :

- il est nul si le Prix d'Offre est inférieur au PMA ;
- il est égal au coût du même volume d'ajustement valorisé au prix « Prix d'Offre – PMA » dans le cas contraire.

Pour chaque Pas Demi-Horaire, le surcoût d'un ajustement à la Baisse est défini de la façon suivante :

- il est nul si le Prix d'Offre est supérieur au PMA ;
- il est égal au coût du même volume d'ajustement valorisé au prix « PMA – Prix d'Offre » dans le cas contraire.

5.4 Contrats d'échange entre RTE et d'autres GRT

5.4.1 Appel de RTE par un GRT voisin

L'appel de RTE par un GRT voisin dans le cadre d'un contrat d'échange d'énergie d'ajustement, en application de l'Article 4.3.1.2.2.1, ou d'un contrat d'échange de réserve de secours, en application de l'Article 4.4.2.4.3.3, se traduit par la création d'un Ecart sur le système électrique français. Cet Ecart est affecté à un Périmètre d'Equilibre spécifique.

L'échange d'énergie correspondant donne lieu à l'établissement d'une facture, au prix spécifié dans le contrat d'échange :

- adressée par le GRT voisin à RTE pour un transfert d'énergie dans le sens « pays voisin → France » ;
- adressée par RTE au GRT voisin pour un transfert d'énergie dans le sens « France→ pays voisin ».

RTE établit le bilan financier de la facturation des Ecarts du Périmètre d'Equilibre spécifique et de la facturation des échanges d'énergie indiqués dans cet Article, le solde qui en résulte étant pris en compte par la CRE dans le cadre des évolutions du tarif d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

5.4.2 Appel d'un GRT voisin par RTE

RTE peut solliciter un GRT voisin dans le cadre du contrat d'échange d'énergie d'ajustement, en application de l'Article 4.3.1.2.2.1, ou d'un contrat d'échange de réserve de secours, en application de l'Article 4.4.2.4.3.3.

Dans ce cas, si l'appel de RTE a eu lieu dans le cadre d'une insuffisance d'Offres pour traiter l'Equilibre P=C, la facture correspondant à l'énergie échangée est adressée :

- par le GRT voisin à RTE pour un transfert d'énergie dans le sens « pays voisin → France » ;
- par RTE au GRT voisin pour un transfert d'énergie dans le sens « France→ pays voisin ».

5.5 Le compte de gestion « Ajustements-écarts »

Le compte « Ajustements-Ecarts » est un compte de gestion sur lequel sont imputés les charges et produits mentionnés ci-dessous.

Ce compte de gestion a vocation à être équilibré financièrement.

En cas de déséquilibre, les paramètres de règlement des Ecarts pourront être réexaminés, notamment le coefficient « k » mentionné à l'Article 5.1.

5.5.1 Charges du compte « Ajustements-Ecarts »

Les éléments suivants sont imputés en tant que charges dans le compte de gestion « Ajustements-Ecarts » :

- les coûts de règlement des Ecarts positifs, dont la valorisation est précisée à l'Article 5.1 ;
- les charges de contractualisation de la mise à disposition de Réserves Rapide Tertiaire et Complémentaire, après déduction des pénalités associées ;
- les charges annexes à la contractualisation de Réserves Rapide Tertiaire et Complémentaire, relatives aux tests de qualification et à l'exploitation d'infrastructures de télécommunications, non supportées par les titulaires des contrats correspondants ;
- les coûts de tous les ajustements à la Hausse (y compris les utilisations des Offres Complémentaires, des Offres Exceptionnelles, des moyens non offerts, des Ordres à Exécution Immédiate et des contrats d'échange sollicités par RTE pour un transfert d'énergie dans le sens « pays voisin → France », prévues par les Articles 4.6.1.1.4.1, 4.3.1.2.2.1 et 4.4.2.4.3), après déduction :
  - des surcoûts des ajustements à la Hausse destinés au traitement des Congestions, calculés conformément à l'Article 5.3.2,
  - des surcoûts des ajustements à la Hausse destinés à la reconstitution des Services Système, sur les Pas Demi-Horaires sur lesquels la Tendance de l'Ajustement est à la Hausse, calculés conformément à l'Article 5.3.2 ;
- les compensations financières attribuées conformément à l'Article 4.6.1.1.5.

5.5.2 Produits du compte « Ajustements-Ecarts »

Les éléments suivants sont imputés en tant que produits dans le compte de gestion « Ajustements-Ecarts » :

- les produits de règlement des Ecarts négatifs, dont la valorisation est précisée à l'Article 5.1 ;
- les produits associés à la facturation proportionnelle à l'Injection Physique et au Soutirage Physique, dont la valorisation est précisée à l'Article 5.2 ;
- les produits de tous les ajustements à la Baisse (y compris les utilisations des Offres Complémentaires, des Offres Exceptionnelles, des moyens non offerts, des Ordres à Exécution Immédiate et des contrats d'échange sollicités par RTE pour un transfert d'énergie dans le sens « France→ pays voisin », prévues par les Articles 4.6.1.1.4.1, 4.3.1.2.2.1 et 4.4.2.4.3), après ajout :

- des surcoûts des ajustements à la Baisse destinés au traitement des Congestions, calculés conformément à l'Article 5.3.2,
- des surcoûts des ajustements à la Baisse destinés à la reconstitution des Services Système, sur les Pas Demi-Horaires sur lesquels la Tendance de l'Ajustement est à la Hausse, calculés conformément à l'Article 5.3.2 ;

- les pénalités appliquées conformément à l'Article 4.5.4.3.

5.5.3 Traitement du solde du compte « Ajustements-Ecarts »

5.5.3.1 *Reversement du solde du compte « Ajustements-Ecarts »*

Au vu du montant du solde du compte « Ajustements-Ecarts » établi sur une période donnée, constaté a minima 12 Mois après la fin de cette période, la CRE fixe le solde définitif du compte « Ajustements-Ecarts » à atteindre pour cette période. Ce solde est calculé :

- hors charges relatives aux Réserves Rapide et Complémentaire ;
- hors autres charges de contractualisation couvertes par la facturation de l'Injection Physique et du Soutirage Physique ;
- hors produits associés à la facturation de l'Injection Physique et du Soutirage Physique.

Ce solde définitif est atteint par le calcul d'une nouvelle valeur du coefficient « k » requis pour atteindre ce solde, cette valeur conduisant à une nouvelle valorisation des Ecarts des Responsables d'Equilibre sur la période donnée.

RTE recalcule en conséquence et de façon rétroactive les factures d'Ecart des Responsables d'Equilibre.

Cette opération intervient au plus une fois par année civile et donne lieu à un reversement aux Responsables d'Equilibre de la différence entre les factures d'Ecart réglées correspondant aux positions « M+12 » définitives et les factures d'Ecart recalculées.

5.5.3.2 *Rémunération des soldes mensuels conservés avant reversement*

Les soldes mensuels successifs du compte « Ajustements-Ecarts » font l'objet d'une rémunération pour leur conservation avant reversement du solde annuel.

La base de rémunération d'un Responsable d'Equilibre au titre du solde mensuel d'un Mois M donné est égale à la différence entre la facture d'Ecart correspondant à sa position d'écarts du Mois « M+12 » définitive et la facture d'Ecart recalculée avec la valeur simulée du coefficient « k » annulant le solde annuel du compte « Ajustements-Ecarts ».

La rémunération est due :

- au Responsable d'Equilibre si la facture d'Ecart correspondant à sa position du Mois « M+12 » définitive est supérieure à la facture d'Ecart recalculée ;
- à RTE dans le cas contraire.

La période de rémunération associée au solde mensuel d'un Mois M donné est comprise entre le premier jour du Mois M+4 jusqu'au dernier jour du mois précédant le calcul du reversement du solde annuel. Le taux de rémunération retenu est la moyenne des taux journaliers EONIA sur la période de rémunération.

La rémunération finale d'un Responsable d'Equilibre est obtenue en cumulant les rémunérations des soldes mensuels successifs. Le calcul de cette rémunération intervient en même temps que le reversement du solde annuel aux Responsables d'Equilibre.

ANNEXE 1 FORMULAIRE DE DEMANDE DE CONCLUSION D'UN OU PLUSIEURS ACCORDS DE PARTICIPATION AUX REGLES RELATIVES A LA PROGRAMMATION, AU MECANISME D'AJUSTEMENT ET AU RECOUVREMENT DES CHARGES D'AJUSTEMENT

[Demande à adresser à votre interlocuteur RTE]

1. Description du demandeur

Dénomination sociale : [dénomination sociale]

Objet social : [objet social]

Siège social : [siège social]

N° d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de [lieu] : [n° SIRET]

Nom et fonction des représentants : [nom et fonction des représentants]

2. Déclaration faite par le demandeur

La société [nom de la société] déclare ne pas être en situation de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans habilitation à poursuivre son activité, de cession judiciaire ou toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans la législation ou réglementation nationale qui lui est applicable.

3. Qualité(s) demandée(s)

[Cocher la ou les Qualités retenues]

- ☐ Responsable de Programmation
- ☐ Acteur d'Ajustement

Documents[1] à joindre :

- liste des informations nécessaires à la mise en place d'un Accord de Participation en qualité de Responsable de Programmation dûment complétée ;
- liste des informations nécessaires à la mise en place d'un Accord de Participation en qualité d'Acteur d'Ajustement dûment complétée ;
- délégation de pouvoir et/ou de signature des représentants de la société ;
- exemple de signature des différents représentants de la société.

4. Date souhaitée de prise d'effet de l'Accord de Participation

En qualité de Responsable de Programmation : le [date]

En qualité d'Acteur d'Ajustement : le [date]

[1] Les listes des informations nécessaires à RTE pour établir le ou les Accords de Participation sont disponibles sur le Site Internet de RTE ou peuvent être envoyés par RTE sur simple demande.

Fait le ___/___ /_____ , à _____

M/Mme :

En sa qualité de :

Signature :

ANNEXE 2 ACCORD DE PARTICIPATION EN QUALITE DE RESPONSABLE DE PROGRAMMATION AUX REGLES RELATIVES A LA PROGRAMMATION, AU MECANISME D'AJUSTEMENT ET AU RECOUVREMENT DES CHARGES D'AJUSTEMENT

[N° RP_AAMM_XXXX]

ENTRE

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire], représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommée le « Participant »

D'UNE PART,

ET

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé tour Initiale, 1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex, représentée par Mme/M. [nom et fonction du signataire],

ci-après dénommée « RTE »

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. Préambule

Le Participant souhaite adhérer aux Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des charges d'ajustement, en Qualité de Responsable de Programmation.

A cet effet, les Parties se sont rapprochées et ont convenu de ce qui suit :

2. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans le présent Accord de Participation ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans l'Article 1 de la section 1 des Règles.

3. Objet

Par la signature de cet Accord de Participation, le Participant déclare prendre la Qualité de Responsable de Programmation.

Le Participant déclare avoir pleinement connaissance des Règles, lesquelles peuvent être consultées librement sur le site Internet de RTE : www.rte-france.com.

Il déclare les accepter et s'engage à se conformer à ses Dispositions Générales ainsi qu'aux Dispositions Spécifiques décrites dans l'Article 3 de la section 1 des Règles.

4. Documents contractuels liant les parties

Les documents contractuels liant les Parties sont les suivants :

- le présent Accord de Participation ;
- les Dispositions des Règles et leurs Annexes ;
- les Règles d'accès au SI de RTE ;
- le Périmètre de Programmation ;
- [le cas échéant, toute convention technique opérationnelle relative à l'application des Règles signées entre les Parties].

Ces pièces constituent l'exclusivité et l'intégralité de l'accord des Parties relativement à la Programmation. Elles annulent et remplacent toutes lettres, propositions, offres et conventions antérieures portant sur le même objet.

Les pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont classées comme suit, par ordre de primauté décroissant :

- l'Accord de Participation ;
- les pièces jointes à l'Accord de Participation devant être fournies par le Participant en application de l'Article 2.3.1 des Règles ;
- les Dispositions Spécifiques des Règles relatives à la Qualité choisie par le Participant ;
- les Dispositions Générales des Règles ;
- [le cas échéant] les conventions techniques.

5. Correspondances

Toute Notification d'une Partie à l'autre au titre de cet Accord de Participation sera adressée aux interlocuteurs désignés ci-après :

Pour le Participant

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

Pour RTE :

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

5.1 Interlocuteurs techniques pour le participant

Interlocuteur pour la contestation des données :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des contestations	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur pour la gestion du Périmètre :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des données	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en J-1 (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en infra journalier en charge de l'envoi des Redéclarations de Programme d'Appel et de Programme Prévisionnel (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en temps réel (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

5.1 Interlocuteurs techniques pour RTE

Interlocuteur pour la contestation des données:

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des contestations	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur pour la gestion du Périmètre :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des données	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en J-1 :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en infra journalier en charge de l'envoi des Redéclarations de Programme d'Appel et de Programme Prévisionnel (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en temps réel :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

6. Entrée en vigueur, durée et résiliation de l'accord de participation

Le présent Accord de Participation prend effet le [date].

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne peut être résilié que dans les conditions prévues dans les Règles.

Fait en deux exemplaires originaux,

à Paris la Défense, le ___/___ /_____ .

Pour RTE :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Pour le Participant :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 3 ACCORD DE PARTICIPATION EN QUALITE D'ACTEUR D'AJUSTEMENT AUX REGLES RELATIVES A LA PROGRAMMATION, AU MECANISME D'AJUSTEMENT ET AU RECOUVREMENT DES CHARGES D'AJUSTEMENT

[N° AA_AAMM_XXXX]

ENTRE

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire], représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommée le « Participant »

D'UNE PART,

ET

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé tour Initiale, 1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex, représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire],

ci-après dénommée « RTE »

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. Préambule

Le Participant souhaite adhérer aux Règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au Recouvrement des Charges d'Ajustement, en Qualité d'Acteur d'Ajustement.

2. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans le présent Accord de Participation ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans l'Article 1 de la section 1 des Règles.

3. Objet

Par la signature de cet Accord de Participation, le Participant déclare prendre la Qualité d'Acteur d'Ajustement.

Le Participant déclare avoir pleinement connaissance des Règles, lesquelles peuvent être consultées librement sur le site Internet de RTE : www.rte-france.com.

Il déclare les accepter et s'engage à se conformer à ses Dispositions Générales ainsi qu'aux Dispositions Spécifiques décrites dans les Articles 1, 2, 4 et 5 de la section 1 des Règles.

4. Documents contractuels liant les parties

Les documents contractuels liant les Parties sont les suivants:

- le présent Accord de Participation ;
- les dispositions des Règles ;
- les dispositions des Règles NEBEF ;
- les Règles d'accès au SI ;
- le Périmètre d'Ajustement ;
- [le cas échéant, toute convention technique opérationnelle relative à l'application des Règles signée entre les Parties].

Ces pièces constituent l'exclusivité et l'intégralité de l'accord des Parties relativement à la participation au Mécanisme d'Ajustement. Elles annulent et remplacent toutes lettres, propositions, offres et conventions antérieures portant sur le même objet.

Les pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont classées comme suit, par ordre de primauté décroissant :

- l'Accord de Participation ;
- les pièces jointes à l'Accord de Participation devant être fournies par le Participant en application de l'Article 2.3.1 des Règles ;
- les Dispositions Spécifiques des Règles relatives à la Qualité choisie par le Participant ;
- les Dispositions Générales des Règles ;
- les Dispositions Générales des Règles NEBEF ;
- [le cas échéant] les conventions techniques.

5. Modalités de paiement

Le Participant opte pour :

[cocher la mention choisie]

- ☐ le prélèvement automatique. Il transmet à RTE un mandat de prélèvement SEPA, dûment complétée et signée, conforme au modèle joint en Annexe 4 des Règles.
- ☐ le paiement par virement.

6. Domiciliation bancaire

6.1 Domiciliation bancaire du Participant

6.2 Domiciliation bancaire de RTE Réseau de Transport d'Electricité

Société Générale Paris Opéra (03620)
50 Bd Haussman
75009 PARIS
BIC-ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP

Compte de paiement :	
IBAN	FR76 3000 3041 7000 0201 2253 130
Compte de d'encaissement :	
IBAN	FR76 3000 3041 7000 0201 2254 973

7. Correspondances

Toute Notification d'une Partie à l'autre au titre de cet Accord de Participation sera adressée aux interlocuteurs désignés ci-après :

Pour le Participant

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

Pour RTE

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

7.1 Interlocuteurs techniques pour le participant

Interlocuteur pour l'envoi des données :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des données	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur facturation :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des factures	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur pour la contestation des données et/ou de la facturation :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des contestations	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur pour la gestion du Périmètre :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des données	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en J-1 (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en infra journalier en charge de la Soumission des Offres et des modifications des Conditions d'Utilisation des Offres (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	

Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en temps réel (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

7.2 Interlocuteurs techniques pour RTE

Interlocuteur facturation :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des factures	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur pour la contestation des données et/ou de la facturation :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des contestations	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur pour la gestion du Périmètre :

Interlocuteurs	
Adresse d'envoi des données	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en J-1 :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	

Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en infra journalier en charge de la gestion des guichets d'Ajustement (mode nominal et mode secours) :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

Interlocuteur opérationnel en temps réel :

Interlocuteurs	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	

8. Entrée en vigueur, durée et résiliation de l'accord de participation

Le présent Accord de Participation prend effet le [date] .

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne peut être résilié que dans les conditions prévues dans les Règles.

Fait en deux exemplaires originaux,

à Paris la Défense, le ___/___ /_____ .

Pour RTE :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Pour le Participant :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 4 MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Le « mandat de prélèvement SEPA » est le document officiel qui remplace l'autorisation de prélèvement au niveau européen. Merci de compléter, dater, signer ce mandat et d'y joindre un Relevé d'Identité Bancaire (RIB), Postal (RIP) ou de Caisse d'Epargne (RICE). Les prélèvements sur compte-épargne ne sont pas acceptés.

En signant ce mandat, vous autorisez (i) RTE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (ii) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de RTE.

ICS (Identifiant Créancier SEPA)	***NOM et ADRESSE DU CREANCIER***
FR33ZZZ503913	RTE Réseau de transport d'électricité TOUR INITIALE TSA 41000 1 TER BELLINI 92919 PARIS LA DEFENSE

NOM et ADRESSE DU PAYEUR

Raison Sociale : ……

Adresse : ……

Code postal : …… Ville : …… Pays : ……

Coordonnées bancaires du compte à débiter :

IBAN (International Bank Account Number) : | | |

Référence Unique du Mandat (réservé aux services RTE) :	*Type de Paiement*
	Récurrent

Nous vous rappelons que vous bénéficiez du droit d'être remboursé(e) par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. La demande de remboursement doit alors être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vos droits concernant le présent mandat de prélèvement SEPA sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour plus d'informations, vous pouvez aussi vous connecter sur www.rte-france.com.

Votre Référence Unique du Mandat vous sera communiquée par courrier avant le premier prélèvement.

Fait à _____ , le ___/___ /_____ .

Signature :

A retourner complété et signé à l'adresse ci-dessous :

[RTE Région XXX]

[Adresse complète]

ANNEXE 5 MODELE DE PERIMETRE DE PROGRAMMATION

Mise à jour du Périmètre au [date]

Nom de l'EDP	Identifiant de l'EDP	Nom du ou des Groupe(s) de Production	RE	Interlocuteur RTE pour Redéclarations	
				Numéro de téléphone	Numéro de fax

Nom de l'Entité de Prévision	Identifiant de l'Entité de Prévision	Nom du ou des Groupe(s) de Production	RE	Interlocuteur RTE pour Redéclarations	
				Numéro de téléphone	Numéro de fax

Fait en 2 exemplaires originaux,

à _____ , le ___/___ /_____ .

Pour RTE :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Pour le Participant :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 6 ACCORD ENTRE LE RESPONSABLE DE PROGRAMMATION ET UN UTILISATEUR EN VUE DU RATTACHEMENT DE GROUPES DE PRODUCTION AU PERIMETRE DE CE RESPONSABLE DE PROGRAMMATION

ENTRE

XXXXX [nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET],

en sa qualité de Responsable de Programmation (titulaire d'un Accord de Participation conclu avec RTE en date du [date]),

représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité (e) à cet effet,

D'UNE PART,

ET

YYYYY [nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET],

en sa qualité d'Utilisateur du Réseau Public de Transport d'électricité ou de Distribution,

représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité (e) à cet effet,

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Les Groupes de Production ayant les codes décompte suivants :

- [n° de code décompte] ; et
- [n° de code décompte] ; et
- ….

sont rattachés au Périmètre de Programmation de XXXX. La date d'effet de ce rattachement est celle découlant de l'application de l'Article 3.1.2 des Règles, soit le [date].

YYYYY doit être le titulaire du Contrat d'Accès au Réseau ou du Contrat de Service de Décomptes des Groupe de Production concernés.

Pour les Groupes de Production aptes à la fourniture de Services Système :

- YYYYY autorise XXXXX à faire participer les Groupes de Production concernés aux Services Système,
- YYYYY accepte qu'XXXXX transmette les télémesures des Groupes de Production concernés à RTE, dans le cadre des Règles Services Système,

- YYYYY accepte de donner l'accès aux Groupes de Production concernés à RTE, afin que RTE puisse réaliser les audits nécessaires concernant les systèmes de télémesure, de transmission et des chaines de commande de l'activation des réserves.

Le présent accord de rattachement est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être dénoncé à tout moment par chacune des parties, suivant les conditions et modalités prévues à l'Article 3.1.2 des Règles.

Fait en deux exemplaires originaux,

à _____ , le ___/___ /_____ .

Pour XXXXX **:**

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Pour le YYYYY **:**

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 7 DECLARATION DU FOURNISSEUR D'ELECTRICITE DES SITES DE SOUTIRAGE EN CART, CARD ET CONTRAT DE SERVICE DE DECOMPTE AU GESTIONNAIRE DE RESEAU

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire], représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommé « le Site de Soutirage »,

a arrêté ce qui suit :

1. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans la présente déclaration, ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans le Article 1 de la section 1 des Règles.

2. Objet

Conformément à l'Article 4.2.2.1.2, tout Gestionnaire de Réseau peut demander à un Site de Soutirage titulaire d'un CARD, d'un CART ou d'un Contrat de Service de Décompte, raccordé à son Réseau et participant au Mécanisme d'Ajustement l'identité de son Fournisseur d'Electricité.

Le Site de Soutirage [nom, adresse et code décompte], pour lequel [nom complet] est titulaire :

[cocher la mention choisie]

- ☐ d'un CART n° [n° de CART] avec RTE en date du [date] est fourni en énergie par le Fournisseur d'Electricité [nom complet].
- ☐ d'un CARD n° [n° de CARD] avec le GRD en date du [date] est fourni en énergie par le Fournisseur d'Electricité [nom complet].
- ☐ d'un Contrat de Service de Décompte n° [n° de Contrat de Service de Décompte] avec le GRD en date du [date] est fourni en énergie par le Fournisseur d'Electricité [nom complet].

3. Durée de validité

La présente déclaration de Fournisseur d'Electricité est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée à tout moment par le Site de Soutirage, suivant les conditions est modalités prévues à l'Article 4.2.2.1.2.

Fait en deux exemplaires originaux,

à _____ , le ___/___ /_____ .

Pour le Site de Soutirage :

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 8 PERIMETRE D'AJUSTEMENT

[n° d'Acteur d'Ajustement]

ENTRE

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire], représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommée le « Participant »

D'UNE PART,

ET

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé tour Initiale, 1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex, représentée par Mme/M. [nom et fonction du signataire],

ci-après dénommée « RTE »

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans le présent Périmètre d'Entités d'Ajustement ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans l'Article 1 de la section 1 des Règles.

2. Objet

Les Parties conviennent de la constitution du Périmètre d'Ajustement de l'Acteur d'Ajustement décrite d'une part dans le tableau de description du Périmètre d'Ajustement et pour chaque EDA dans le tableau de description spécifique de l'EDA. Les évolutions de ce Périmètre d'Ajustement se font par les Parties selon les modalités décrites dans les Règles.

3. Description générale du périmètre

Tableau de description du périmètre d'Ajustement :

Nom de l'EDA Nota 1	**Identifiant de l'EDA**	**Type d'EDA**	**Nom du Receveur d'Ordre**	**N° Téléphone du Receveur d'Ordre**	**Interlocuteur RTE**	**Nom de l'Entité d'Effacement** Nota 2

Nota 1: le nom, l'identifiant de l'EDA et l'interlocuteur RTE sont fournis par RTE.

Nota 2 : l'Acteur d'Ajustement doit mentionner, le cas échéant, le nom des Entités d'Effacement, dont des Sites de Soutirage seraient en commun avec des EDA.

4. Descriptions spécifiques du périmètre

Tableau de description spécifique d'une EDA Point d'Echange :

Identifiant de l'EDA	Responsable d'Equilibre	Fournisseur d'Electricité	GRT gérant l'interconnexion

Tableau de description spécifique d'une EDA Injection RPT :

Identifiant de l'EDA	Responsable d'Equilibre	Référence des Groupes de Production ou Sites

Tableau de description spécifique d'une EDA Injection RPD :

Identifiant de l'EDA	Responsable d'Equilibre	Gestionnaire de Réseau de raccordement	Référence des Groupes de Production ou Sites	Catégorie de l'offre (implicite/explicite)

Tableau de description spécifique d'une EDA Soutirage Télérelevée :

Identifiant de l'EDA	Référence des Sites

Tableau de description spécifique d'une EDA Soutirage Profilée :

Identifiant de l'EDA

Pour les EDA Soutirage Télérelevée, l'Acteur d'Ajustement remplit un fichier Excel, disponible sur le Site Internet de RTE, explicitant la composition desdites EDA.

Ce document est Notifié à RTE à la création du Périmètre d'Ajustement et lorsque les données qu'il contient sont mises à jour. Après signature, RTE conserve un des exemplaires originaux et Notifie l'autre exemplaire à l'Acteur d'Ajustement.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour RTE :

A _____ ,

le ___/___/____

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Pour l'Acteur d'Ajustement :

A _____ ,

le ___/___/____

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 9 MODELE D'ACCORD DE RATTACHEMENT ENTRE UN RESPONSABLE D'EQUILIBRE ET L'ACTEUR D'AJUSTEMENT EN VUE DE LA PARTICIPATION AU MECANISME D'AJUSTEMENT D'UN OU PLUSIEURS GROUPE(S) DE PRODUCTION

ENTRE

XXXXX [nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET],

en sa qualité de Responsable d'Équilibre, titulaire d'un Accord de Participation [numéro de l'Accord] conclu avec RTE en date du [date],

représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

D'UNE PART,

ET

YYYYY [nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET],

n sa qualité d'Acteur d'Ajustement, titulaire d'un Accord de Participation [numéro de l'Accord] conclu avec RTE en date du [date],

représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. Article 1

Les mots ou groupes de mots utilisés dans le présent Accord et dont la première lettre est en majuscule sont définis à l'Article 1 de la section 1 des Règles.

2. Article 2

Le(s) Groupe(s) de Production [liste des groupes] raccordé(s) au(x) réseau(x) du(des) GR ZZZZZ, rattaché(s) au Périmètre d'Equilibre de XXXXX, est(sont) inclus dans le Périmètre d'Ajustement de YYYYY en tant que Site(s) constitutif(s) de l'EDA Injection [RPT/RPD] [nom et identifiant de l'EDA], ce à compter du [date].

L'énergie correspondant aux Offres d'Ajustement à la Hausse ou à la Baisse Soumises par YYYYY et Activées par RTE, le cas échéant Régularisées, à partir d'EDA Injection RPT ou RPD, est prise en compte dans le calcul de l'Ecart dans le Périmètre d'Equilibre de XXXXX, conformément à l'Article 3.13.1 de la Section 2. Cette prise en compte est effective à compter de la date de signature du présent Accord et concerne l'EDA [nom et l'identifiant de l'EDA].

3. Article 3

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée.

4. Article 4

Les Parties peuvent mettre fin à tout moment au présent Accord, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois. La résiliation est Notifiée par la Partie demanderesse à l'autre Partie, à RTE et au(x) GRD au(x)quel le(s) Site(s) d'Injection appartenant à l'EDA Injection RPD ou RPT sont raccordés. La résiliation prend effet à l'expiration du délai de 2 mois à compter de la date de Notification.

Fait en deux exemplaires originaux,

à _____ , le ___/___ /_____ .

Pour XXXXX **:**

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Pour le YYYYY **:**

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 10 EXIGENCES TECHNIQUES REQUISES DES ACTEURS D'AJUSTEMENT DONT LE PERIMETRE D'AJUSTEMENT CONTIENT DES SITES PROFILES

Les exigences décrites dans cette annexe sont requises pour l'octroi par RTE de la qualification de l'Acteur d'Ajustement tel que prévu à l'Article 4.1.2.

Les installations de l'Acteur d'Ajustement doivent permettre la mesure et la transmission de la Courbe de Charge des Sites de Soutirage Profilés à un serveur central de l'Acteur d'Ajustement.

1. Spécifications techniques

Les systèmes de mesure et de transmission de l'Acteur d'Ajustement doivent être précisément décrits dans une documentation technique à laquelle RTE a accès. Cette documentation doit comporter :

- une vue d'ensemble de l'architecture technique permettant la mesure et la transmission de la Courbe de Charge des Sites de Soutirage Profilés ;
- une description de l'architecture du serveur central ;
- l'architecture détaillée des flux d'envoi et de réception des données des dispositifs de mesure ;
- l'indication sur l'éventuelle présence d'un mode secours, voire de composants techniques redondés ;
- l'indication si le système central, les systèmes de mesure, ou la communication entre ces deux organes répondent à des normes ;
- la présentation détaillée des éléments de compatibilité des systèmes de mesure avec les équipements des Gestionnaires de Réseau de Distribution ;
- les modalités d'horodatage des données mesurées et de synchronisation de systèmes de mesure.

2. Transmission des données

L'Acteur d'Ajustement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'acheminement des informations et du bon fonctionnement des voies de transmission depuis les équipements installés sur le Site de Soutirage Profilé jusqu'à ses centres de conduite. Il doit également prendre les mesures nécessaires pour s'assurer de la disponibilité des liaisons de communication avec le client. L'Acteur d'Ajustement doit décrire les mesures qu'il a prises pour assurer le niveau de qualité visé.

Toute technologie de communication sûre, normalisée et efficace au regard des missions à remplir peut être mise en œuvre, parmi celles que le marché met à disposition (RTC, GSM, GPRS, BLR, etc.).

3. Archivage des données

L'Acteur d'Ajustement conserve les informations pendant une durée de cinq (5) ans.

4. Maintenance et suivi des installations

L'Acteur d'Ajustement doit administrer ses appareils de mesure, à savoir notamment :

- installer des dispositifs de mesure ;
- programmer et paramétrer les appareils de mesure ;
- maintenir les appareils de mesure ;
- étalonner ou vérifier les dispositifs de mesure ;
- renouveler les dispositifs de mesure.

À ce titre, l'Acteur d'Ajustement est responsable de la connaissance du parc d'appareils installés. Il tient à jour son répertoire et tient à disposition de l'auditeur, pour chaque dispositif installé :

- la description de l'appareil de mesure (fabricant, type, année de fabrication, numéro de série) ;
- les dates d'installation du dispositif de mesure ;
- le cas échéant, les dates de vérification du dispositif de mesure ;
- les conditions de maintenance ;
- la précision du dispositif de mesure.

5. Précision de la mesure

Le dispositif de mesure de l'Acteur d'Ajustement doit satisfaire les exigences métrologiques de la norme NF EN 62 053-21.

Le dispositif de mesure est soumis aux textes applicables aux instruments de mesure de l'électricité en ce qui concerne la précision de sa mesure et sa vérification, d'une manière équivalente aux exigences portant sur les Installations de Comptage des Gestionnaires de Réseau de Distribution.

6. Synchronisation

L'heure légale définie par le décret du 9 août 1978 est utilisée comme temps de référence. Dans la mesure où ils n'apportent pas un écart plus grand que celui qui est défini par la normalisation, tous les systèmes de synchronisation peuvent être utilisés : les systèmes de synchronisation par ondes radio (FI, DCF77 ou GPS11), la synchronisation lors de la télérelève, etc.

7. Défaillance de l'appareil de mesure

Dans le cas d'une défaillance de l'appareil de mesure, l'Acteur d'Ajustement n'est pas autorisé à corriger les données. Seules les données des appareils de mesure non défaillants doivent être transmises à RTE et seront prises en compte pour le contrôle de l'exécution des Ajustements.

ANNEXE 11 CONVENTION D'ECHANGE DE COORDONNEES ENTRE UN GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION ET RTE

ENTRE

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire], représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommé « le Gestionnaire de Réseau de Distribution »

D'UNE PART,

ET

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé tour Initiale, 1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex, représentée par Mme/M. [nom et fonction du signataire],

ci-après dénommée « RTE »

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans la présente convention, ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans l'Article 1 des Règles.

2. Objet

Dans le cadre des Règles, les Gestionnaires de Réseaux de Distribution et RTE sont amenés à se communiquer différentes informations ou données.

La présente convention a pour objet la transmission des coordonnées entre le Gestionnaire de Réseau de Distribution et RTE, nécessaire à la transmission desdites informations ou données.

3. Correspondances

Toute Notification d'une Partie à l'autre au titre des Règles sera adressée aux interlocuteurs désignés ci-après :

<u>Pour le Gestionnaire de Réseau de Distribution</u>

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

Pour RTE

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

4. Echanges d'information

Les modalités d'échanges d'information entre les Gestionnaires de Réseau de Distribution et RTE sont décrites dans les Règles SI.

5. Durée de validité

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle ne peut être résiliée que dans les conditions prévues dans les Règles.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour le Gestionnaire de Réseau de Distribution:	**Pour RTE :**
A _____ ,	A _____ ,
le ___/___/____	le ___/___/____
Nom et fonction du représentant :	Nom et fonction du représentant :
Signature :	Signature :

ANNEXE 12 DEFINITION DES TRIPLETS DEMANDES PAR RTE LORS DES AJUSTEMENTS

En fonction des technologies des Groupes de Production du Responsable de Programmation (nucléaire, thermique à flamme, hydraulique, etc.), cet article précise les points suivants :

- Données utilisées pour le calcul

[A préciser en fonction de la technologie du Groupe de Production]

- Détermination des points de fonctionnement des EDP

[A préciser en fonction de la technologie du Groupe de Production]

- Calcul des contributions aux Réserves Primaire et Secondaire des EDP

[A préciser en fonction de la technologie du Groupe de Production]

Ce document est Notifié à RTE à la création du Périmètre d'Ajustement et lorsque les données qu'il contient sont mises à jour. Après signature, RTE conserve un des exemplaires originaux et Notifie l'autre exemplaire à l'Acteur d'Ajustement.

Fait en deux exemplaires originaux

à Paris la Défense, le **___/___/____ .**

Pour RTE :	**Pour le Participant :**
Nom et fonction du représentant :	Nom et fonction du représentant :
Signature :	Signature :

ANNEXE 13 COORDONNEES BANCAIRES DU FOURNISSEUR D'ELECTRICITE

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire], représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommé « le Fournisseur d'Electricité »,

a arrêté ce qui suit :

1. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans la présente Annexe, ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans l'Article 1 de la section 1 des Règles.

2. Objet

En application de l'article L. 271-1 du Code de l'énergie et du décret n°2014-764 du 3 juillet 2014, la valorisation d'un effacement de consommation sur le Mécanisme d'Ajustement donne lieu à un versement de l'Acteur d'Ajustement vers les Fournisseurs d'Electricité des Sites de Soutirage effacés selon les modalités décrites dans l'Article 4.6.2 des Règles.

Ce versement est collecté par RTE auprès des Acteurs d'Ajustements, puis versé aux Fournisseurs d'Electricité.

Le présent formulaire permet la transmission des données nécessaires à RTE pour effectuer le versement reçu des Acteurs d'Ajustements aux Fournisseurs d'Electricité.

3. Modalités de paiement

Le Fournisseur d'Electricité est payé par virement aux coordonnées décrites à l'Article suivant, conformément aux Règles.

4. Domiciliation bancaire du Fournisseur d'Electricité

Compte d'encaissement :	
IBAN	

Veuillez transmettre impérativement un document bancaire faisant apparaître vos coordonnées bancaires (type RIB).

5. Correspondances

Toute Notification de RTE au Fournisseur d'Electricité au titre du versement prévu par l'article 14 de la loi n° 2013-312 du 15 avril sera adressée aux interlocuteurs désignés ci-après :

Pour le Fournisseur d'Electricité

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

Pour RTE

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

6. Durée de validité

La présente Annexe est conclue pour une durée indéterminée.

Elle ne peut être résiliée que dans les conditions prévues dans les Règles.

Pour le Fournisseur d'Electricité:

A _____ ,

Le ___/___/____

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 14 MANDAT D'AUTO-FACTURATION DU FOURNISSEUR D'ELECTRICITE A RTE

ENTRE

[nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [n° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire] représentée par Mme/M [nom et fonction de signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

ci-après dénommé « le Fournisseur d'Electricité »

D'UNE PART,

ET

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le n°444 619 258, dont le siège social est situé Tour Initiale - 1, Terrasse Bellini – TSA 41 000 – 92919 PARIS LA DEFENSE CEDEX, représenté par [nom et fonction du signataire],

ci-après dénommé « RTE »

D'AUTRE PART,

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. Définitions

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans la présente Annexe, ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans l'Article 1 de la section 1 des Règles.

2. Objet

Le Fournisseur d'Electricité donne à titre gratuit à RTE, qui l'accepte, le mandat exprès d'émettre et de gérer, au nom et pour le compte du Fournisseur d'Electricité, toutes les factures génératrices de paiement prévues par l'Article 4.6.2 des Règles.

3. Engagement de RTE

RTE s'engage envers les Fournisseurs d'Electricité à facturer les flux financiers associés aux EDA Télérelevées et Profilées dans les conditions décrites dans l'Article 4.6.2 des Règles.

RTE s'engage à mettre tout en œuvre pour que les factures soient établies dans le respect des normes législatives et réglementaires en vigueur, et notamment celles relatives aux mentions obligatoires à porter sur les factures. Ainsi RTE procèdera aux modifications et aux adaptations nécessitées par l'évolution des dites normes.

Enfin, RTE transmettra aux Fournisseurs d'Electricité, un état récapitulant les sommes facturées conformément à l'Article 4.6.2 des Règles.

4. Conditions de la facturation

La facturation sera réalisée par RTE conformément à l'Article 4.6.2 des Règles.

5. Responsabilité

Le Fournisseur d'Electricité conserve expressément l'entière responsabilité de ses obligations légales en matière de facturation et notamment des mentions relatives à son identification. A ce titre, le Fournisseur d'Electricité s'engage à informer RTE de toute modification de ces mentions via la mise à jour du présent mandat.

6. Durée de validité

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée.

Bon pour mandat,

Pour le Fournisseur d'Electricité :

A _____ ,

Le ____/____/____

Nom et fonction du représentant :

Signature :

Bon pour acceptation de mandat,

Pour RTE :

A _____ ,

Le ____/____/____

Nom et fonction du représentant :

Signature :

ANNEXE 15 MODELE DE GARANTIE BANCAIRE A PREMIERE DEMANDE

A renvoyer à l'adresse suivante : Service Commercial de St Denis, Bâtiment La Rotonde, 204 boulevard Anatole France, 93207 Saint-Denis, France

[_____]2 une société de droit [_____]3, ayant son siège social [_____], représentée par [_____]4 (le « Garant ») s'engage par la présente, irrévocablement et inconditionnellement, d'ordre et pour compte de [_____]5, société de droit [_____]6 (numéro d'immatriculation [_____]) (le « Donneur d'Ordre ») à payer à RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé Tour Initiale – 1, terrasse Bellini - TSA 41000, 92919 Paris La Défense Cedex, (le « Bénéficiaire »), indépendamment de la validité et des effets juridiques de l'Accord de Participation en qualité d'Acteur d'Ajustement n° [_____]7 signé par le Donneur d'Ordre (l' « Accord »), à première demande, selon les modalités ci-dessous et sans faire valoir d'exception ni d'objection, résultant de l'Accord, tout montant jusqu'à concurrence maximale de [_____]8, (le « Montant Garanti ») sans préjudice des intérêts, frais et accessoires éventuellement dus par le Garant en raison de tout retard dans le paiement de tout ou partie du Montant Garanti.

La présente Garantie Bancaire à première demande s'inscrit dans le cadre de l'article 2321 du Code civil.

La modification ou la disparition des liens ou des rapports de fait ou de droit pouvant exister à ce jour entre le Garant et le Donneur d'Ordre ne pourra nous dégager de la présente garantie.

Toutes les dispositions du présent engagement conserveront leur plein effet quelle que soit l'évolution financière et juridique du Donneur d'Ordre.

La présente Garantie Bancaire à première demande pourra être appelée à compter de la date des présentes jusqu'au ___/___/____ inclus (la « Date d'échéance »).

La demande de paiement devra nous parvenir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (la « Lettre d'Appel en Garantie Bancaire » conformément à l'Annexe 16) au plus tard à la Date d'Échéance. Toute Garantie Bancaire appelée avant la Date d'échéance doit être payée par le Garant conformément aux dispositions de la « Lettre d'Appel en Garantie Bancaire »).

---

[2] Dénomination sociale de l'établissement bancaire émetteur de la Garantie Bancaire

[3] Droit applicable sur le territoire d'établissement du siège social du Garant.

[4] Nom du représentant habilité du Garant

[5] Dénomination sociale de l'Opérateur d'Effacement

[6] Droit applicable sur le territoire d'établissement du siège social du Donneur d'Ordre

[7] Numéro et date de prise d'effet de l'Accord de Participation

[8] Montant de la Garantie bancaire à première demande tel que défini à l'article 4.6.2.2.1.5.1 des Règles NEBEF.

Pour exécution des présentes, élection de domicile est faite par le Garant à l'adresse indiquée ci-dessus. Toutefois, lorsque le Garant n'est pas l'interlocuteur pour la Lettre d'appel en Garantie, la demande de paiement est à adresser aux coordonnées suivantes :

A l'attention de : [nom et fonction de l'interlocuteur]

Adresse : [adresse complète]

Téléphone : [n° de téléphone]

Télécopie : [n° de télécopie]

Email : [adresse email]

A défaut d'appel avant la Date d'échéance, la présente Garantie bancaire à première demande cessera d'être valable à la Date d'Echéance. Toute Lettre d'Appel en Garantie Bancaire émise par le Bénéficiaire après la Date d'échéance sera irrecevable et sans effet.

Le Garant s'engage par la présente à effectuer le paiement de tout ou partie du Montant Garanti dans les dix (10) Jours Ouvrables suivant la réception de la Lettre d'Appel en Garantie. Il effectuera ce paiement en se conformant aux instructions contenues dans la Lettre d'Appel en Garantie.

Les frais raisonnables et dûment justifiés relatifs à la présente Garantie et notamment les frais, intérêts, taxes et dépenses éventuels de toute nature encourus à l'occasion de la mise en jeu de la dite Garantie seront à la charge du Donneur d'Ordre ou du Garant.

La restitution de l'original de l'acte par le Bénéficiaire ou le Donneur d'Ordre vaut mainlevée pleine et entière du présent engagement.

La présente Garantie est soumise au droit français. Pour l'interprétation et l'exécution des présentes, compétence est donnée au Tribunal de Commerce de PARIS.

Pour [nom complet de la société] :

A _____ ,

Le ____/____/____

Nom et fonction du Garant :

Signature :

ANNEXE 16 MODELE DE LETTRE D'APPEL EN GARANTIE BANCAIRE

RECOMMANDEE A.R.

[_____][9]

[_____][10]

Le [_____][11]

Objet : Votre Garantie Bancaire à Première Demande

Madame, Monsieur,

Nous nous référons à la Garantie Bancaire à première demande que votre établissement bancaire a émise en notre faveur le [_____][12] (la "Garantie").

Les termes débutant par une majuscule et qui ne sont pas définis dans la présente lettre ont le sens qui leur est attribué aux termes de la Garantie.

Nous vous demandons par la présente, d'honorer votre engagement en tant que Garant et de nous payer, sur notre compte n° [_____][13] ouvert dans les livres de [_____][14], la somme de [_____][15] euros.

Nous vous rappelons qu'aux termes de la Garantie Bancaire à première demande émise le XXXX, ce paiement doit nous parvenir dans les dix (10) Jours Ouvrables suivant la réception de la présente Lettre d'Appel en Garantie Bancaire.

Par ailleurs, pour votre parfaite information, nous vous précisons qu'à ce jour, le Donneur d'Ordre [_____][16] n'a pas respecté les termes de son Accord de participation en qualité d'Acteur d'Ajustement n° (XXXX)[17].

[_____][18]

[_____][19]

---

[9] Raison sociale de l'établissement bancaire ayant émis la Garantie Bancaire à première demande.

[10] Adresse de l'établissement bancaire ayant émis la Garantie Bancaire à première demande.

[11] Date d'envoi de la Lettre d'Appel en Garantie.

[12] Date d'émission de la Garantie Bancaire à première demande.

[13] Indiquer le numéro du compte bancaire de RTE.

[14] Indiquer la dénomination et l'adresse de la banque auprès de laquelle le compte ci-dessus est ouvert

[15] Montant appelé

[16] Raison sociale de l'Opérateur d'Effacement

[17] Référence de l'AP

[18] Nom, Prénom et titre du signataire

[19] Signature

ANNEXE 17 DECLARATION COMMUNE DE L'ACTEUR D'AJUSTEMENT ET DU FOURNISSEUR D'ELECTRICITE POUR LES SITES DE SOUTIRAGE AU MODELE CONTRACTUEL

ENTRE

XXXX [nom complet], société [forme sociale], au capital de [montant du capital] euros, dont le siège social est situé à [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [N° SIRET], et dont le numéro de TVA intra-communautaire est [n° de TVA intra-communautaire],

en sa qualité de Fournisseur d'électricité et autorisée à exercer l'activité d'achat pour revente d'électricité au sens du décret 2004-388 du 30 avril 2004

représentée par [Mme/M.] [nom et fonction du signataire], dûment habilité(e) à cet effet,

D'UNE PART

ET

YYYY [nom complet], société [forme sociale], au capital de ____ euros, dont le siège social est situé à _____ [adresse complète], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ____ [ville] sous le numéro [N° SIRET],

en sa qualité d'Acteur d'Ajustement, titulaire d'un Accord de Participation N° [numéro] conclu avec RTE en date du [date],

représentée par Mme/M _____, dûment habilité (e) à cet effet,

D'AUTRE PART

ou par défaut, ci-après dénommées individuellement une « Partie », ou conjointement les « Parties »,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Les mots ou groupes de mots utilisés dans la présente déclaration et dont la première lettre est en majuscule sont définis à l'Article 1 de la Section 1 des Règles.

Article 2

XXXX et YYYY ont convenu d'appliquer le Modèle Contractuel pour les Sites de Soutirage rattachés à une EDA Soutirage Télérelevée et listés ci-dessous :

- _____
- _____

XXXX et YYYY ont convenu d'appliquer le Modèle Contractuel pour l'ensemble des Sites de Soutirage disposant d'un contrat de fourniture d'électricité avec XXXX et rattachés à une EDA Soutirage Profilée listée ci-dessous :

- _____
- _____

Pour les Sites de Soutirage Télérelevés raccordés au RPD, la référence utilisée ci-dessus est le numéro du PADT.

Pour les Sites de Soutirage Télérelevés raccordés au RPT, la référence utilisée ci-dessus est :

- le numéro de contrat CART ; ou
- le numéro de Contrat de Service de Décompte ; ou
- le numéro de SIRET pour les Sites de Soutirage titulaires d'un Contrat Unique.

Article 3

La présente déclaration est conclue pour une durée indéterminée.

Article 4

Les Parties peuvent modifier par avenant la présente déclaration, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois. La mise à jour sera prise en compte au premier jour du mois M+3 si la transmission d'une nouvelle déclaration signée est réalisée avant la fin du mois M.

Les Parties peuvent mettre fin à tout moment à la présente déclaration, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois. La résiliation est Notifiée par la Partie demanderesse à l'autre Partie, et aux Gestionnaires de Réseau auxquels les Sites de Soutirage sont raccordés. La résiliation prend effet à l'expiration du délai de 2 mois à compter de la date de Notification.

Fait en 2 exemplaires originaux,

à _____, le ____/____/____

Pour XXXXX :	**Pour YYYYY :**
Nom et fonction du représentant :	Nom et fonction du représentant :
Signature :	Signature :